



## Le consensus anti-cumul

En clôture de la session ordinaire et en ouverture de la session extraordinaire convoquée par le président de la République, le Parlement a adopté définitivement, dans la nuit du 20 au 21 décembre, le projet de loi organique et le projet de loi simple concernant tous deux la limitation du cumul des mandats et des fonctions électives. Conformément à la Constitution, la loi organique devra être soumise au Conseil constitutionnel avant d'être promulguée par le président de la République.

Une « révolution » a eu lieu le vendredi 20 décembre à minuit : les deux Chambres du Parlement se sont mises d'accord pour limiter le nombre des mandats qu'un élu peut détenir. La France s'aligne ainsi sur la plupart des autres grands démocraties occidentales où le cumul est pratiquement inconnu, que la loi l'interdise ou non. Une tradition, bien française, s'écroule. Depuis l'aube de la République, le cursus des élus les amenait à accumuler titres, charges, fonctions et mandats. Tout les y conduisait : la centralisation du pouvoir qui incitait tout maire à accroître ses possibilités de se faire entendre à Paris ; la modicité des moyens administratifs et financiers que la nation accordait à ceux qui se mettaient à son service ; la crainte enfin qu'un concurrent ne devienne trop puissant dans sa sphère d'influence.

L'accroissement, depuis quelques années, des moyens accordés aux élus a rendu cette révolution possible. Les députés, qui ont augmenté les pouvoirs - et donc le travail - des responsables locaux, l'ont rendu indispensable. L'un des effets de la proportionnelle va également être accéléré : les députés vont être sérieusement incités à se préoccuper davantage des affaires de l'Etat, moins des problèmes locaux.

Cette limitation des cumuls, les socialistes l'ont fait avaliser par l'opposition, ou tout au moins par une partie d'elle. C'est pour eux une victoire, là où, notamment, M. Valéry Giscard d'Estaing avait échoué (en 1978), à cause du refus du RPR. Les chiraquiens ont accordé à M. Mitterrand ce qu'ils avaient refusé il y a sept ans. Hostiles en principe à cette limitation, les députés RPR étaient absents du Palais-Bourbon lors du vote final. Les sénateurs du mouvement, eux, ont finalement approuvé cette législation pour privilégier l'unité de la majorité sénatoriale. S'ils ont mis en avant les concessions obtenues par le Sénat, qui, disent-ils, vient le projet initial du gouvernement de sa substance, ils ont surtout constaté que leur opposition n'aurait pas suffi à mettre le projet en échec, tant était ferme la détermination d'une partie des giscard-barbiers.

THÉREY BRÉHER.  
(Lire la suite page 6.)

## PARIS PARALYSÉ PAR L'ARRÊT DU MÉTRO Grève : la double exaspération

Le trafic était redevenu « tout à fait normal », ce samedi 21 décembre, sur les réseaux de la RATP (métro, autobus et RER). Les agents protestaient contre la condamnation à six mois de prison avec sursis du conducteur dont le train, en novembre 1984, avait happé dans ses portes un voyageur. La grève prévue à l'origine sur la seule ligne A du RER s'était propagée, en dehors de toute consigne syndicale, à l'ensemble du

réseau, comme si les agents de la RATP n'attendaient qu'une occasion de manifester un mécontentement latent.

Le mouvement a entraîné une paralysie presque totale de la circulation dans la capitale et provoqué l'exaspération des usagers. Pour obtenir la fin de la grève, la direction s'est engagée à introduire un appel conjoint avec le conducteur condamné et à ouvrir des négociations sur la sécurité.



En apparence, les syndicats, condamnés par les temps qui courent à des échecs à répétition, se sont bien repris à la RATP le 20 décembre. Le syndicalisme est affaibli, mais il peut encore afficher sa force en abaissant des

manettes à EDF ou en laissant des trains en gare à la SNCF ou à la RATP. Débordés par une grève surprise qui s'est propagée comme une traînée de poudre, les syndicats ont fait plier la direction sur pratiquement toute la ligne.

Avait-elle vraiment le choix, cette entreprise publique, dont le président, M. Claude Quin, membre du Parti communiste, prône et pratique le dialogue social ?  
MICHEL NOBLECOURT.  
(Lire la suite page 13.)

## LE PROJET D'ACCORD ENTRE BONN ET BERLIN-EST Allemagne : deux Etats, une culture ?

Un accord culturel inter-allemand vient d'être mis au point par Bonn et Berlin-Est après des années de discussion. Sa signature par M. Helmut Kohl et Erich Honecker devrait être le point d'orgue d'une éventuelle visite en RFA du dirigeant est-allemand.

La culture, c'est un peu ce qui reste quand une nation, historiquement, a fait faillite. C'est pourquoi on était si attaché des deux côtés de l'Allemagne, et en particulier dans les milieux intellectuels, à ce projet vieux comme Moïse, en négociation depuis plus de deux ans, et enfin sur le point d'aboutir, celui d'un accord culturel entre les deux Etats allemands.

Voilà qui est fait ou presque : le gouvernement Kohl a mené à bien des discussions avec Berlin-Est, engagées en 1973 sans succès par les sociaux-démocrates. Le texte est actuellement soumis à l'approbation des gouvernements régionaux et devrait être paraphé prochainement, avant même peut-être que M. Honecker ne se décide à rendre visite à la République fédérale. Et pourtant cet accord, que les chrétiens-démocrates de Bonn se sentent de mettre à l'actif de leur Despolitik, a reçu, avant même d'être signé, un désaveu de taille :

celui de l'écrivain Günter Grass, président de l'Académie des arts de Berlin-Ouest et sans doute l'un des Allemands les plus attachés à faire progresser entre les deux Etats les contacts entre créateurs et la libre circulation des idées et des œuvres.

Son objection majeure, qu'il exprime dans une lettre adressée au président de la République, M. Richard von Weizsäcker, et qui résume en fait toutes les déceptions, c'est que ce texte risque d'institutionnaliser les échanges entre cultures officielles et de laisser définitivement pour compte ceux qui ne s'en recommandent pas, en particulier bien sûr en Allemagne de l'Est. Ce traité risque d'entériner l'ultime phase de la division de l'Allemagne, dit encore Günter Grass, en regrettant qu'on n'ait pas tenté d'introduire dans son préambule la notion de « nation culturelle » et d'héritage commun.

Le texte du traité est un cadre dont on n'appréhendait en fait l'utilité que par l'application qui en sera faite. Il énonce en termes généraux la volonté des deux parties de procéder, « dans la mesure de leurs possibilités et dans l'intérêt commun », à des échanges de scientifiques, d'enseignants, d'artistes, à l'organisation commune d'expositions, de festivals de cinéma, à une

## Avec ce numéro LE MONDE AUJOURD'HUI

1986 : hommes et mots-clés

**La reddition des truands de Nantes**  
Après des heures de négociations, la police a obtenu la libération des otages sans effusion de sang.  
PAGE 7

**Le procès de Klaus Barbie renvoyé à plusieurs mois**  
La Cour de cassation estime que l'ancien chef de la Gestapo de Lyon doit être jugé pour l'ensemble de ses crimes.  
PAGE 7

**Les autorités éthiopiennes contre les témoins gênants**  
Un « médecin sans frontières » expulsé raconte les déplacements forcés de population.  
PAGE 3

Dates (21) • Etranger (3 à 5) • Politique (6) • Sociétés (7 et 8) • Culture (9) • Economie (13 à 15) • Carnet (8) • Programmes des spectacles (10) • Radio-télévision (11) • Météorologie (11) • Mots croisés (11)

## LA FINALE DE LA COUPE DAVIS A MUNICH Boris Becker, l'enfant chéri... et cher

Boris Becker n'a pas déçu les quelque 12 000 spectateurs ouest-allemands, dont certains avaient payé 1 000 DM au marché noir leur place dans le stade Olympia Halle de Munich pour le voir. En battant le 20 décembre en quatre manches (6-3, 3-6, 7-5, 8-6) le récent champion d'Australie Stefan Edberg, il a permis à la RFA d'égaliser dans la finale de Coupe Davis contre la Suède après la victoire de Mats Wilander sur Michael Westphal (6-3, 6-4, 10-8).

De notre envoyé spécial

Munich. — Dans une piscine, Michael Gross est un prodige : records, titres mondiaux et médailles olympiques que ce

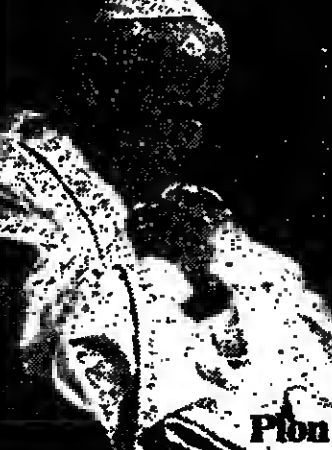
nageur ouest-allemand collectionne en attestent. Ses performances lui valent de faire régulièrement les gros titres des journaux. Pourtant il dit : « Pour passer aussi souvent que Boris Becker à la télévision, il faudrait que je marche sur l'eau comme Jésus-Christ. »

Aurait-il donc accompli quelque miracle, ce Siegfried, poil de carotte et bien nourri, de dix-huit ans pour être décoré par le président de la République Weizsäcker, comblé de prix et de distinctions par tous les organismes et harcelé par les journalistes ? En un mot, puisqu'il a réussi ce qu'aucun Allemand n'avait fait auparavant : il a gagné Wimbledon en étant de surcroît le plus jeune et le premier champion non classé tête de série.

L'écho qu'a eu cet événement outre-Rhin est fantastique : pour diffuser en direct sa finale londonienne contre Kevin Curren, la télévision allemande a renoncé au reportage sur le Grand Prix de RFA de formule 1 qui s'est disputé le même jour au Nürburgring. Le taux d'écoute a été supérieur à 30 %, un record qui n'avait plus été établi depuis la finale de la Coupe du monde de football disputée et gagnée en 1974 par l'équipe nationale. Près de soixante mille lettres d'admiration allaient suivre cette victoire.

Depuis, l'engouement pour ce jeune garçon surnommé Boun-Boun, en raison de son service expéditif, n'a pas fléchi. Mieux, il a attiré ces derniers jours, à la veille de la finale de la Coupe Davis contre la Suède, une sorte

## JEAN-PAUL II 365 jours en face de Dieu Traduction d'Elisabeth de Miribel



Tous les jours de l'année, le Saint-Père nous livre ses méditations sur les grands mystères de la foi et souligne la présence du Christ dans l'Eglise. Jean-Paul II n'aborde pas seulement les problèmes théologiques mais aussi, au fur et à mesure des jours, les thèmes de notre temps : technologie, conscience morale, foi et culture, respect de la vie.

ALAIN GRAUO.  
(Lire la suite page 8.)

COUP DE FRINGUE SUR LES SOLDES  
IGGE

صباح من الامل



## Dates

### RENDEZ-VOUS

**Dimanche 22 décembre.** — *Djakarta* : rencontre Vietnam-Indonésie sur le Cambodge. *Alger* : procès des « benbellistes ».

**Lundi 23 décembre.** — *Couversations Chypre-CEE*. *Damas* : poursuite des négociations sur le « plan de paix » à Beyrouth.

**Vendredi 27 décembre.** — Sixième anniversaire de l'invasion de l'Afghanistan.

### SPORTS

**Dimanche 22 décembre.** — *Athlétisme* : Cross du *Figaro* à Paris. *Rugby* : championnat de France (treizième journée). *Tennis* : finale de la Coupe Davis (RFA-Suède à Munich).

**Samedi 28 décembre.** — *Basket-ball* : tournoi international de Noël à Paris (se poursuit dimanche 29).

### Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75007 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 650572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-41  
Tél. (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :  
André Fontaine,  
directeur de la publication

Anciens directeurs :  
Hubert Bonnier-Méry (1944-1969)  
Jacques Faure (1969-1982)  
André Laurens (1982-1983)

Durée de la société :  
cinquante ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social :  
500.000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »,  
M.M. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Bonnier-Méry, fondateur.

Administrateur : Bernard Woutz.

Rédacteur en chef :  
Daniel Vernet.

Correspondant en chef :  
Claude Salas.

### Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montmoyne, 75007 PARIS  
Tél. (1) 45-35-91-82 ou 45-35-91-71  
Tél. MONDIPUB 206 136 F

Imprimé  
à Paris  
PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles  
sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 337  
ISSN : 0395-2037

### ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 364 F 672 F 954 F 1 200 F

POUR PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE 687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par mandat postal)

1. BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS 399 F

2. SUISSE/TURQUIE 594 F

3. AUTRES PAYS 792 F 1 404 F 1 890 F

Par voie aérienne : tarifs sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (ou virement) doivent joindre un chèque à leur demande.

Changements d'adresse : adresser les modifications (avec ancienne et nouvelle adresse) à l'administration.

Veillez avoir l'obligation d'indiquer tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

### PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 6 dr. ; Tunisie, 200 m. ; Allemagne, 2,80 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 1,80 \$ ;

Chili, 200 \$ ; Espagne, 200 pes. ; États-Unis, 1,80 \$ ; France, 364 F ; Grèce, 140 dr. ; Inde, 80 p. ; Italie, 2 000 L. ; Japon, 3 000 ¥ ;

Liban, 2 000 L. ; Norvège, 11 kr. ; Pays-Bas, 2,50 f. ; Portugal, 120 esc. ;

Roumanie, 400 F. ; Royaume-Uni, 11 sh. ; Suède, 1,80 L. ; Suisse, 594 F ;

Turquie, 180 L. ; Yougoslavie, 180 din.

## IL Y A CENT ANS

# La France prend le contrôle de Madagascar

Le 17 décembre 1885, à l'issue de dix jours de négociations, qui se déroulèrent à Tamatave dans la touffeur de l'hiver, est signé entre les plénipotentiaires français et les représentants de la reine de Madagascar un traité qui met fin à des hostilités que l'escadre de l'océan Indien, en bombardant les forts de la côte nord-ouest de l'île, a ouvertes un an et demi plus tôt. Traité de protectorat ? Oui, aux yeux du gouvernement français. Non pour la monarchie d'Antananarivo, puisque nulle part le terme de protectorat ne figurait dans le texte de l'accord. Mais incontestablement l'ouverture d'une ère nouvelle, qui allait conduire la Grande Ile, dix ans plus tard, à la perte de son indépendance.

Sur le moment, c'est un sentiment de soulagement qui domine de part et d'autre. Par un compromis que chacun peut présenter comme honorable, les deux gouvernements se dégagent d'un conflit devenu inextricable et dont la logique n'apparaît guère. Arguant d'une menace — peu évidente — sur ses droits, le gouvernement français a lancé, avec apparemment beaucoup de légèreté, une expédition navale improvisée, chargée d'imposer de changeantes revendications. Aussi, au-delà des prétentes, parfois peu cohérentes, ouvertement évoquées, il faut rechercher les motivations profondes de l'agression française.

Premier ministre depuis 1861 et époux de la reine, Rainilaiarivony est, au seuil des années 1880, l'homme fort de la monarchie malgache. Habile politique, il est amené, dans le domaine des relations extérieures, à jouer un jeu serré entre la France et l'Angleterre.

### La protection britannique

C'est de la France qu'est toujours venu le danger. Dès 1642, la Compagnie des Indes orientales s'était installée dans le sud-est de l'île. Brevée occupation, puisqu'en 1674 les colons français sont massacrés par les indigènes. Seule une poignée de rescapés peut se réfugier à Bourbon, la future Ile de la Réunion. Mais entre-temps, en 1665, la prise de possession de Madagascar, sous le nom de « France orientale », a été solennellement « proclamée ». Et, à partir de Bourbon, dans la deuxième moitié du dix-huitième siècle, plane la menace d'une nouvelle implantation française sur la côte orientale.

Tout au contraire, le premier ministre n'a qu'à se féliciter de l'alliance efficace de l'Angleterre, qui a contribué au succès de la politique hégémonique de l'éthnie merina, dont il est issu ainsi que la reine. L'intuition de Sir Farquhar, premier gouverneur de Maurice (l'ancienne Ile de France, cédée à l'Angleterre en 1814), avait été de miser sur cette chaîne longtemps isolée au cœur de l'île, et qui, au début du dix-neuvième siècle, s'est assurée la domination des Hautes Terres. Farquhar apporte au roi Radama I<sup>er</sup> (1810-1828), une aide militaire et largement, par l'intermédiaire des missionnaires britanniques, une coopération technique et culturelle. Le souverain merina impose son autorité aux royaumes de l'est (essentiellement aux populations betsimisaraka) et, à travers les territoires sakalava, se fraie un débouché jusqu'à la côte occidentale.

Après les politiques contradictoires des règnes de Ranavalona I<sup>re</sup> (1828-1861), marquée par une réaction xénophobe, et de Radama II (1861-1863), qui ouvre totalement l'île aux intérêts étrangers, Rainilaiarivony hérite d'une succession délicate. Il est amené à se méfier des Français qui, sans durant le bref inter règne de Radama II, reconnurent comme roi de Madagascar par Napoléon III, n'ont cessé de se montrer hostiles à la prépondérance merina. Le gouverneur de Bourbon et le ministre de la marine mènent une politique pro-sakalava, marquée par la prise de possession de Nozy-Be en 1841 et la signature de traités de protectorat

avec les souverains locaux de la côte ouest. Les missionnaires protestants n'ont guère de peine à convaincre le premier ministre que seule la puissance britannique peut protéger Madagascar des visées françaises.

En 1869, la conversion au protestantisme de la reine et de Rainilaiarivony renforce les liens avec l'Angleterre. Mais le premier ministre est trop prudent pour s'exposer à des représailles françaises. Il s'efforce de maintenir un apparent équilibre entre les protestants britanniques et les Français, assimilés aux catholiques. Par ailleurs, la France dispose d'un exceptionnel atout en la personne de Jean Laborde. Cet autodidacte de génie multiplie dans l'île, au moyen de la corvée, les manufactures les plus diverses et s'assure une position privilégiée. Assimilé aux Merina de la

Deux litiges franco-merina allaient offrir aux créoles l'opportunité recherchée. D'abord, la terre étant considérée comme propriété éminente du souverain, la saisie, en 1878, de l'héritage de Jean Laborde. Ensuite la tournée dans le nord-ouest de deux missionnaires britanniques, qui persuadent les chefs sakalava, protégés de la France, d'arborer le pavillon merina en signe d'allégeance à la couronne. Ces deux affaires entraînent de vigoureuses protestations françaises. Le consul Baudais, influencé par les créoles, espère intimider Rainilaiarivony : il rompt avec Antananarivo et réclame une démonstration navale. Conscient du danger, le premier ministre envoie sans succès une ambassade en Europe et aux États-Unis : il prend amèrement conscience de son isolement. Il se tourne alors vers les jeunes qui, déjà pris dans un

de terribles ravages parmi les soldats et les marins. Avec l'assentiment de Jules Ferry, qui a déjà sur les bras l'affaire du Tonkin et qui restreint considérablement les exigences françaises, Galibier entame des négociations en novembre 1883. Elles sont, d'après lui, sur le point d'aboutir lorsque la question malgache sort de la quasi-clandestinité dans laquelle le gouvernement français l'avait jusqu'à camouflée.

C'est plus d'un an après l'ouverture des hostilités que Madagascar est l'objet d'un premier débat à la Chambre. A la surprise du gouvernement, l'expédition est approuvée, non seulement par les monarchistes, défenseurs des missions catholiques, et par le lobby colonial, mais par une très large majorité. Jules Ferry se voit même reprocher une attitude trop « timorée » par une Chambre

par cet effort de guerre hors de proportion avec ses moyens. Rainilaiarivony n'accepte, après beaucoup de réticences, de signer un traité qu'à la condition que n'y figure pas, nommément, le terme de « protectorat ».

Aussi, c'est finalement sur un compromis que les deux parties tombent d'accord. La France obtient la baie de Diego-Suarez et une indemnité de guerre qui, progressivement gonflée au fil des négociations, est fixée à 10 millions de francs. En contrepartie, elle renonce à ses protectorats sur les royaumes sakalava ainsi qu'au droit de propriété : la reine est reconnue comme souveraine de l'île tout entière. Mais une ambiguïté va être entretenue par quelques mots du traité qui autorisent des interprétations divergentes. S'appuyant sur le texte français (« la France « représentera Madagascar dans toutes ses relations extérieures »), le résident général installé à Antananarivo prétend imposer un protectorat officiel en accréditant les consuls étrangers. Fort de la version malgache (« la France « représentera Madagascar dans toutes ses relations à l'extérieur »), le premier ministre se déclare seul habilité à le faire. Occupant l'avant-scène diplomatique, cette querelle, qui ne fut que menace de conflit, a peut-être trop retenu l'attention.

### La chute de la monarchie

En fait, paradoxalement, c'est l'application scrupuleuse du traité qui allait entraîner la chute de la monarchie merina. D'abord, par le poids du remboursement de la dette. Pour échapper à l'emprise financière de la France, le premier ministre cherche à lancer un emprunt en Angleterre. Mais le Myr de Vilers, le premier résident général, fait échouer la tentative. L'emprunt est contracté auprès du Comptoir d'escompte de Paris. Cette intervention d'une banque française est à l'origine d'une thèse erronée : celle de la mainmise du grand capital sur Madagascar. En fait, c'est sur l'intervention pressante du gouvernement français que le Comptoir d'escompte a accepté de se prêter à cette opération. Pour verser régulièrement les annuités de la dette, le gouvernement malgache va soumettre le pays, où la circulation monétaire est dérisoire, à des tensions insupportables. Il multiplie et alourdit les impôts et les corvées de toute nature.

Parallèlement, la reconnaissance de la souveraineté merina sur l'ensemble de l'île est un succès diplomatique qu'il faut chèrement payer. Le Myr de Vilers exige que la sécurité des ressortissants français soit partout garantie. Ce qui entraîne de ruineuses expéditions de pacification. Aux autres corvées vient s'ajouter celle d'un service militaire particulièrement redouté. Bientôt, c'est par milliers que se comptent les désertions de travailleurs et de soldats. Un banditisme se développe, qui est avant tout une riposte à la violence de l'Etat. Alors que l'armée merina s'épuise ou se débande en de lointaines campagnes, l'insécurité gagne les Hautes Terres et jusqu'aux confins d'Antananarivo.

Les missionnaires britanniques, longtemps porteurs d'une idéologie de progrès, qui devait servir de modèle à la monarchie merina, n'ont pu empêcher le désengagement du gouvernement de Londres qui, en 1880, reconnaît le protectorat français sur Madagascar. Lorsque la Grande Ile sombre dans l'anarchie en 1893-1894, ils en viennent eux-mêmes à souhaiter l'intervention de la France. Ainsi, l'expédition militaire de 1883-1885 aboutit-elle dix ans plus tard dans son projet initial. Engagée à la légère et conclue sans succès, elle a cependant réussi, en signant à blanc l'économie du royaume malgache. En 1895, la route de la capitale est ouverte aux troupes françaises.

GUY JACOB  
et FRANÇOISE RAISON-JOURDE



La reine de Madagascar se rendant à la gare (Le Monde, 1963).

plus haute noblesse, nommé consul de France, jouissant en fait de la double nationalité, il joue un rôle essentiel dans le rétablissement de bonnes relations franco-merina.

En fait, vers 1880, Madagascar ne paraît pas directement menacé. Avec constance, le ministre de la marine s'oppose à toute velléité expansionniste. Le danger, pour la Grande Ile, allait venir de sa lilliputienneté voisine, la Réunion, cette « colonie colonisatrice » selon le titre d'un ouvrage du Réunionnais Raphaël Barquisau, publié en 1922.

L'agriculture de Bourbon, dans la première moitié du dix-neuvième siècle, s'est totalement convertie à la canne à sucre. L'hégémonie de cette culture industrielle entraîne le déclin de la production vivrière, la formation de latifundia et la misère des petits blancs qui se refusent à louer leurs bras pour des salaires dérisoires. Après avoir attendu son apogée sous le Second Empire, l'économie de l'île est touchée à partir de 1863 par une crise profonde, qui s'aggrave encore dans les années 1880-1890. Madagascar, terre nourricière qui fournit riz et bœufs, réservoir de main-d'œuvre à bon marché, éventuel exutoire d'un prolétariat naissant, peut se transformer en « classe dangereuse », se présente alors comme un ultime recours.

Reste à secouer l'indifférence métropolitaine. Mais déjà une vaste campagne d'opinion a été entreprise : les Réunionnais sont à l'origine d'une production littéraire abondante et répétitive. Madagascar y est présenté comme « le pays des mines », doté en particulier d'un immense et mythique bassin houiller ; c'est « la terre la plus féconde de l'univers ». Le Merina, étranger d'origine malaise, « grêle, cruel, rusé et perfide », « faux chrétien », par la grâce des prédicateurs anglais, exploite impitoyablement le paisible agriculteur betsimisaraka et menace la liberté du fier pasteur sakalava. L'intervention de la France est plus qu'une question d'intérêt, c'est une affaire d'honneur.

intense et précoce mouvement de scolarisation, sont entraînés militamment et finalement la ferveur patriotique de tous.

Brusquement, le 8 février 1883, le ministre de la marine ordonne à l'amiral Pierre, placé à la tête d'une petite escadre, de détruire les postes merina implantés sur la côte nord-ouest. Puis viennent des instructions complémentaires : occuper Majunga et Tamatave et adresser un ultimatum au premier ministre pour exiger la cession des territoires malgaches au nord du seizième parallèle ainsi que la reconnaissance du droit de propriété pour les Français. Ce ministre de la marine, qui prend le contre-pied de la politique de ses prédécesseurs, n'est autre que François de Mahy, inamovible député de la Réunion et chef du premier lobby colonial, le lobby créole. Ministre de l'Agriculture en titre, il a manœuvré pour obtenir l'intérim de la marine dans un éphémère ministère Fallières (21 janvier-16 février 1883) et sans perdre un instant a provoqué une rupture qu'il espère irrémédiable.

### Jules Ferry « timoré »

L'amiral Pierre accomplit la première partie de sa mission. Mais d'Antananarivo, que l'on ne peut joindre à partir de Tamatave que par un sentier escarpé, protégé, selon l'expression proverbiale par les « généraux Fièvre et Forêt », Rainilaiarivony rejette l'ultimatum français. L'amiral Pierre mesure alors l'absurdité de la politique de la canonnière, appliquée dans un pays dont la capitale et l'éthnie dominante se trouvent à plusieurs centaines de kilomètres à l'intérieur des terres.

Lorsqu'il meurt, en septembre 1883, lui succède, sans enthousiasme, un personnage beaucoup plus politique, l'amiral Galibier. Celui-ci comprend que le résultat le plus tangible de la démonstration navale française est d'avoir détourné le commerce maritime au profit des neutres et surtout de l'Angleterre. En outre, dès le premier hivernage, le paludisme fait

qui se déclare « résolu à maintenir tous les droits de la France sur Madagascar ». Une commission, chargée d'examiner la demande de crédits pour l'expédition, se prononce en faveur d'une occupation partielle de l'île. Le vote des crédits, lors du deuxième débat qui s'ouvre, en juillet 1885, s'annonce plus difficile. La Chambre, qui a révoqué Ferry-Toukin le 30 mai, est encore sous le coup de l'émotion suscitée par l'affaire de Lang-Son. Par un discours grandiloquent, de Mahy emporte la décision.

Alors que l'Indochine est perçue comme une terre hostile et repulsive, Madagascar exerce sur le Parlement, comme sur l'opinion, une étonnante séduction. Terre de mission pour la droite cléricale, pour la majorité des députés elle est aussi une terre de promesse (« un rêve des mille et une nuits », « un joujou des Français »), et une « terre française ». Lancer une expédition à Madagascar ne signifie nullement se détourner de la ligne bien des Voies. Car il ne s'agit pas de s'aventurer dans une nouvelle conquête, mais bien plutôt de reconquérir un morceau du patrimoine.

Cependant, en juillet 1884, Galibier avait été relevé par l'amiral Miot, porteur des exigences exprimées par le Parlement français. Ces prétentions sont fermement repoussées par le gouvernement malgache. Jules Ferry, nullement désireux d'ordonner une marche sur Antananarivo, renonce, en échange d'un traité de protectorat, à toute revendication territoriale (à l'exception de Diego-Suarez). Les négociateurs français s'inquiètent de la tournure que peuvent prendre les événements car le 10 septembre 1885, une offensive lancée contre les retranchements de Farafaty, dans l'arrière-pays de Tamatave, a été repoussée par la garnison merina. La politique aventureuse des « petits paquebots » (c'est-à-dire l'engagement de faibles effectifs) risque de conduire à un Lang-Son malgache. De son côté, bien que Madagascar soit épuisé



# Étranger

## LE SCANDALE DES DÉPLACEMENTS DE POPULATION EN ÉTHIOPIE

### Le témoignage d'un « médecin sans frontières » : l'expulsion des « gêneurs »

Raconter cette histoire, d'abord pour tenir des promesses faites à des gens dont il avait mieux saisi les noms parce qu'ils sont restés en Éthiopie, leur pays...

Que s'est-il passé entre juillet 1985 et l'explosion des grands concerts de Londres et de Philadelphie témoignage de l'un des plus grands mouvements humanitaires de l'histoire... et ces tristes premiers jours de décembre où, Médécine sans frontières, nous nous sommes retrouvés expulés, parias, dans la benne du camion de la Croix-Rouge débarquant à Keren sous la pluie.

**MI-JUILLET** : Dans tout le Wollo, le spectacle nous porte à l'opinionisme : les camions chargés de réfugiés, la densité des organisations, les centres de distribution, de soins, de nutrition intensive. Les stocks affluent dans les ports. Nous nous attelons à la tâche sans l'ombre d'un doute.

A Sekota, le centre de nutrition alimenté cinq fois par jour des enfants survivants. On voit revenir des sourires et se gonfler les joues. Le retour à la vie, les chants et les danses des enfants... La pluie est revenue et ressemble à l'espoir : sauver ces gens sur le terrain, guérir les enfants de ravitaillement, organiser la cuisine pour mille personnes, faire face au manque de clous, aménager des puits...

#### « Excellences, tout va bien ! »

L'organisation de l'aide comporte des rouages complexes où se glissent les premiers grains de sable : papeterie, rébarbative, militaire, qui s'emparent, sans excès de discrétion, des sacs de dons pour leur propre consommation. A Sekota, la RRC (commission de secours et de réhabilitation) pratique la distribution générale. Cela devrait vouloir dire que, chaque mois, une famille reçoit une ration de grain ou de farine pour vivre.

Mais si les magasins sont vides, est-ce bien à cause des transports ?

**SEPTEMBRE**, Grand show circulaire devant les ambassadeurs des « pays donateurs ». Des couvertures multicolores sont distribuées à une foule convoquée à cet effet. « Chères Excellences, tout va bien, la route est ouverte, deux convois

### Plusieurs personnalités d'Addis-Abeba auraient demandé l'asile politique à l'étranger

M. Dawit Giorgis, responsable de la commission éthiopienne pour l'aide et la réhabilitation (RRC), qui a « disparu » depuis plus de trois semaines, serait actuellement aux États-Unis où il souhaite obtenir l'asile politique, a indiqué, le vendredi 20 décembre, le *New York Times*, citant une « source bien informée » à Washington. L'ambassadeur d'Éthiopie à Londres et une douzaine de membres de son ambassade ont également demandé l'asile politique à l'étranger, a déclaré au quotidien américain, M. Kevin Conway, responsable d'une organisation de soutien à l'Érythrée. Le département d'État américain a refusé de commentar ces informations. Selon le *New York Times*, M. Dawit, persona-

lité connue en Occident pour ses appels en faveur des victimes de la sécheresse en Éthiopie, se trouvait chez sa belle-sœur, membre de la mission éthiopienne aux Nations unies, qui réside à Orange, dans le New Jersey. De son côté, l'ambassade éthiopienne à Londres a déclaré que son ambassadeur ait demandé l'asile politique aux États-Unis, mais le Foreign Office assure que le poste d'ambassadeur d'Éthiopie dans la capitale britannique est actuellement vacant. On a ci-dessous le témoignage d'un membre de l'équipe de Médécine sans frontières (MSF), organisation humanitaire que les autorités d'Addis-Abeba ont récemment expulsée d'Éthiopie (le Monde des 4 et 11 décembre).

par semaine vont apporter de quoi nourrir 60 000 personnes, donnez-nous encore des camions et des graines... Une ère nouvelle commence. Pour la fête de la révolution, on a repris les maisons, la petite cité tricentenaire prend des allures pimpantes. « Peut-être, en 1986, la RRC n'aura-t-elle plus de raison d'être », proclame un ministre. « En attendant, on a encore besoin de tonnes de grains et de beaux camions. » Dix jours plus tard, plus question de convois. Les entrepôts ne sont pas vides, mais les distributions s'espacent, les couvertures multicolores ne sont qu'un souvenir.

**25 OCTOBRE**, Keren. Des milliers de gens fuient vers les montagnes voisines, rendus méfiants par l'appât des bidons d'huile et des sacs de grain qu'on leur présente. « Restez ici », (déplacement de population). L'opération permet de capturer 600 personnes. Un programme gouvernemental déclare le Nord impropre désormais à la culture, 1,5 million d'habitants doivent émigrer vers d'autres contrées plus fertiles mais surtout moins menacées

par les guérillas autonomistes. Les conditions précaires de transport et d'hygiène font de nombreuses victimes, de 10 % à 20 %. Le secret qui entoure ces manœuvres rend les statistiques peu précises.

Entre membres des différentes missions, nous parvenons à broser un tableau de la situation.

**MI-NOVEMBRE**, Kelala. L'équipe de MSF découvre un monastère, des gens séquestrés depuis dix jours, sans soins et pratiquement sans nourriture. Ils devaient partir, mais le départ est joint à notre intervention. Les gens s'échappent, pour cette fois, à la « forte promesse ».

#### Déportés « volontaires »

A Sekota, je distribue des grains de légumes pour un jardin modèle, avec le chef du parti, les représentants des paysans. On parle de développement, cultures maraichères, micro-barrages, forages, irrigation : un bel avenir en perspective. Dans cette région, « impropre à la culture », les terres, les champs et autres légumes poussent à qui mieux mieux. Alors pourquoi cette déportation ?

Des témoignages font état de réformes agraires anarchiques, d'augmentations vertigineuses des taxes ayant désorganisé l'agriculture... Famille organisée ?

Un an après les images d'enfants squelettiques de la BBC qui ébranlèrent tant de cœurs pour l'Éthiopie, un mardi soir à Sekota, voici notre tour arrivé. A côté de notre centre de nutrition, les militaires raillent et pousent comme de bétail une centaine de personnes affolées. Nous reconnaissons des enfants dont nous sommes responsables. « Ils emportent ma femme », supplie un de nos *zabaniyas* (employés). Nous parvenons, non sans peine, à sauver quelques-uns de ceux qui tentent d'échapper à nous. « Déportés volontaires » ?

Le lendemain matin, très tôt, l'un de nous découvre par hasard, dans une église désaffectée, deux cents personnes gardées par des militaires en armes. Il y a là des malades, une femme à l'agonie près de son bébé. Pas d'eau, pas d'hygiène. Des enfants portant leurs bracelets MSF. Mais les militaires, furieux de notre intervention, donnent l'alerte. Les gens du parti et de la sécurité arrivent. C'en est fait de la *bonne coopération*. Wabedi, chef de la sécurité, frappe une de nos infirmières. Pour parler, nous sommes obligés de nous cacher. Les militaires, le délégué des CPCR est là, lui aussi. Les camions qui devaient embarquer les malheureux quittent la ville à vide.

C'en est trop. La décision est prise. Nous sommes expulsés par le gouvernement. « Chers amis des villages », me dit un des jeunes Éthiopiens de notre équipe. Nous n'avons pas tout vu, nous ne savons pas tout ce qui se passe, personne ne se déplace librement en Éthiopie... Que faire ? L'interrompre une aide qui sert pour une part à financer, au même titre que les autres, la guerre civile. Ces « déportations » ? Non certes. Mais que les gens expulsés exigent des droits de regard et d'engagement sur ce qui se fait. Expulsés, volant vers l'étranger, je suis obéissant par une image. Cinq mètres en haillons et en pleurs qui s'accrochent à mes vêtements pour échapper aux militaires. Du moins aurai-je tenu la promesse faite à ceux qui restent là-bas : témoigner.

YVES THIBORD.

## LA VISITE DE M. CHEYSSON EN ISRAËL

### L'Europe des Douze maintiendra ses importations agricoles

#### De notre correspondant

Jérusalem. — Moins de deux semaines avant la naissance officielle de l'Europe des Douze, M. Claude Cheysson, commissaire européen au développement, a souligné, lors d'une visite de trois jours en Israël, l'importance que la CEE attache au renforcement des liens privilégiés qui unissent à l'État juif. Voilà des années qu'Israël attire l'attention de ses partenaires européens sur les dangers que l'adhésion du Portugal — et surtout de l'Espagne — à la CEE ferait courir et présente des revendications en matière de prix et de droits de douane. Jérusalem souhaitait élargir le champ d'application de l'accord de libre-échange en date du 11 mai 1975 qui concerne les produits industriels et quelques agrumes.

Depuis le début de décembre, les craintes israéliennes sont largement apaisées. Jérusalem a, pour l'essentiel, obtenu gain de cause. Comme l'a rappelé M. Cheysson, la CEE a formellement promis, après de longs débats dus aux réserves de l'Italie et de la Grèce, de maintenir pour le moins à son niveau actuel le volume de ses importations agricoles en provenance d'Israël. Cette garantie européenne prévoit l'instauration d'un parallélisme dans l'abaissement des droits de douane sur les produits espagnols et portugais d'une part, israéliens d'autre part, pendant une période transitoire de sept à dix ans selon les productions. L'État hébreu ne sera donc à aucun stade lié par rapport aux deux nouveaux membres du club européen. Cet engagement de principe sera le fil d'Ariane des négociations Israël-CEE, qui s'ouvriront en janvier à Bruxelles. « Il s'agit, observe M. Cheysson, de moderniser et d'affirmer l'accord de 1975. Les Israéliens, qui sont d'excellents négociateurs », note en souriant le commissaire européen.

Le ministre israélien de l'Agriculture, Meir Dagan, a déclaré qu'il était « grand temps » pour l'Espagne, qui n'entretient toujours pas de relations diplomatiques avec Israël, d'ouvrir « des discussions précises » afin de mettre un terme à cet état de fait. La Grèce, qui se trouvait dans une situation analogue avant son adhésion à la CEE, a noué des liens avec Jérusalem, au niveau du chargé d'affaires. Avant de quitter Israël, vendredi pour la Jordanie, M. Cheysson a reçu, au consulat général de France à Jérusalem, cinq notables des territoires occupés, dont MM. Elias Freni, maire de Bethléem, Zafar Al Masri, nouveau maire de Naplouse, et Rachad Chawa, maire déstitué de Gaza.

J.-P. LANGELLIER.

« La reprise des relations entre la Côte d'Ivoire et Israël. La Ligue arabe a exprimé, vendredi 20 décembre, ses « profonds regrets » après la décision d'Abdijan. Elle note que cette décision va à l'encontre des engagements pris par les pays arabes et africains pour combattre en commun « l'entité sioniste en Palestine et le régime d'apartheid en Afrique du Sud ». — (Reuter.)

« M. Perle : « La France finira par se joindre à l'OS ». — Le secrétaire adjoint américain à la défense, qui s'exprimait vendredi 20 décembre à Paris à l'occasion d'un déjeuner-débat, s'est déclaré « optimiste » sur le fait que « la France finira, à terme, par rejoindre l'initiative de défense stratégique ». L'OS, a ajouté M. Perle, « n'est pas un dôme sur les États-Unis, mais un couvercle sur l'URSS, qui arrêtera les missiles à l'intérieur et non à l'extérieur ». Un tel système, a-t-il estimé, ne peut que renforcer la sécurité des alliés de Washington, dont la France. « Nous préférons y associer, notamment, les industriels et techniciens français, et si le problème est un malentendu (...), les gouvernements devraient se rencontrer pour parler de stratégie. »

## Nigéria

### Plusieurs officiers supérieurs sont détenus après la découverte d'un complot

Le gouvernement militaire nigérien a annoncé, le vendredi 20 décembre, avoir déjoué une tentative de coup d'État préparée par plusieurs officiers supérieurs, qui ont été arrêtés. Selon le général Domkat Baki, ministre nigérien de la défense, ces officiers, qui étaient membres de toutes les branches des forces armées, recrutèrent des fidèles et préparèrent le renversement violent du gouvernement. Toute autre personne impliquée dans cette tentative de putsch, a-t-il précisé, sera « traitée selon la loi militaire ».

D'après les témoignages de diplomates occidentaux en poste à Lagos, il semble que ce « complot » ait pris naissance dans le nord du Nigéria. Plusieurs officiers de l'armée de l'air figureraient au nombre des personnes arrêtées ainsi que des responsables du haut-commandement et de l'académie militaire de Jaji, dans le nord du pays. Le général Baki a affirmé que les officiers arrêtés s'étaient opposés à la politique du gouvernement en faveur des droits de l'homme, à la nomination d'officiers de rang intermédiaire à des

postes gouvernementaux élevés, et à la décision des autorités de refuser un prêt — sous conditions — du Fonds monétaire international (FMI).

La découverte de ce complot intervint moins de quatre mois après le renversement, le 27 août dernier, du général Buhari par le général Ibrahim Babangida, nouveau chef de l'État. Celui-ci avait justifié cette action en mettant en cause l'incapacité de l'équipe Buhari à résoudre les problèmes intérieurs (inflation et chômage) et extérieurs

(négociation avec le FMI et rééchelonnement de la dette extérieure).

Depuis la chute du régime civil de M. Shehu Shagari, le 31 décembre 1983, le problème du rééchelonnement de la dette extérieure nigérienne, évaluée à plus de 11 milliards de dollars, est posé de façon cruciale. Le FMI était disposé à accorder un prêt de 2,5 milliards de dollars au Nigéria, à condition que Lagos accepte une dévaluation massive de la monnaie nationale, le naira, la suppression des subventions sur la vente des produits pétroliers et une large libéralisation du commerce. Après un grand débat national, le général Babangida a annoncé, le 12 décembre, que le Nigéria s'opposait aux conditions posées par le FMI et que les négociations avec cette organisation étaient suspendues. Parallèlement, le gouvernement nigérien a mis en œuvre une politique d'austérité comprenant notamment des baisses de salaire allant jusqu'à 20 % sur les traitements des militaires.

D'autre part, les militaires nigériens, qui, historiquement, détenaient la plupart des postes de responsabilité dans l'armée, n'ont pas accepté l'accession au pouvoir du général Babangida, originaire de l'État du Niger, dans le centre du pays. Depuis que celui-ci a renversé le général Buhari, les officiers musulmans du Nord ainsi que la bourgeoisie haoussa-Foulani avaient manifesté à plusieurs reprises leur mécontentement, reprochant au nouveau pouvoir de favoriser les Sudistes ainsi que les officiers membres d'ethnies minoritaires. Enfin, une fois de plus, on évoquait la possibilité de voir la « Kaduna mafia » (du nom de cette ville du nord), qui regroupe des intérêts financiers et politiques de la bourgeoisie nordiste, préparer une action contre le général Babangida.

LAURENT ZECCHINI.

« ERRATUM. — Deux noms ont été mal orthographiés dans l'article concernant l'Algérie publié dans les éditions du 21 décembre : ceux de MM. Mahfoud Boucebal et Mahmoud Kaddache. »

## Lesotho

### Maseru accuse un commando sud-africain d'être à l'origine de l'assassinat de neuf personnes

Le gouvernement du Lesotho a accusé, le vendredi 20 décembre, un commando sud-africain d'être à l'origine du raid lancé vendredi matin contre deux maisons de Maseru, au cours duquel neuf personnes politiques sud-africaines ont été assassinées pendant leur sommeil (nos dernières éditions du 21 décembre). Le ministre des affaires étrangères a affirmé qu'un commando de Blancs sud-africains, qui avaient noirci leur visage, n'était aperçu dans les environs de la capitale au moment du massacre. Les neuf victimes, qui habitaient à 400 mètres de la frontière, sont cinq femmes et quatre hommes. Selon le témoignage d'un Européen qui habite non loin de ces deux maisons, le seul survivant est un bébé de neuf mois. Les corps étaient criblés de balles, a-t-il rapporté, toutes les victimes ayant apparemment été tuées par des pistolets munis de silencieux.

Ce raid a été revendiqué par l'Armée de libération du Lesotho (LLA), organisation que les autorités de Maseru accusent d'être soutenue par l'Afrique du Sud, et dont le « commandant en chef » serait un certain Mphahle Mphahle. Pour sa part, l'ANC (Congrès national africain) a affirmé que six des neuf victimes étaient membres de son orga-

nisation, précisant que ceux-ci étaient des réfugiés et non des combattants. L'Organisation de l'unité africaine (OUA) ainsi que M. Povel de Cuelier, secrétaire général des Nations unies, ont condamné, vendredi, cette action.

#### L'intervention des forces de Pretoria en Angola

En Angola, les autorités du Luanda ont confirmé, vendredi, la présence dans le sud de leur territoire de forces sud-africaines venues, selon Pretoria, poursuivre des maquisards namibiens du SWAPO. On précise, de source officielle angolaise, que la concentration de troupes sud-africaines et de matériels le long de la frontière « laisse présager une offensive prochaine de grande envergure ».

L'agence de presse angolaise Angop a, d'autre part, annoncé que trois soldats angolais ont été tués et quatorze portés disparus, lors de combats avec les forces sud-africaines, dans la province de

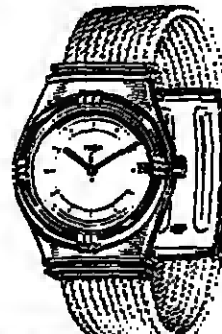
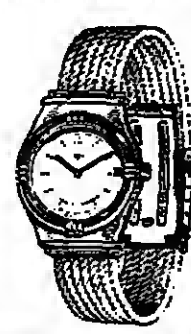
Cunene, frontalière de la Namibie. Selon Angop, deux bataillons sud-africains, appuyés par des blindés et des hélicoptères Puma, ont pénétré en territoire angolais, et deux unités d'infanterie sont postées le long de la frontière, prêtes à intervenir.

D'autre part, selon le *Washington Post*, les forces angolaises, assistées de troupes cubaines, ont lancé une offensive surprise dans le sud de l'Angola pour tenter de s'emparer du quartier général de l'UNITA de M. Jonas Savimbi, à Jamba. A Washington, des responsables américains ont émis de sérieuses réserves sur cette information, estimant qu'il est peu probable qu'une offensive de grande envergure soit lancée en pleine saison des pluies, ce qui rend toute progression très difficile. A Paris, le porte-parole du Quai d'Orsay a indiqué que la France condamne l'incursion armée des troupes sud-africaines en Angola.

Enfin, à Okavango, dans le nord de la Namibie, deux enfants ont été tués et dix-neuf autres blessés par l'explosion d'une mine. Ces enfants jouaient dans un champ, a affirmé un porte-parole des forces armées du territoire du Sud-Ouest africain (SWAFT), quand ils ont découvert une mine de fabrication soviétique. — (AFP, Reuter, AP.)

## Force 10. Précision Fred.

Quand un homme de la mer devient joyeux, il transforme un câble marin en une manivelle d'air et d'acier.



FRED

JOAILLER  
6, rue Royale, Paris. Tél. 42.60.30.45 • Le Châtelet, 74, Champs-Élysées • Hôtel Mithras, Paris.  
Aéroport d'Orly • 21, bd de la Croisette, Cannes • Hôtel Louvre, Monte-Carlo.  
20, rue du Marché, Genève • Beverly Hills • Houston • Dallas • New York.

سكوت من الامم







## LA COMMISSION MIXTE FRANCO-MEXICAINE A TERMINÉ SES TRAVAUX

## Une volonté commune de renforcer les liens économiques

Renforcer la présence encore modeste de la France au Mexique tout en tenant compte des difficultés financières croissantes de ce pays-ci pour la politique du gouvernement français à l'égard du tiers-monde n'est pas une tâche aisée. La commission mixte, qui a terminé ses travaux le 18 décembre à Paris, a permis de confirmer l'identité de vues des deux parties, notamment sur les négociations commerciales internationales (NCMI) qui doivent s'ouvrir au GATT. Les Mexicains ont demandé à adhérer à cette organisation le 27 novembre dernier.

Cette commission a également permis de préciser les domaines dans lesquels la France espère renforcer sa présence tout en restant dans le cadre du récent protocole financier passé avec les Mexicains : outre la quatrième tranche du prêt de

Mexico, qui semble en bonne voie, des projets existent dans des secteurs aussi divers que les matériels hospitaliers, les télécommunications ou les fibres optiques.

La société Alstom sera sur les rangs lors de l'appel d'offres qui sera lancé en janvier prochain pour la fourniture de turbo-alternateurs pour le projet de centrale d'Altamira, projet pouvant ouvrir la voie à tout un programme de coopération industrielle.

Des journées pétrole-gaz seront en outre organisées en avril 1986 pour tenter de conforter une implantation française jugée insuffisante, alors que Paris s'adresse au Mexique pour près de 5 % de ses achats pétroliers. Enfin — et ce point intéresse tout particulièrement les Mexicains — de nouveaux projets de co-investissements sont envisagés.

## M. Hector Hernandez Cervantes ou l'optimisme d'abord

« On peut se servir la ceinture, mais pas indéfiniment. » Lorsque l'on évoque devant le ministre mexicain du commerce et du développement la chute des prix du pétrole, il est catégorique : « Une baisse importante poserait à nouveau le problème du paiement des intérêts de la dette » et aurait un effet déplorable au moment où le Mexique tente d'élaborer un pro-

cessus d'assainissement économique et financier.

« 1 dollar de baisse, c'est 300 millions de dollars en moins pour l'économie mexicaine en année pleine », rappelle le ministre. Mais M. Hector Hernandez Cervantes n'est pas venu dans la capitale française pour les problèmes pétroliers, ou du moins pas seulement.

Après la visite en juin du président De La Madrid, la commission mixte franco-mexicaine s'est réunie à nouveau. Le but de ces rencontres est de « convertir un certain nombre de contrats comme l'achat de dragues, de centrales téléphoniques ou de vaccins à l'institut Méliès ». Mais il s'agit aussi de tenter d'attirer, une fois encore, des investissements étrangers dans le pays.

« La règle de participation majoritaire de l'état mexicain dans les sociétés à capitaux étrangers n'est pas systématique », assure le ministre. « Une dérogation est nécessaire, mais elle est acceptée dans quatre-vingt-dix cas sur cent », affirme-t-il, en précisant en outre que l'adhésion prochaine du Mexique au GATT est « une opportunité et une nouveauté sérieuse pour l'expansion du commerce ». La France, qui n'est qu'au huitième rang des investisseurs étrangers, n'a cependant doublé sa participation entre 1984 et 1985. « Et nous espérons bien attirer plus encore [de capitaux] en 1986 ».

Sur le plan financier cependant, le Mexique est dans une situation de plus en plus difficile. Avec 96,4 milliards de dette extérieure, le ministre estime que « le pays aura besoin de 4 milliards de dollars d'argent frais » qui s'ajoutent aux 2 milliards de francs prêtés par la France au mois de juin, et aux 250 millions de francs (dont 40 millions en dons) envoyés à la suite du séisme du mois de septembre. « Ce n'est pas un nouveau problème, nous l'obtiendrons sans problème dans le courant de l'année ». Il estime, concernant le plan Baker, qu'il « est un passage important, même si nous attendons d'en connaître tous les détails. Cela étant, le problème de la dette ne sera pas résolu avec 20 milliards de dollars ».

« A la veille de son départ pour Mexico, il s'est en tout cas déclaré satisfait « du long travail fait ici et tout a fait heureux ». Non sans préciser que le prochain Mondial de football, organisé à Mexico, aura besoin de 4 milliards de dollars pour le tourisme de notre pays » — deuxième tranche de devises avec 2 milliards de dollars, après le pétrole (15 milliards de dollars) — M. Hernandez, c'est l'optimisme d'abord.

D. H.-G.

## A travers le monde

## CAMBODGE

## M. Son Sann en difficulté

Bangkok. — L'un des trois dirigeants de la résistance, M. Son Sann, est de plus en plus contesté au sein de son mouvement, le FLNPK (Front de libération nationale du peuple khmer). Vendredi 20 décembre, un porte-parole de l'une des factions de ce Front a annoncé que le général Sak Saksan, chef d'état-major, avait été nommé président du FLNPK à la place de M. Son Sann. Ce dernier a aussitôt qualifié d'« illégitime » cette décision annoncée par un « comité central provisoire de sauvegarde ». Le FLNPK, qui regroupait de quinze mille à quarante mille partisans armés, est la proie de graves dissensions internes depuis plusieurs mois. Ses activités de guérilla en sont pratiquement paralysées. Les deux autres mouvements de résistance sont l'ANS (Armée nationale siamoise), plus petite, mais mieux disciplinée, et les Khmers rouges, seul mouvement à mener une guérilla active à l'intérieur du pays. — (AFP.)

## INDE

## Les immigrés de l'Assam menacés d'expulsion

Gauhati. — Le jeune activiste qui va très probablement devenir premier ministre de l'état d'Assam (nord-est de l'Inde) a annoncé, le vendredi 20 décembre, son intention d'expulser les immigrés bangladais arrivés depuis 1971. « Nous les déportons dès qu'ils auront été identifiés », a déclaré M. Prafulla Mahanta, chef du Front populaire de l'Assam (APF), à la suite de sa victoire électorale le 20 décembre. Le parti du Congrès Indira de M. Raju Gandhi a subi une défaite écrasante, perdant les trois quarts de ses sièges au sein de l'Assemblée de l'état. M. Mahanta, âgé de trente-deux ans, et qui mène depuis six ans une campagne contre les immigrés, a également déclaré que sa priorité serait d'appliquer l'accord du 15 août avec New-Delhi, lequel prévoit qu'un grand nombre de bangladais, établis en Assam entre 1966 et 1971, seront privés de leur droit de vote pendant dix ans. Ceux qui sont arrivés plus tard seront expulsés. — (Reuters.)

## LIBAN

## L'otage britannique sur cassette vidéo

Hagard, l'air prostré, parlant avec hésitation : tel est apparu, sur une bande vidéo remise le vendredi 20 décembre au quotidien An Nahar, à Beyrouth, le journaliste britannique Alec Collett, enlevé au Liban le 25 mars dernier. Alec Collett, âgé de soixante-quatre ans, était en mission pour l'Office des Nations unies d'aide aux réfugiés palestiniens lorsqu'il a été capturé. Il explique qu'il est détenu « dans de dures conditions », mais sans fournir de détails. Ses ravisseurs appartiennent à l'Organisation révolutionnaire socialiste musulmane et réclament du gouvernement britannique qu'il libère « un certain nombre d'Arabes et de musulmans » emprisonnés en Grande-Bretagne. Cette « organisation » serait proche du terroriste palestinien Abou Nidal et souhaiterait obtenir l'élargissement de trois hommes condamnés après l'attentat contre l'ambassadeur israélien à Londres, au printemps 1982. De son côté, l'ambassadeur britannique, M. Terry Waite, a regagné Beyrouth vendredi pour poursuivre ses efforts visant à obtenir la libération de quatre otages américains. — (UPI.)

## PHILIPPINES

M<sup>me</sup> Aquino aura ses observateurs dans les bureaux de vote

Manille. — Le gouvernement philippin a accepté, vendredi 20 décembre, l'une des plus importantes revendications du parti de M<sup>me</sup> Corason Aquino, l'Organisation démocratique nationaliste unie (UNIDO), en l'autorisant à avoir ses propres observateurs dans les bureaux de vote lors du scrutin présidentiel du 7 février. La Commission électorale (COMLEC) a en effet accordé à l'UNIDO le statut de parti d'opposition dominant (DOP), qui briguent également quatre autres formations de moindre importance. La décision était attendue, bien qu'on craignait que le statut de DOP soit refusé à l'UNIDO, chargée de veiller au bon déroulement du scrutin, sont considérés comme des éléments déterminants dans la lutte contre la fraude. Ils certifieront le décompte des bulletins avant que ceux-ci soient envoyés à la COMLEC pour vérification. — (AFP.)

## Etats-Unis

## L'ÉCLAT DE M. SHULTZ CONTRE L'USAGE DES DÉTECTEURS DE MENSONGE

Les différences de vues au sein du gouvernement américain entre M. Shultz, le secrétaire d'Etat, et M. Weinberger, le secrétaire à la défense, sont, à Washington, un secret de polichinelle.

Elles viennent de se manifester à nouveau à propos d'une question qui, pour une fois, n'a qu'un rapport lointain avec la haute stratégie : les membres de l'administration, détenteurs d'informations confidentielles, doivent-ils ou non se soumettre aux tests des détecteurs de mensonge, dont une directive présidentielle vient de prescrire la généralisation afin de lutter contre l'espionnage ?

En « soldat » discipliné, M. Weinberger s'était déclaré publiquement prêt à subir les assauts de la redoutable machine de vérité. M. Shultz, lui, était résolu à résister, et, à son habitude, l'a fait ouvertement savoir, le vendredi 20 décembre, au cours d'une entrevue avec le président Reagan.

Au point de manœuvres de démissionner, si un tel test lui était imposé. « De l'instant où l'on me fera savoir que je n'ai plus la confiance de ce gouvernement, je partirai », avait-il déclaré, fureux, à des journalistes.

## Le département d'Etat directement visé

Cherchant à arrondir les angles, M. Reagan a déclaré, à l'issue de sa rencontre avec son secrétaire d'Etat, que « si l'un ni l'autre ne doivent se soumettre à un détecteur de mensonge ».

Le président aurait également cherché à convaincre M. Shultz que les informations qu'il avait lues pendant son voyage en Europe sur la nature et la contenu de sa directive « n'étaient pas exactes ».

L'opposition de M. Shultz, qui s'était déjà manifestée — avec succès — en 1983 lors d'une précédente tentative présidentielle, n'en risque pas moins de perturber les projets de la Maison Blanche. Avec ses treize mille employés, le département d'Etat est l'une des administrations les plus directement visées par la décision de M. Reagan.

Que se passera-t-il si les diplomates partageant les « graves réserves » de leur chef s'abstiennent de leur autorité pour refuser, à leur tour, l'épreuve du polygraphe ?

Soucieux visiblement de lâcher du lest, le colonel Blanche n'a fait savoir, vendredi, qu'il appartiendrait à chaque département ministériel de déterminer les modalités d'application de la directive présidentielle en fonction d'instructions générales qui restent à définir...

M. L.

## BONN : pas question d'un froid avec Paris

## De notre correspondant

Bonn. — Inquiète de l'écho donné par la presse ouest-allemande aux critiques émises en France sur le développement des relations franco-allemandes, la chancellerie s'est efforcée, à la veille de Noël, de présenter une image plus positive de ces relations et de la politique de Bonn.

Quarante-huit heures après la rencontre entre M. Mitterrand et le chancelier Helmut Kohl, le conseiller de ce dernier pour la politique étrangère, M. Horst Tetschik, et le porte-parole du gouvernement, M. Friedhelm Ost, ont convoqué, jeudi 19 décembre, à cet effet quelques journalistes ouest-allemands pour une réunion destinée à la consommation intérieure. Les correspondants français en ont été soigneusement tenus à l'écart.

Les deux conseillers du chancelier ont affirmé que, contrairement à ce qui avait pu être écrit en France, la dernière rencontre de l'Elysée avait permis que les relations entre Paris et Bonn ne cessent de devenir plus étroites et plus chaleureuses, qu'il ne pouvait être question d'un froid entre les deux capitales. La chancellerie ne conteste pas que l'on ait de part et d'autre du Rhin une appréciation différente de la coopération avec les Etats-Unis, mais on fait valoir à Bonn que le président français comprend la situation particulière des Allemands de l'Ouest. De même, ces derniers ne remettent pas en cause la volonté française de limiter la protection de sa force de dissuasion nucléaire au territoire national.

On affirme que le rapprochement des politiques de défense des deux pays devrait s'accroître dans les prochains mois, indépendamment des échéances électorales prévues dans les deux pays. Bonn n'exclut pas de participer finalement au développement de la mini-navette spatiale européenne Hermes si les Français acceptent d'allonger quelque peu les délais du programme spatial européen. Le chancelier Kohl et le président Mitterrand se seraient mis

d'accord pour en discuter à nouveau le 16 janvier à Baden-Baden. On confirme, en revanche, que Bonn a signifié son refus définitif de participer à la construction d'un satellite d'observation militaire, dont le ministère ouest-allemand de la défense estime ne pas avoir besoin. Seul le ministère des affaires étrangères continuerait à y être favorable.

Selon les journalistes présents, la chancellerie reconnaît que la RFA donne souvent l'impression d'être sur la défensive face aux initiatives françaises dans le domaine des nouvelles technologies. La raison, souligne-t-on, tient aux moyens budgétaires limités, mais aussi au fait que la France attache en matière spatiale une plus grande importance à l'indépendance de l'Europe, alors que l'industrie ouest-allemande souhaite conserver une composante américaine.

Afin d'éviter ces problèmes, le chancelier Kohl aurait proposé à M. Mitterrand de créer un instrument de planification commun sur les questions d'aéronautique et d'espace. Cette institution aurait pour rôle d'harmoniser les stratégies des deux pays en fonction des possibilités financières. Il devrait notamment s'occuper des maintenant du développement d'un système européen de défense contre les missiles à courte portée.

La chancellerie a enfin souligné l'importance qu'elle attachait au renforcement de la coopération entre les états-majors des deux pays. A la suite de la mission qui leur a été confiée à Paris, ceux-ci doivent, d'ici les prochaines consultations franco-allemandes du mois de février, formuler des propositions concernant l'intensification de la coopération politico-stratégique, qui concerne notamment la définition des cibles de la force de dissuasion française. Les Allemands de l'Ouest souhaitent au moins lier la doctrine d'emploi de l'arme nucléaire tactique à un rôle spécifique des forces armées françaises en RFA.

HENRI DE BRESSON.

## Tchécoslovaquie

## Le directeur des douanes condamné pour corruption.

Prague. — Le directeur des douanes tchécoslovaques et sept de ses subordonnés ont été condamnés par la cour de Pilsen à des peines allant jusqu'à neuf ans de prison pour « enrichissement illégitime ».

M. Kuss et ses collaborateurs avaient profité de leurs fonctions pour s'approprier des marchandises saisiées par les douanes, et touché des pots-de-vin lors des procédures de dédouanement.

Outre les peines de prison, les accusés ont été condamnés à de

fortes amendes, et tous leurs biens leur ont été confisqués.

Ces condamnations, annoncées par l'agence officielle tchécoslovaque CTJ, interviennent au moment où, selon certaines sources, on assiste à un « nettoyage » de grande ampleur au sein du Parti communiste et de la haute administration visant à écarter des postes de responsabilité des éléments dont la corruption était de notoriété publique. — (AFP.)

## Six Albanais se réfugient à l'ambassade d'Italie à Tirana

Rome. — Six Albanais, tous membres d'une même famille, se sont réfugiés il y a une semaine à l'ambassade d'Italie à Tirana et menacent de se suicider s'ils sont remis aux autorités de leur pays.

L'ambassade est actuellement entourée par d'importantes forces de police, et les diplomates italiens en poste à Tirana sont surveillés et suivis.

Selon un communiqué du ministère italien des affaires étrangères,

publié le vendredi 20 décembre, les autorités albanaises ont demandé à l'Italie de leur remettre immédiatement les six réfugiés considérés comme « dangereux pour la sécurité de l'état ». Le quotidien romain *Il Giornale* croit savoir que les réfugiés, quatre femmes et deux hommes, sont les enfants d'un pharmacien ayant collaboré avec les forces d'occupation italiennes entre 1939 et 1943. — (AFP. Reuters.)

**FOURRURES GEORGE V**

*Ouverture exceptionnelle*

**dimanche 22 décembre**

**de 10h. à 19h.**

**40, Avenue George V Paris 8<sup>e</sup>**



سكان الامل

# France

## LA FIN DE L'ULTIME SESSION ORDINAIRE DE LA LEGISLATURE

### Neuf textes définitivement adoptés

L'Assemblée nationale, le vendredi 20 décembre, a définitivement adopté le projet de loi suivants :

- **Convention contre la peine de mort** : la ratification du sixième protocole additionnel à la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales a été autorisée, après que le Conseil constitutionnel, à la demande du président de la République, eut jugé sa conformité à la Constitution.
- Sa ratification ne rendra pas juridiquement impossible le rétablissement de la peine capitale en France, mais il sera politiquement plus difficile et plus long à réaliser (*le Monde* du 23-24 juin). Par trois fois, le Sénat s'était opposé à cette ratification en votant une question préalable à la discussion de ce projet de loi (*le Monde* du 1<sup>er</sup> novembre).
- **Congés formation** : la loi de 1957 sur les congés d'éducation ouvrière est modifiée par ce texte qui en facilite l'application, notamment en prévoyant que les entreprises paieront leurs salariés qui participent à des stages de formation syndicale ; les sommes nécessaires seront prélevées sur celles réservées à la formation professionnelle (*le Monde* du 15-16 décembre).
- Le Sénat a d'abord tenté d'amorcer la portée de ce texte (*le Monde* du 31 octobre) et refusé que son bénéfice soit réservé aux adhérents des cinq grandes confédérations reconnues représentatives au plan

national. Puis, devant la détermination contraire de l'Assemblée, il a, en deuxième lecture, adopté une question préalable. Les députés ont donc, en deuxième puis en troisième lecture, intégralement maintenu le projet tel qu'ils l'avaient voté en première lecture.

- **Baux commerciaux** : comme chaque année, la loi fixe le taux maximum d'augmentation des loyers commerciaux (2,10 %), de certains emplacements de garages et de certaines locations saisonnières (1,5 %). Le Sénat, pour défendre la liberté des prix, avait refusé cette dernière disposition. Ce projet permet aussi l'achat de fonds de commerce par le procédé du crédit-bail.
- **Collectif 1985** : le Sénat ayant repoussé deux fois la loi de finances rectificative pour 1985, l'Assemblée a confirmé son vote de deuxième lecture par lequel elle n'avait que partiellement modifié le texte adopté en première lecture dont aucun des chiffres n'a été changé (*le Monde* des 28 novembre et 13 décembre). Le déficit prévu dans la loi de finances initiale augmentait donc de 6,7 %, pour atteindre 149,7 milliards de francs.
- **Loi de règlement pour 1983** : cette loi, qui constate l'exécution du budget de l'Etat, avait déjà été approuvée au printemps dernier, mais le Conseil constitutionnel l'avait annulée, car le gouvernement avait à tort considéré que la procé-

ture d'urgence s'appliquait à elle comme aux autres lois de finances (*le Monde* du 26 juillet). Elle a été approuvée bien entendu sans modification. Mais le Sénat, par deux fois, l'a rejetée. La droite en effet a annoncé son intention de saisir le nouveau juge de sa constitutionnalité, car elle conteste les conditions d'exécution du budget (*le Monde* du 15-16 décembre).

- **Secours d'urgence** : grâce au vote de ce texte, les SAMU reçoivent une consécration légale et les hôpitaux publics la mission de répartir les appels d'urgence entre tous les intervenants, privés comme publics ; les tâches actuelles de chacun d'eux étant confirmées (*le Monde* des 24 mai et 14 décembre).
- Le Sénat, qui avait profondément modifié ce projet en première lecture, l'a repoussé en deuxième. L'Assemblée, elle, a confirmé à chaque fois les votes qu'elle avait émis une première fois.
- **Après accord en commission** mixte, le Sénat a approuvé définitivement, le vendredi 20 décembre, comme l'avait fait la veille l'Assemblée nationale, les trois textes suivants :
- **Aménagement foncier rural** : sur un projet à caractère technique (*le Monde* des 25 octobre et 30 novembre) les divergences entre les deux Assemblées concernaient la commission communale d'aménagement foncier. Les députés avaient confirmé cette institution dans les cas où elle est demandée lors de l'élaboration ou de la révision d'un plan d'occupation des sols en zone de montagne. Les sénateurs avaient étendu son institution à l'ensemble du territoire. Le compromis trouvé limite cette commission, en dehors des zones de montagne, aux zones définies par décret présenté après avis de la commission départementale d'aménagement foncier et d'accord du conseil général.
- **Protection du littoral** : députés et sénateurs ont déploré le retard apporté, trois ans après la promulgation de la loi les prévoyant, à la publication des textes d'application nécessaires à l'élaboration des schémas de mise en valeur de la mer. Ce projet de décret devrait être publié le 31 janvier prochain et per-

mettre ainsi le début de l'élaboration de ces schémas.

- Pour les règles particulières d'urbanisme, l'accord entre les deux Assemblées retient la notion d'extension limitée de l'urbanisation et le principe d'une extension éventuelle au-delà de 100 mètres de la bande littorale inconstructible. Malgré le vœu initial du Sénat, le texte ne comprend plus la disposition rendant l'inconstructibilité inopposable aux plans des sols antérieurement approuvés. La CMP a d'autre part décidé de rendre obligatoire la souscription d'un contrat d'assurance en responsabilité civile pour la pratique de la pêche sous-marine de loisir. Elle s'est également accordée pour que l'utilisation des autorisations de culture marine soit compatible avec le fonctionnement du service public portuaire.
- Quant à la réglementation des plages, la demande de l'Assemblée nationale, le principe a été posé de l'usage libre et gratuit par le public et de la libre circulation sur les plages, ainsi que la sommation à enquête publique pour l'octroi ou le renouvellement des concessions. Ces concessions devront préserver le libre usage d'un espace significatif tout le long de la mer. A la demande du Sénat, tout contrat de concession doit déterminer la largeur des espaces.
- **Multi-propriété** : l'usage du terme « multi-propriété » ne sera pas interdit, comme le souhaitait le Sénat (*le Monde* des 19 octobre et 15-16 décembre). Toutefois, celui de « propriété » ne pourra être utilisé pour qualifier la qualité des associés de sociétés d'habitat d'habitat en jouissance à temps partagé. La CMP a repris la rédaction du Sénat pour définir par décret la répartition des charges communes et des charges privatives et pour ne pas imposer aux associés la participation aux charges privatives quand ils n'occupent pas l'appartement.
- En revanche, l'Assemblée a eu gain de cause en refusant d'organiser, tant que cette question ne serait pas au point, la multi-propriété sur la base de l'indivision (*le Monde* des 20 juin et 30 novembre).

### Les socialistes ont fait des concessions au Sénat

A expliqué à B les raisons de son hostilité aux règles de non-cumul des mandats : « Victor Hugo a écrit les dix volumes des Misérables, beaucoup sont incapables d'écrire une ligne ; j'ai dix mandats et fonctions, certains n'arrivent pas à assumer un seul. » Question d'individu.

Apprenant que Y. l'un de ses collègues du même département s'approprie à voter la règle du non-cumul, X le prévient de son prochain abandon de la présidence du conseil régional, qui dans ce cas revient de droit à Z, qui, dès lors, aura toutes les chances de prendre la place de Y sur la liste qu'X conduira aux sénatoriales. Question d'intérêt.

Mais l'opinion est aujourd'hui anticumuliste. Non qu'elle y voit un abus condamnable en soi (si non les électeurs auraient eu tôt fait de sanctionner leurs élus), mais parce qu'elle voit dans le mot « cumul » une connotation financière péjorative. Le gouvernement n'avait donc pas de raison de se priver du vote d'une loi populaire et insérée dans son programme. Seule la procédure parlementaire pouvait constituer un obstacle dissuasif. En considérant d'embolie que le projet de loi organique nécessaire pour la limitation du cumul des mandats des parlementaires concernait aussi le Sénat, il a mis les sénateurs de l'opposition au pied du mur, puisque les deux

Assemblées devaient voter ce texte dans les mêmes termes.

L'opposition, majoritaire au Sénat, n'a cependant pas voulu utiliser les possibilités de blocage (et risquer l'impuissance) que le gouvernement lui offrait ainsi.

Les tractations qui ont précédé l'adoption à l'unanimité des 286 sénateurs ayant exprimé leur vote - 28 se sont abstenus (1) - ont montré que le gouvernement était prêt à beaucoup de concessions, ce qui a permis à la majorité sénatoriale d'adopter les dispositions anticumul. Toutefois, elle n'a pu aller trop loin, tant le vote positif de l'UDF en première lecture à l'Assemblée nationale marquait une limite à ses revendications.

Pour le PS - M. Jacques Carat, sénateur du Val-de-Marne, l'a indiqué - « la transaction est honorable ». Obtenue, comme l'a constaté M. Pierre Joxe, par « approximations successives », l'accord exclut du dispositif législatif les présidents des conseils des communautés urbaines et les maires des communes de moins de vingt mille habitants. Mais, surtout, il évite l'avalanche d'élections partielles qui aurait inévitablement suivi le scrutin de 16 mars. A lui seul, cet argument, aux yeux de l'opposition, justifiait qu'il se voit majoritaire à l'Assemblée nationale dans deux mois, un processus de retardement.

La particulière bonne volonté mise par les députés socialistes à accepter les souhaits de la majorité sénatoriale a été soulignée par le rapporteur socialiste de la commission des lois, M. Jean-Pierre Worms. M. Alain Richard, député socialiste du Val-d'Oise, l'a justifiée en expliquant que si ses collègues pouvaient avoir quelques motifs de regretter autant de concessions, en l'occurrence « le mieux aurait été l'ennemi du bien ».

ANNE CHAUSSEBOURG.

### Une limitation très progressive

La diminution du nombre de mandats électoraux détenus par les hommes politiques français n'est ni pour aujourd'hui ni pour demain, mais pour après-demain. La volonté sénatoriale de ne mettre en place cette révolution qu'à partir de 1987, en renvoie en fait le début d'application - ou moins pour les élus actuellement en place - aux élections cantonales de 1988.

La première règle posée pour l'avenir est extrêmement simple : nul ne peut détenir plus de deux mandats ou fonctions parmi la liste suivante : député, sénateur, représentant à l'Assemblée des Communautés européennes, conseiller régional, conseiller général, conseiller de Paris, maire d'une commune de vingt mille habitants ou plus (il y en a trois cent quatre-vingt-deux en France), adjoint au maire d'une commune de cent mille habitants ou plus. Cette limitation entrera en vigueur à l'occasion des élections de mars 1986.

Les élus actuellement en place ne devront que très progressivement se mettre en conformité avec cette nouvelle règle. Le principe posé est lui aussi relativement simple : tous ceux qui détiennent en ce moment plus de deux mandats ou fonctions pourront les remplir, tous et toutes, jusqu'à leur terme normal. Mais comme toujours, il y a des exceptions qui varient dans le temps.

tielles, ceux qui obtiendront un nouveau mandat, ou le renouvellement d'un ancien, pourront conserver un nombre de mandats ou de fonctions égal à celui qu'ils détiennent actuellement. Exemple : M. Alain Carignon, le maire RPR de Grenoble, qui est aussi conseiller général de l'Isère et parlementaire européen, pourra venir siéger à l'Assemblée nationale à condition d'abandonner un de ses mandats actuels. Mieux, même, ceux qui n'en possèdent actuellement qu'un ou deux pourront accroître leur stock, sans toutefois dépasser trois mandats ou fonctions. Exemple : M. Edith Cresson qui est maire socialiste de Châtelleraut et conseiller général de la Vienne, pourra être élu député sans abandonner un de ses deux actuels mandats ; elle ne devra le faire que si elle veut aussi siéger au conseil régional du Poitou-Charentes.

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1987, chaque élu « cumulé » devra profiter de toute élection pour diminuer d'une unité le nombre de ses mandats ou fonctions.

En langage mathématique cela s'écrit ainsi : si un élu détenant, à la veille d'un scrutin, x mandats (x étant supérieur à deux), il devra en détenir x - 1 au lendemain de ce scrutin. (x - 1 pouvant toujours être supérieur à 2).

Soulement - théoriquement - en 1987, il ne devrait pas y avoir d'élections générales, mais simplement - éventuellement - des élections partielles cantonales ou sénatoriales. La diminution du nombre des mandats n'interviendra donc réellement qu'à partir de 1988... A moins qu'en 1987 il y ait dissolution de l'Assemblée nationale.

● **Le maire socialiste de Créteil retire deux délégations** de ses adjoints communistes. M. Laurent Cathala (PS), député du Val-de-Marne et maire de Créteil, a retiré mercredi 18 décembre, sa délégation d'adjoint à M. Guy Martin (PC) ainsi qu'à deux autres élus communistes « solidaires de leur camarade » : M. Laurence Galiehet et M. Jean-Paul Bréchaud. La décision du maire fait suite à une lettre circulaire de M. Guy Marchand, député sur papier à en-tête de la mairie et adressée aux personnes de la commune en difficulté, qui se conclut par « Je suis, avec mes amis communistes, pour une autre politique que celle dont vous subissez la malédiction, aussi bien avant qu'après 1981 ».

M. Cathala reproche à ses adjoints communistes d'avoir entrepris une confusion permanente entre les fonctions de maire-adjoint et celles de responsables d'un parti.

Pour M. Martin cette décision du maire ne remettra pas en cause l'accord de gestion conclu en mars... à condition toutefois « que la municipalité ne serve pas de courroie de transmission à la politique gouvernementale ». - (Corresp.)

### EN BREF

● **Pétain, M. Barre et l'Unité** - L'hebdomadaire socialiste l'Unité du vendredi 20 décembre attaque vivement M. Raymond Barre pour avoir affirmé, récemment à Lyon, « oui au travail, oui à la famille, oui à la patrie, mais dans une France libre », formule déjà critiquée par le CRIF (*le Monde* des 17 et 20 décembre). L'Unité dénonce, dans deux articles, l'« image trouble » de l'ancien premier ministre, affirme que les pétainistes « nous toujours pas dérangés » et s'élève que M. Barre ait pu « remettre au goût du jour (un slogan) cher au maréchal ».

Notre correspondant dans les Pyrénées-Orientales nous indique que M. Barre est lui-même revenu sur la formule contestée, en affirmant, jeudi à Perpignan, qu'il souhaite seulement mener une politique fondée « sur le respect de la personne humaine, une personne liée à la famille à laquelle elle appartient, à la patrie qui la protège, et au travail de tous les jours qui sert l'intérêt national ».

### M. FANTON : conseiller général sans canton

Un conseiller général privé de canton n'a-t-il rien de plus à proposer à son électorat ? C'est à ce problème, original du point de vue juridique, que se trouve confronté M. André Fanton (RPR), ancien ministre, depuis que le Conseil d'Etat, par un arrêt du 23 octobre, a annulé la création du canton de Lisleux III (Calvados), dans lequel il a été élu dès le premier tour des cantonales de mars dernier (*le Monde* du 26 octobre).

Pour M. Fanton, l'annulation d'un redécoupage cantonal par le Conseil d'Etat ne fait pas disparaître le conseiller général préétabli dans le canton contesté. Hostile au projet de création du canton de Lisleux III par modification des cantons de Mézidon-Carson et de Lisleux II, M. Fanton se réjouit de la décision de la haute juridiction administrative. Mais il refuse d'en faire les frais : « Il est extraordinaire que, le gouvernement ayant eu tort, ce soit moi qui sois sanctionné », il conteste l'interprétation du ministre de l'Intérieur, qui, s'appuyant sur l'article L. 191 du code électoral, selon lequel « chaque canton élit un membre du conseil général », considère que, s'il n'y a plus de canton, il n'y a plus de conseiller général.

M. Fanton met, pour sa part, en avant l'article L. 192, qui dispose que « les conseillers généraux sont élus pour six ans », et fait observer que, s'il est privé de canton, il n'est pas privé de son mandat, puisque son élection n'a pas été annulée. M. Fanton souligne, en outre, que le ministre de l'Intérieur ne lui a pas encore notifié par écrit qu'il n'était plus conseiller général. « J'attends qu'il le fasse, et alors j'entamerai un recours pour excès de pouvoir », ajoute-t-il.

### LE CONSENSUS ANTICUMUL

(Suite de la première page.)

Comme pour l'abolition de la peine de mort, le pouvoir peut ainsi se prévaloir d'un consensus. La limitation du cumul des mandats sera, en outre, un argument supplémentaire à la disposition de ceux qui voudront s'opposer à la volonté de M. Chirac de mettre fin à la régionalisation.

Pour obtenir ce succès, les socialistes ont dû tempérer leurs exigences : cette réforme ne sera mise en place que très, très progressivement. Le Sénat et les sénateurs étant directement concernés, la Constitution obligeait à respecter un bicamérisme total. Comme au bon vieux temps de la Troisième République, les deux Chambres de l'exécutif devaient parvenir à un accord complet. Ce fut, finalement, plus facile que prévu.

Fin du cumul des mandats, décentralisation, avec transfert des responsabilités départementales et régionales des préfets aux élus, de l'état aux collectivités : le passage au pouvoir des socialistes marquera ainsi, durablement, le paysage institutionnel et politique français.

THÉO BÉRENGER.

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

**FRANÇOIS DOUBIN**

dimanche 18 h 15

animé par Henri MARQUE

André PASSERON et Anne CHAUSSEBOURG (Le Monde) Dominique PENNEQUIN et Isabelle TORRE (RTL)

en direct sur

**RTL**

**OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?**

Téléphones d'abord ou venez à la

**LIBRAIRIE**

**LE TOUR DU MONDE**

8, rue de la Pompe, 75116 PARIS

45-20-87-12

- Si le titre que vous cherchez figure dans notre stock (100 000 livres dans tous les domaines) : vous l'aurez en 24 heures.

- Si n'y figure pas : nous diffuserons gratuitement votre demande auprès d'un réseau de correspondants : vous recevrez une proposition écrite et chiffrée dès que nous trouverons un livre.

AUCUNE OBLIGATION D'ACHAT



## Dénouement à Nantes

Les truands se sont rendus après avoir libéré les otages

Après un suspense de trente-cinq heures, les trois malfaiteurs qui retenaient en otage deux magistrats de la cour d'assises de Loire-Atlantique, se sont rendus, sans effusion de sang, au préfet Robert Broussard, vendredi à 22 h 30, sur l'aéroport de Nantes.

De notre envoyée spéciale

Nantes. — « Nous avons choisi la meilleure solution pour tous et pour chacun. » En est-il vraiment convaincu Georges Courtois qui, trente-cinq heures après la prise d'otages, s'adresse ainsi aux journalistes à l'entrée de l'aéroport de Nantes ? « Oui, nous retournons en prison. » Sa liberté, celle de Patrick Thiolet contre celle de leur ami Khalki : « Elle a été garantie par le ministère de l'Intérieur », assure Georges Courtois. « Khalki avait mis en jeu très généreusement sa liberté, et peut-être sa vie [pour libérer ses amis]. Arrivés au bout de leur route, ils n'ont pas voulu l'entraîner jusqu'à l'issue de cette action folle », confirme le commissaire Ange Mancini, le patron du RAID (Recherche, assistance, intervention, dissuasion).

Aidé du consul du Maroc à Rennes, les autorités françaises auraient ainsi mis au point l'opération d'Abdelkarim Khalki vers le Maroc en échange de la libération de tous les otages et de la reddition du commando.

Il est 20 h 30, la tension tout à coup est retombée. Combien de fois, au cours de cette journée folle, s'est-on écrié que la prise d'otages ne tourne au carnage ? Le jour s'était levé sur le palais de justice de Nantes, la ville lentement s'était éveillée. Les badauds venaient jeter un coup d'œil sur la place du palais de justice, étonnée par les travaux d'un futur parking souterrain. Au-delà des palissades, derrière ses colonnes, le palais de justice ressemblait à un bunker.

### Premiers coups de feu

En début d'après-midi, Georges Courtois, Patrick Thiolet et Abdelkarim Khalki ne retenaient « plus » que les quatre magistrats, le président de la cour d'assises, le premier substitut du procureur et deux assesseurs, ces magistrats professionnels dont ils avaient suffisamment dit quelle haleine ils leur portaient. A l'intérieur du palais, le préfet Robert Broussard et ses hommes, qui, toute la nuit, avaient négocié la libération de chaque otage.

Une nouvelle fois, Georges Courtois exigeait la venue d'un journaliste pour transmettre un ultimatum. Exigence satisfaite. Mais, comme la veille pour le dernier enregistrement à FR 3, la diffusion de la cassette de Radio-France-Loire-Océan était bloquée par le ministère de l'Intérieur. Cette décision risquait-elle de déclencher la colère des preneurs

d'otages ? Allait-on passer une nouvelle journée d'attente, une nuit encore ? Les policiers démoralisés l'avaient-ils ?

Il est 14 h 25 lorsque s'éclatent les premières détonations. C'est Georges Courtois qui tire. Enchaîné au président de la cour d'assises, il apparaît en haut des marches du palais. Il allume une cigarette et, en lançant des phrases que l'on n'entend pas, tire en direction de la foule. L'objectif d'une caméra est braqué. Le commando va quitter le palais. Une Renault Espace de couleur havane l'attend. Courtois y est bientôt rejoint par Khalki enchaîné

**L'équipe Robert Broussard-Ange Mancini a réussi un sans-faute à Nantes. C'était la première opération du RAID, la nouvelle unité d'élite de la police nationale.**

à deux magistrats et par Thiolet enchaîné à un quatrième otage, qui s'installe au volant. Courtois lui dira un peu plus tard de « respecter soigneusement le code de la route ».

En trombe, la voie ouverte par des motards, la voiture disparaît encadrée par des véhicules de police. Mais où ? A Nantes, la circulation est bloquée un peu partout. En fait,

n'est pas question, alors qu'ils détiennent encore quatre otages, de tenter la moindre opération de force.

Une antenne du SAMU est installée sur l'aéroport. Selon son directeur, le commando, qui a aperçu un mystère-20 du CLAM, exige, au grand dam du pilote, qu'on mette l'appareil à sa disposition. Signe de décapitation, le substitut du procureur, M. Philippe Varin, et un assesseur, M. François Dior, sont libérés vers 17 heures.

Pourquoi ensuite ce « ralenti » ? Dans le brouillard, la nuit tombe, l'Espace semble bien isolée. Robert Broussard et Ange Mancini ne cessent de faire la navette entre la voiture et l'aéroport. C'est très vraisemblablement le « sens de l'humanité » qui permet le dénouement, et la promesse de l'expulsion de Khalki. A 20 h 30, le président de la cour d'assises, M. Dominique Bailhache, et le deuxième assesseur, M. Bernard Bureau, sont libérés et les armes remises aux forces de l'ordre.

Rien n'est esquissé aux yeux de la presse : la voiture, conduite cette fois par un policier, fait une dernière halte devant l'aéroport. Obligatoirement, un policier baisse la vitre pour permettre à Courtois de parler aux journalistes, qu'il traite cette fois de « requins ». A-t-il enfin compris que la presse dont il n'a voulu se servir est une arme à double tranchant ? « Le film de FR 3 nous a beaucoup aidés », confirme le préfet de région, M. Jean Chevance, et Robert Broussard, nous l'avons passé et repassé. Les gestes, les caractères, des preneurs d'otages décapités, les trois hommes ne présentaient plus guère de mystère pour les policiers.

Robert Broussard a les yeux rouges de fatigue, son « complice »

## « Si la police ne fait rien... »

Ainsi qu'il était encore retenu en otage au palais de justice de Nantes, M. Philippe Varin, premier substitut, a fait, vendredi 20 décembre, à 10 h 30, une déclaration recueillie par Joël Bitoune, journaliste de Radio-France Loire-Océan, dont on lira ci-dessous l'extrait qui a été diffusé sur les ondes de cette station :

« Nous sommes maintenant détenus depuis plus de vingt-quatre heures. M. Courtois a jusqu'ici tenu tous ses engagements à notre égard, à l'égard de la police. Il a relâché nombre d'otages, même la quasi-totalité volontairement. Il en a pris l'initiative à un certain nombre de reprises. M. Courtois ne nous a pas maltraités, il nous a même traités très correctement.

« Je dois indiquer que, maintenant, nous en arrivons au point crucial de cette affaire, c'est-à-dire qu'il n'a fait aucun doute que, quel qu'il arrive, M. Courtois va sortir de ce palais de justice pour prendre une voiture, s'écarter avec les quatre magistrats de la cour, enchaînés avec M. Courtois

et ses amis. M. Courtois ayant des grenades en mains, ses amis aussi étant armés.

« Il est donc indispensable que la police ne fasse strictement rien. Nous, nous considérons que, si la police ne fait rien, l'affaire ira à son terme normal. M. Courtois s'est bien engagé, si la police n'intervient pas, à nous relâcher immédiatement, dès qu'il sera en sécurité. Il nous parle d'un délai relativement bref.

« Donc, si les choses se passent mal ce sera vraisemblablement parce que la police sera intervenue intempestivement. Je tiens à le dire par avance, car jusqu'ici M. Courtois a toujours tenu ses engagements à notre égard.

« A la fin, Courtois a pris le substitut de préciser dans quelles conditions il faisait sa déclaration. M. Varin a répondu : « Oui. Effectivement. Je suis totalement libre, le journaliste qui est en face de moi pour le certifier. Je n'ai aucune attache, je n'ai pas d'armes sous la nuque. Il n'y a aucun problème à cet égard. Je dis ce que je ressens véritablement. »

Georges Courtois veut aller à la gare. Sous l'œil pour le moins étonné des enfants qui partent en colonie de vacances, Courtois, une arme pointée vers Robert Broussard, va chercher un sac à la consigne automatique : il est plein d'armes et de grenades. Nouveau départ : l'aéroport. Les trois malfaiteurs auraient exigé un avion pour se rendre au Maroc. Aucune mesure particulière de sécurité n'a été prise sur le terrain. L'ordre d'évacuer est très tardif puisque voyageurs et membres du personnel croisent, en partant, la Renault Espace qui arrive. Le trafic aérien est totalement interrompu.

Une demi-heure plus tard, sur la demande des policiers qui cherchent à isoler, la voiture se dirige en bout de piste et la négociation reprend. « On est allé s'expliquer en rase campagne », dira ensuite Robert Broussard. Le préfet a sans doute, à ce moment, l'impression que l'affaire touche à sa fin. Mais les preneurs d'otages ont chacun une grenade dégonflée à la main. Il

Ange Mancini, le patron du RAID, dont Nantes est le premier « coup », ne cache pas sa satisfaction. Leurs hommes, avec une barbe de deux jours, sont épuisés, mais contents. Pas un coup de feu n'a été tiré par la police. Il n'y a pas eu une goutte de sang versé. C'est un sans-faute pour l'équipe Broussard-Mancini.

AGATHE LOGEART.

### MORT DU PÈRE FRANÇOIS DE L'ESPINAY

Le Père François de l'Espinay, originaire de Luçon (Vendée), est mort le 18 décembre à Salvador-de-Bahia au Brésil. Né en 1918, il avait été ordonné prêtre trente ans plus tard. De 1958 à 1962, il avait été aumônier en chef des armées d'Algérie. En 1963, il était parti en Amérique latine pour coordonner l'activité des religieux et prêtres en mission. C'est en 1973 qu'il s'était établi, avec l'accord des évêques du Brésil, à Salvador-de-Bahia pour y vivre avec les Noirs les plus déshérités.

## La cassation de l'arrêt de renvoi de Klaus Barbie devant les assises

Le procès pourrait être reporté après les élections législatives

La chambre criminelle de la Cour de cassation, présidée par M. Jean Leduc, a annulé vendredi 20 décembre, après un long délibéré, l'arrêt de la chambre d'accusation de Lyon qui avait renvoyé Klaus Barbie devant les assises du Rhône, en ne retenant contre lui que des faits de déportation de « juifs innocents ». C'est la chambre d'accusation de Paris qui a été désignée pour examiner de nouveau le dossier, étant précisé que si cette juridiction estime que l'inculpé doit être jugé, il le sera en tout état de cause par la cour d'assises du Rhône. Mais le procès ne pourra probablement pas avoir lieu à partir du 3 février prochain comme prévu, et pourrait être renvoyé au-delà des élections législatives du 16 mars.

L'attenda majeur de cet arrêt tient en deux lignes. Mais elles sont essentielles, car la chambre criminelle, comme le lui avait demandé l'avocat général, M. Henri Dondet, y donne, pour la première fois, sa définition et sa conception des crimes contre l'humanité.

Ces crimes imprescriptibles, dit-elle, « constituent, au sens de l'article 66 du statut du tribunal militaire international de Nuremberg annexé à l'accord de Londres du 8 août 1945, alors même qu'ils seraient également qualifiables de crimes de guerre, selon l'article 6b de ce texte, par des actes inhumains et des persécutions qui, au nom d'un Etat prototypique, ont été commis de façon systématique, non seulement contre des personnes en raison de leur appartenance à une collectivité raciale ou religieuse, mais aussi contre les adversaires de cette politique quelle que soit la forme de leur opposition ».

La phrase, pour être longue et bien dans la manière des rédactions de la Cour suprême, exprime

clairement l'idée que le crime de guerre, qui se trouve prescrit au bout de dix ans, est en lui-même une notion. Mais par la façon dont il peut s'accomplir, dès lors que s'y ajoutent des faits constituant des actes inhumains ou des persécutions contre des adversaires, au nom même d'une idéologie étatique.

**Pour la première fois, la chambre criminelle précise la notion de crime imprescriptible contre l'humanité.**

que, il revêt le caractère d'un crime contre l'humanité et devient alors imprescriptible.

Or la chambre d'accusation de Lyon avait estimé que, parmi les huit actions ou opérations initiales reprochées à Barbie, seuls devaient être retenus, car ils étaient seuls, à son sens, susceptibles d'être qualifiés crimes contre l'humanité, et donc imprescriptibles, ceux qui avaient entraîné la mort de juifs arrêtés et déportés en raison de cette seule et unique qualité. Ainsi avaient été écartées des poursuites toutes les opérations de l'ancien SS de Lyon commandées dans le cadre de l'action qu'il menait contre la Résistance.

La Cour de cassation, à partir de la définition qu'elle donne des crimes contre l'humanité, déclare qu'en excluant de cette qualification pour l'ensemble des actes imputés à Klaus Barbie, qui auraient été commis contre des personnes appartenant ou pouvant appartenir à la Résistance, alors que son arrêt constate que les crimes « atroces » dont ces per-

sonnes ont été systématiquement ou collectivement les victimes, étaient présentés comme justifiés politiquement par l'idéologie national-socialiste, la chambre d'accusation de Lyon a méconnu le sens et la portée des textes visés par les moyens de cassation.

Elle relève à ce propos que « ni les mobiles animant les victimes ni leur éventuelle qualité de combattants ne sauraient exclure l'existence, à la charge de l'inculpé, de l'élément intentionnel constitutif des infractions poursuivies », c'est-à-dire de crime contre l'humanité.

L'arrêt de Lyon se trouve donc cassé sur ce seul point, car il ne lui est pas fait grief d'avoir retenu comme victimes de crimes contre l'humanité les « juifs innocents », mais seulement de s'en être tenu là. La chambre d'accusation de Paris va donc avoir à reprendre l'examen du dossier sur ce seul chapitre.

Un autre moyen de cassation a été retenu par la chambre criminelle. La chambre d'accusation de Lyon avait, dans ce même arrêt, déclaré prescriptibles les deux peines de mort prononcées par contumace contre Barbie en 1952 et 1954 pour d'autres faits commis par lui. Pour la Cour suprême, qui rappelle à ce sujet les dispositions de l'article 639 du code de procédure pénale, une chambre d'accusation n'est pas compétente pour se prononcer à cet égard. C'est à la seule juridiction de jugement, en l'occurrence aujourd'hui la cour d'assises du Rhône, de statuer et de dire si Barbie doit ou non répondre contradictoirement de tel ou tel acte qui lui furent naguère reprochés et qui pourraient s'apparenter à des crimes imprescriptibles. Cela suppose que le parquet général de Lyon dise s'il estime ou non nécessaire de reprendre l'action publique.

JEAN-MARC THÉOLÉVRE.

## LE RECRUTEMENT DES MÉDECINS HOSPITALIERS

### Le malthusianisme des jurys

A quelle condition un docteur en médecine peut-il exercer son art en milieu hospitalier ? La récente réforme de l'internat des hôpitaux, avec celle des statuts et du mode de recrutement des praticiens hospitaliers, n'ont pas réglé la question à l'occasion d'une affaire peu banale.

Il y a quelques semaines était organisé pour la première fois un concours national des praticiens hospitaliers. En gynécologie-obstétrique, 136 places étaient offertes, correspondant aux 136 postes déclarés vacants à l'échelon national. Ce concours comportait deux épreuves, l'une écrite, l'autre orale. Il prenait en compte les « titres et travaux » des candidats, ainsi que les « services rendus » par eux à l'hôpital public. 95 médecins s'étaient présentés, tous spécialisés en gynécologie-obstétrique, les uns issus de la « voie royale » hospitalo-universitaire (anciens chefs de clinique ou anciens internes de CHU), les autres d'une voie plus modeste (titulaires d'un certificat d'études spécialisées ou internes des régions sanitaires).

Résultat : 26 reçus. 24 provenaient de la filière noble et deux — seulement — de l'autre. Une centaine de postes vont donc demeurer vacants dans les hôpitaux français.

Le professeur Roger Heurton (hôpital Cochin, Paris), membre du jury, fait valoir la grande hétérogénéité des candidats et des postes dans lesquels, une fois reçus, ils pouvaient être affectés. « Nous avons préféré prendre le risque de laisser des postes vacants », explique-t-il, « plutôt que d'y voir nommés des médecins que nous estimons insuffisamment qualifiés. Certes, il y avait peut-être, ci et là, des gens compétents pour la place demandée, mais le système des concours ne permettait pas de les prendre en compte. »

A la direction des hôpitaux (secrétariat d'Etat à la santé), où l'on indique que des situations analogues existent pour la radiologie et l'anesthésie-réanimation, on ne cache pas que la situation ainsi créée posera des problèmes de fonctionnement hospitalier.

Le résultat de gynécologie-obstétrique illustre surtout l'incohé-

rence de l'actuel système de recrutement. Un groupe de médecins d'hôpitaux généraux vient de dénoncer cette situation, qui, selon eux, risque de s'aggraver dans les années à venir avec les conséquences de la réforme de l'internat (disparition des accueils internes, ainsi que des étudiants en certificat d'études spécialisées), et qui inquiète M<sup>me</sup> Georgina Dufour, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale.

Une situation paradoxale à un double titre : les porte-parole français de la gynécologie obstétrique situent à un médecin accoucheur pour deux cents accouchements annuels le seuil de sécurité indispensable (seuil déjà très supérieur aux effectifs actuels des maternités publiques). D'autre part, les médecins recrutés au concours national (tous âgés de trente à quarante ans) pourront sans difficulté exercer leur spécialité et avoir des responsabilités équivalentes dans des maternités privées. Deux poids, deux mesures ?

JEAN-YVES NAU.

## L'opposition se propose d'abroger la plupart des réformes en matière de santé réalisées par la gauche

Abrogation de la loi sur la départementalisation, répartition du secteur privé hospitalier, réforme radicale de l'enseignement médical, RPR et UDF espèrent, dès mars 1986, abroger les principales réformes instituées depuis 1981 par la gauche en matière de santé, comme l'a indiqué M. Jacques Blanc, président de la commission santé de l'UDF au cours d'une conférence de presse, vendredi 20 décembre au Sénat.

Le RPR et l'UDF ont déjà déposé devant le Parlement quatre propositions de loi qui devront être très vite votées après les élections législatives (1). Première visée : la départementalisation hospitalière. Si le RPR et l'UDF se disent favorables au concept de départementalisation, ils sont opposés à la conception qu'en ont les socialistes. Outre l'abrogation d'un certain nombre d'articles de la loi du 3 janvier 1984, un des textes proposés conjointement par des élus RPR et UDF prévoit que, si les chefs de service le désirent, les départements pourront

« être constitués de façon temporaire ou définitive ». La création du département sera alors décidée par le conseil d'administration sur avis de la commission médicale consultative. « Les activités du département sont, indique le texte de la proposition de loi, placées sous la responsabilité du coordinateur choisi par les chefs de service intéressés. »

En ce qui concerne la répartition du secteur privé au sein des hôpitaux publics, la proposition de loi prévoit que les hôpitaux devront « réserver des lits pour la clientèle personnelle des médecins-chirurgiens et spécialistes de l'établissement ». Deux après-midi par semaine ou quatre demi-journées seront alloués aux praticiens hospitaliers lorsque l'hôpital public sera dans l'impossibilité de permettre l'exercice en son sein d'une activité de clientèle privée.

Mais c'est l'organisation des études médicales qui sera le plus profondément bouleversée. En plus de la réhabilitation de l'internat

ancien régime, l'opposition envisage de faire voter une série de réformes visant à transformer de fond en comble l'enseignement médical tel qu'il est dispensé aujourd'hui dans les facultés de médecine et à instituer une véritable autonomie des universités. « Les établissements procéderont librement à l'élaboration de leurs projets pédagogiques et à l'organisation des études. » Ils pourront recruter des professeurs associés sous contrat à durée déterminée.

Cette autonomie administrative et pédagogique s'accompagnera d'une autonomie financière, chaque faculté ou université étant libre de recevoir des subventions et de passer des contrats d'enseignement et de recherche avec toutes collectivités, qu'elles soient publiques ou privées.

F. N.

(1) Plusieurs centaines de médecins ont accepté de parrainer ces propositions de loi. Parmi eux, les professeurs de Sèze, Lherminier, Fellerin, Sureau, Cremer et Job.



سكنا من الامم

## France/société

### Face-à-face entre Christine Villemin et le juge d'instruction La recherche du temps perdu

De notre envoyé spécial

Epinal. — « L'intime conviction est parfois une longue patience. » Cette phrase de M. Paul Lombard pourrait servir d'épigramme plutôt que de conclusion à l'affaire Villemin. Longue, trop longue patience que ce rituel de confrontations présumées essentielles et jamais décisives, de ces rendez-vous déterminants et qui ne déterminent rien.

Faudrait-il prendre la justice, comme son mal, en patience ? Pendant dix heures, peu s'en fallut, le vendredi 20 décembre, au tribunal correctionnel d'Epinal : Christine Villemin, inculpée d'assassinat, s'est retrouvée face à M. Jean-Michel Lambert, juge d'instruction et, si l'on peut dire, son « inculpé ». Comme elle dirait, son « persécuteur ». Un épisode après un autre épisode, cinq heures d'audition la ville, jeudi. Car un chapitre classe l'autre dans ce feuilleton sans fin du juge obéissant et d'une femme minérale, innocente ou non, qui se jettent à la figure leur suspicion réciproque.

Plus tard, si quelque un refait jamais l'histoire de ce fait divers, il y verra probablement l'exemple d'une justice transformée en machine à remonter le temps. Et d'abord le temps perdu. D'un outil rudimentaire à explorer à reculer les pistes, et surtout celles qui ont été négligées.

L'affaire Villemin, dans le fond, tient toute entière, caricaturale, dans cet épisode des pneus évanoués, parmi des dizaines d'autres questions, vendredi, le 17 décembre 1984, le lendemain de la mort de Grégory, les enquêteurs de la gendarmerie trouvent sur la berge de la Vologne des traces de pneus fraîches, nettes et parfaitement identifiées. Ils en font donc des empreintes, empiètrées très bien réussies d'ailleurs. Trois pneus sont d'un modèle équipés de série les R4 et R5. Le quatrième, très usagé, est d'un autre modèle. Les pneus ne sont pas, en tout cas, ceux utilisés par la Peugeot de Bernard Laroche, déjà soupçonné. Plusieurs centaines de véhicules sont contrôlés dans la région. Toutes les R4 et R5 des environs, sauf une : la Renault 5 de Christine Villemin. Cette voiture est vendue quelques semaines après. Le nouveau propriétaire utilise, croit-on savoir, pendant environ 4 000 kilomètres les pneus anciens, puis les change. Simplement à la demande d'un gendarme qui garde les vieux pneus, au cas où...

Au cas où. En effet, un an après, les moulages sont récupérés dans la cave ou au grenier de la gendarmerie de Bruyères. Les vieux pneus

sont saisis. Les experts sont désignés. Ils vont donc, début janvier 1985, déposer des conclusions. On ne doute pas un instant qu'elles seront contestées. Comment ne le seraient-elles pas ?

Certes, depuis le mois de juillet dernier, depuis que la chambre d'accusation de la cour d'appel de Nancy a ordonné la mise en liberté de Christine Villemin, en demandant un juge d'instruction de consolider son dossier, les choses ont avancé. Les investigations, menées essentiellement à la demande de l'une des parties civiles, les grands-parents Villemin, représentés par M. Lombard, Lagrange et Bourdelle, ont permis d'établir un certain nombre de points.

**Plusieurs pistes antérieurement négligées sont réexaminées. Mais, un an après, certains indices ne manqueront pas d'être contestés.**

L'horaire, par exemple, la découverte du disque horodateur d'un car de ramassage scolaire, déjà évoquée, permet d'établir, aujourd'hui, que Christine Villemin aurait en le temps matériel de commettre le crime. Ce qui ne veut pas dire qu'elle l'ait commis. De même, les experts en audiométrie chargés d'analyser les enregistrements réalisés bien avant la mort de Grégory, à la demande de la gendarmerie, sont arrivés à une conclusion : l'un de ces enregistrements fournis par Christine Villemin ne correspond pas à la description qu'elle avait faite de l'appel téléphonique anonyme. L'enfant entendu sur la bande n'était pas, comme elle l'avait affirmé, proche de son éventuel interlocuteur, d'ailleurs muet, mais dans la même pièce qu'elle. D'où l'hypothèse d'un auto-appel. Les choses ont avancé et « les charges, certaines troublantes, d'autres sérieuses », notées par la chambre d'accusation au mois de juillet ne se sont pas allégées. Au contraire.

Les témoignages réaffirmés de compagnes d'usine sur le passage de Christine Villemin au bureau de poste de Léopards, le 16 octobre 1984 ; le tableau des concordances téléphoniques établi par la police judiciaire, démontrant que sur quatre-vingt-six appels téléphoniques anonymes reçus, Christine Villemin aurait été en mesure d'en « passer » quatre-vingts ; le nouveau « créneau horaire » donné par le dis-

que ; les « évolutions » des explications successives de l'inculpée sur l'accroissement notable des factures téléphoniques du couple Villemin en janvier-février 1983, et beaucoup d'autres points, ont été évoqués ce vendredi ou antérieurement.

Là, il s'agit, en outre, d'une confrontation avec les grands-parents Villemin. Elle fut à certains moments très vive. L'atmosphère fut tendue aussi entre le juge d'instruction, bien placé pour savoir, dans cette affaire, qu'il n'y a ni mobile clairement établi ni preuve absolue, et une inculpée qui affirme, à bon droit ou non, son innocence avec un sang-froid et une maîtrise « lapidaires ». « Ma cliente n'a jamais été mise en difficulté », affirmera M. Gernaud, bien qu'on lui ait fait subir une torture morale, une pression terrible. L'avocat parisien a fait connaître son intention de déposer prochainement une demande de non-lieu. « Il y a, dans le dossier maintenant consolidé, de quoi étayer l'intime conviction, déclare M. Lombard. Il appartient maintenant au parquet, qui brille surtout par son absence dans cette affaire, de prendre ses responsabilités. »

Ces propos venaient évidemment à M. Lambert, procureur de la République à Epinal. Du moins pour l'instant. Car ce magistrat vient d'être nommé au tribunal de Mayotte. Comme le capitaine de gendarmerie Cessat fut, lui, muté à Berlin. Il appartiendra donc au nouveau procureur de la République d'Epinal de « prendre ses responsabilités ». Il devra le faire après que les conclusions des différentes contre-expertises, attendues par le juge Lambert dès les premiers jours de 1985, auront confirmé ou infirmé les expertises précédentes. Dans la première hypothèse, assez vraisemblable dit-on, la tâche sera rude.

PIERRE GEORGES.

« Leontev, le « dormeur », en liberté. — M. Vladimir Leontev, l'immigré russe, accusé de tuer après avoir été trouvé en possession de 278 500 francs en Grande-Bretagne, a quitté libre, dans l'après-midi de vendredi 20 décembre, l'hôpital de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais).

M. Leontev reste toujours sous contrôle judiciaire. L'origine de la somme trouvée sur lui, le 18 novembre, par la police britannique, à la suite d'un accident de motobécane au nord de Londres, était toujours aussi mystérieuse. M. Leontev, qui avait fait le sommeil pendant trois semaines pour éviter de répondre aux questions des policiers britanniques, était arrivé à Calais, jeudi dernier, prosterné et semble-t-il très affaibli.

## AU TRIBUNAL DE CLERMONT-FERRAND

### Trente mois de prison (dont deux ferme) pour le commissaire Gilbert Ambrosi

Le policier avait torturé un prévenu lors d'un interrogatoire

De notre correspondant

Clermont-Ferrand. — Ce n'est pas le procès de la police, mais celui d'un homme ayant failli à sa fonction de commissaire : dès le début des débats qui vont durer six heures, vendredi 20 décembre, cette évidence plane au-dessus de la salle du tribunal de grande instance de Clermont-Ferrand. Gilbert Ambrosi, trente-neuf ans, bachelier de ses supérieurs, et même couvert d'éloges par un magistrat cité comme témoin à la barre, est accusé d'une faute grave, commise le 29 novembre 1984 dans une pièce du commissariat qu'il dirigeait depuis deux ans.

Ce jour-là, en fin d'après-midi, l'irréprochable fonctionnaire — il est aujourd'hui suspendu de ses fonctions — a dérapé face à un jeune malfaiteur d'origine algérienne, Karim Ramdani, placé en garde à vue depuis le matin. Il l'a giflé, puis torturé à l'aide d'une matraque électrique. Pour ce quart d'heure de drame, le commissaire Ambrosi va être sanctionné de trente mois de prison dont deux ferme qu'il a déjà purgés, mais — et c'est sans doute le pire — le policier d'élite est désormais placé au ban d'un corps qu'il a déshonoré.

« Je me suis toujours impliqué à fond dans mon travail », tiendra-t-il à faire savoir au cours de l'audience. S'il n'avait jusqu'alors jamais montré la ligne blanche de la loi, le déshonneur est effacé, en la circonstance, par la reconnaissance des faits. Face à une présidente de tribunal, M. Claude Brasseur, d'une courtoisie et d'une implacable précision, le commissaire Ambrosi explique qu'il était complètement épuisé par la coïncidence d'une enquête sur une importante affaire de stupéfiants. Aussi, à la fin d'une journée commencée à 7 heures, « les plombs ont sauté face à un homme au caractère nerveux ». De l'usage d'un matras d'eau, le commissaire Ambrosi justifie contre le lexique d'une partie du personnel et, enfin, d'un appel à la population locale pour son commissariat marqué par une « pétitionnaire » un millier de signatures. L'avocat tentera de démontrer qu'en réalité pas mal de gens en venaient à Gilbert Ambrosi comme le prouve l'explosion en plastique, pendant la nuit du 20 au 21 mai dernier, de la villa de son client dans le Var...

LIBERT TARRAGO.

permettre de remporter la Coupe Davis pour la première fois sans difficultés. Toutefois, au lieu de se préparer intensivement à rencontrer les tenants du trophée, Becker, un grand champion allemand, a sacrifié à de très nombreuses manœuvres. Mais les Allemands n'ont pas raison de faire aveuglément confiance à leur nouveau monstre sacré qui, pour s'isoler de la foule, met sur les oreilles un walkman sans cassette, et dont un entraîneur a dit : « Pour réussir, il est prêt à manger du rat. » Au reste, un journal américain a écrit : « Becker est le meilleur produit de l'Allemagne depuis la Coccinelle Volkswagen. »

ALAIN GIRAUD.

## Pour vos cadeaux de Noël

**LANCEL**  
un choix naturel

Ouverture le dimanche 22 décembre

de 14h30 à 18h30  
8 place de l'Opéra et 4 Rond-Point des Champs-Élysées  
• Egalement ouvert : Palais des Congrès, Parly 2, Vélizy 2 et Créteil-Soleil

## Carnet

Décès

M. et M<sup>me</sup> René Boudoux, M<sup>me</sup> Jean Houricq, leurs enfants et petits-enfants.

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques BONDoux, commandeur de la Légion d'honneur, correspondant de l'Institut, président d'honneur de la Fédération nationale des entrepreneurs à compétences multiples,

leur frère, beau-frère, oncle et grand-oncle.

Les obsèques auront lieu dans l'insolite, le lundi 23 décembre 1985, à 10 h 30, en l'église de Boyens (Loiret). Une messe sera célébrée à Paris, en l'église Saint-Philippe du Roule, le lundi 23 janvier 1986, à 18 heures.

11, villa Spontini, 75116 Paris.  
1, rue Frédéric-Bastiat, 75008 Paris.

La Fédération nationale des entreprises à compétences multiples a le regret d'annoncer le décès de son président d'honneur,

M. Jacques BONDoux, membre correspondant de l'Institut, commandeur de la Légion d'honneur.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jean BORDEREAU,

survécu à Paris, le 12 décembre 1985, dans sa soixante-dix-huitième année.

De la part de

M<sup>me</sup> Jean BORDEREAU,

son épouse.

Le docteur et M<sup>me</sup> Pierre BORDEREAU, M. et M<sup>me</sup> Jean-Claude BORDEREAU, M. et M<sup>me</sup> Alain BORDEREAU, ses enfants,

Ses petits-enfants,

Et toute la famille.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité, le 16 décembre 1985, à Châteauneuf-Val-de-Burgis (Nièvre), dans le caveau de famille.

Renée de Prémy, 58350 Châteauneuf-Val-de-Burgis.

M<sup>me</sup> Hédi GOLLIEZ,

son épouse,

M. et M<sup>me</sup> Philippe Beauchamp et leurs enfants,

M. Paul GOLLIEZ de Wippens,

M<sup>me</sup> Anne GOLLIEZ,

ses enfants et petits-enfants,

M<sup>me</sup> Alice GOLLIEZ,

sa nièce.

Ainsi que les familles, parents et alliés,

ont la grande tristesse de faire part du décès de

Hédi Louis GOLLIEZ,

général de division (CR),

commandeur de la Légion d'honneur, grand officier

de l'ordre national du Mérite, croix de guerre 1939-1945,

croix de guerre TOE,

survécu à Venise, le 20 décembre 1985.

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 23 décembre, en la cathédrale de Venise, à 16 h 30.

L'inhumation aura lieu le vendredi 27 décembre, au cimetière Nord de Colmar, à 11 heures.

1810, chemin du Frontier, 06140 Venise.

La famille HALLON et HAZOUT,

Ses enfants, petits-enfants, arrière-petits-enfants,

Et toute sa famille,

ont la douleur d'annoncer le décès de leur très regretté

Yacoub HALIOUA,

né Aloud,

survécu à l'âge de soixante-quatorze ans, en Israël, le 16 décembre 1985.

Cet avis tient lieu de faire-part.

10, rue Hagans,

Pésh-Tikva (Israël).

M<sup>me</sup> Rolandé Mahjoub et ses enfants,

M. et M<sup>me</sup> Guy Trobas et leur fils,

Les familles Mahjoub, Trobas, Finaud et Cadi-Essaki,

ont la douleur de faire part du décès de

docteur

Zeln el Abidine MAHJOUB,

survécu le 29 novembre 1985, à l'âge de soixante-huit ans.

30, rue des Epinettes, 75017 Paris.

Anniversaires

Reims, Taissy.

23 décembre 1978.

30 décembre 1969.

Tous ceux qui gardent vivant le meilleur souvenir de

Jean VISSEAU

et François RAZELAIRE

unissent leurs pensées pour eux, en ces jours douloureux de leur disparition si précoce.

## Sports

### Boris Becker l'enfant chéri... et cher

(Suite de la première page.)

La salle contient douze mille neuf cents personnes, dix fois plus que demandé un billet. Le marché noir est à son comble. Bref, la « Becker-manie » fait rage.

Le phénomène est encore plus fort qu'en France lorsque en 1982 et 1983 Yannick Noah avait disputé la finale de la Coupe Davis contre les Etats-Unis, puis gagné Roland-Garros. Le numéro un français, dont l'ascension vers les sommets avait été progressive depuis 1978, n'a pas été unanimement apprécié dans l'Hexagone. La couleur de sa peau, son mode de vie ont peut-être empêché inconsciemment le phénomène d'identification qui, en revanche, s'est produit avec Boris Becker, joueur à la trajectoire fulgurante

(de la 22<sup>e</sup> à la 5<sup>e</sup> place mondiale en dix-huit mois) dans une Allemagne curieusement saturée de tennis.

C'est le petit-fils rêvé de toutes les personnes âgées de plus de soixante ans. Il croit en Dieu et prie fréquemment. Il se conduit comme un bon fils. « Au moins, avec lui, on tient un gamin toujours bien habillé qui ne risque pas de manifester contre les frères Pershing », a écrit le Spiegel. Ironie ? « Je défends les positions des Verts pour taquiner mon père », a assuré Boris Becker. Architecte, ce père est conseiller municipal démocrate-chrétien de Liemen, sa ville natale, où il a connu un triomphe d'empereur romain, après sa victoire à Wimbledon. Le leader bavarois de la CDU, Franz-Josef

Strasser, a d'ailleurs annoncé qu'il assisterait à la finale de la Coupe Davis.

Hommes politiques, journalistes et groupes ne sont pas les seuls à tomber à la porte du jeune champion : les sponsors aussi s'y précipitent. Depuis la firme d'assurance BASF a-t-elle renoué pour payer 500 000 DM un petit écusson sur l'épaule du champion, que la société néerlandaise concurrente Philips a-t-elle engagée à verser 5 millions de DM pendant quatre ans. Les chaussures Puma donnent 600 000 DM par an, les vêtements Ellesse 300 000 DM, les montres Ebel 100 000 DM, le constructeur BMW lui a prêté une voiture alors qu'il n'a pas encore le permis de conduire. La Deutsche Bank pourrait, elle, passer un contrat de l'ordre de 1,7 million de DM pour gérer les revenus du champion qui, outre ses gains en tournoi (120 000 DM en 1985) reçoit au moins 10 000 DM par exhibition.

Officiellement, le père gère la fortune du fils. En fait, c'est Jon Tiriac qui tire les ficelles en coulisse. Ancien mentor de Nastase, Vilas et Leconte, le célèbre manager roumain s'en le coup de foudre pour Boris Becker lors du dernier tournoi de Monte-Carlo. Il l'a pris sous contrat et l'a lancé comme une bombe dans le circuit. Les résultats sportifs et financiers ont sans doute dépassé ses espérances les plus folles, mais Tiriac a su en tirer le plus grand profit. Le président de la Fédération de tennis allemand a reconnu qu'en lui confiant la promotion de la finale de la Coupe Davis il encaisserait 3 millions de DM, soit trois fois plus qu'il n'aurait pu le faire par ses propres moyens, tout en laissant 1 million de DM de commission au manager. Il est vrai que

Tiriac a rentabilisé au maximum les places et l'espace publicitaire qui lui ont été confiés : 12 000 DM les 12 m<sup>2</sup> de panneaux publicitaires avec deux places gratuites, ou 12 000 DM le siège seulement.

Même la société qui a passé le revêtement du court, Deutsche Lineum Werke, a dû verser 55 000 DM pour avoir l'honneur de faire voler sa moquette par Becker.

« Il presse le citron », ont déploré certains commentateurs qui ne pardonnent pas tout à fait à Tiriac. D'avoir installé son protégé à Monte-Carlo pour fuir le fisc allemand. Mais c'est un péché véniel pour 60 % des Allemands, qui, selon un sondage, pensent au revanche à près de 70 % que leur jeune héros va leur

permettre de remporter la Coupe Davis pour la première fois sans difficultés.

Toutefois, au lieu de se préparer intensivement à rencontrer les tenants du trophée, Becker, un grand champion allemand, a sacrifié à de très nombreuses manœuvres. Mais les Allemands n'ont pas raison de faire aveuglément confiance à leur nouveau monstre sacré qui, pour s'isoler de la foule, met sur les oreilles un walkman sans cassette, et dont un entraîneur a dit : « Pour réussir, il est prêt à manger du rat. » Au reste, un journal américain a écrit : « Becker est le meilleur produit de l'Allemagne depuis la Coccinelle Volkswagen. »

ALAIN GIRAUD.

## Démonstration

La surface du court — une moquette aux rebonds très rapides — et l'éclairage — des projecteurs éblouissants — avaient été choisis à dessein pour avantage Boris Becker et à lui tirer profit au mieux de ces conditions.

Bombardé de services-canon et de coups droits fulgurants, son adversaire suédois a été martelé comme un boueur acculé dans les cordes. Sous ce déluge, le toucher de balle d'Edberg, dont le style de jeu s'accorde mode fort bien des surfaces rapides, s'est évanoui comme le fil d'un couteau sur une pierre. Alors qu'il cherchait à placer ses volées au lieu de les frapper en force, il a commis une quantité

invraisemblable de fautes directes, qui lui ont, au bout du compte, coûté la victoire.

Après avoir laissé passer sa chance dans la troisième manche, quand Becker a eu un peu de mal à tenir la cadence des deux premiers sets, le Suédois s'est déréglé au service, offrant sur un plateau à l'Allemand les occasions de breaks décisifs dans la quatrième manche.

La démonstration de Becker a été telle que, à l'évidence, la double qu'il devait disputer associé à Andréas Maurer, devrait être décisif pour l'issue de la rencontre.

A. G.



## LES QUATRE-VINGT-DIX ANS DU CINÉMATOGAPHE

## Le temps des Lumières

Le 28 décembre prochain, il y aura quatre-vingt-dix ans que furent présentées au public les premières projections du cinématographe Lumière, à Paris, dans le « Salon indien » du Grand Café, qui est, aujourd'hui, l'hôtel Scribe. On va fêter cet anniversaire, on attend les grandes fêtes — il y en aura sûrement — du centenaire.

Signe des temps : c'est la télévision qui a donné l'élan. Mercredi 18 décembre, sur Antenne 2, Alain Decaux, qui depuis des années raconte tout et tout le monde, a raconté longuement, « Messieurs Lumière Père et fils », c'est-à-dire Antoine, le chef de la dynastie, et les frères Auguste et Louis. A Besançon, la maison natale d'Antoine Lumière n'est pas loin de celle de Victor Hugo. On y va aussi Lyon, l'atelier de photographie, et le reste : les recherches des deux frères, la mise au point de l'appareil appelé cinématographe et qui donna naissance au cinéma, les premiers films, les projections du Grand Café, l'entrée en scène de Georges Méliès, etc. L'époque passionnée d'Alain Decaux cédait à peine aux images. Il n'y a rien oublié, et il n'est pas utile de reprendre la querelle contestant à Louis Lumière, le plus doué des deux industriels lyonnais, l'invention du cinéma. L'appareil et les films

Lumière doivent à de nombreux chercheurs, un peu partout dans le monde. D'accord ! Ce qu'on célèbre, c'est l'événement, en France, des photographes animés, le train qui entrainait en gare de La Ciotat et qui semblait fonder sur les spectateurs sidérés.

Et puisque c'est dans l'actualité, du moment, du lundi 23 au vendredi 27 décembre, sur Antenne 2 encore, Pierre Tchernia va présenter, chaque soir à 20 h 25, après le journal télévisé, « Le petit journal Lumière ». Six minutes quotidiennes prises dans les cinq cent cinquante-deux films Lumière répertoriés et restaurés par les Archives du film de Bois-d'Arcy, dépendant du Centre national de la cinématographie. Cela devient donc une affaire historique et nationale. Ces cinq petites émissions ont été préparées par Henri de Turenne et Béla Besson, spécialistes des montages de documents d'histoire. En 1983, Antenne 2 avait signé une convention avec le CNC pour l'identification d'un lot important de films Lumière destinés à être diffusés. Ces films de courte durée, tournés en plan fixe, se prêtent évidemment à la redécouverte du temps passé. Bois-d'Arcy et la télévision travaillent à la réhabilitation du patrimoine. Henri de Turenne et Béla Besson ont organisé (c'est ce dernier qui les commente, sur un ton moderne) des « actualités Belle Époque ». Lundi, vous verrez la visite en Russie du président de la République française, Félix Faure, ainsi que les printemps aux Tuileries, l'incendie du Bazar de la Charité, le



Louis à La Ciotat

congrès annuel de la photographie, le rallye automobile Paris-Nice. Mardi, le jubilé de la reine Victoria, Boule de Castellan... Mais on ne va pas tout dire d'avance ! Ces documents, filmés sur impressionner, émerveiller les spectateurs d'une nouvelle technique en application, sont devenus, même si les images ne colent parfois que partiellement aux événements évoqués, des témoignages sur la grande et la petite histoire, sur l'esprit qui présidait, alors, à leur choix. Les copies ont repris vie et passent à la bonne vitesse, sans sautiller. Pierre Tchernia a trouvé des mots différents pour chaque présentation du journal Lumière. On peut prendre cela comme un divertissement — c'en est un, — mais avec ce quelque chose en plus qui indique une commémoration.

Du 29 décembre au 5 janvier, cette commémoration va se faire au lieu original : Hôtel Scribe, 14, boulevard des Capucines. Bertrand Tavernier et Bernard Châtelier, respectivement président et directeur de l'Institut Lumière de Lyon, vont y rendre hommage aux Lumières, père et fils. Une exposition et des projections seront organisées dans les salons du sous-sol (1). Autrefois, on n'avait compté que trente-trois spectateurs à la première séance, avant de voir de longues files d'attente sur les trottoirs. Alors, en

cette fin d'année, chaque trentetrouisième visiteur de l'exposition Lumière recevra des billets de cinéma, offerts par la Fédération nationale des cinémas français, et un cadeau-souvenir de l'Institut Lumière. L'ère du merveilleux scientifique est révolue. Pas la curiosité. Que les films tournés il y a presque un siècle existent encore, soient visibles dans de bonnes conditions, est, en soi, fascinant.

Enfin, l'éditeur Lherminier vient de republier, en un seul volume, les ouvrages de Georges Sadoul sur Lumière et Méliès, l'inventeur du cinématographe et l'inventeur du spectacle cinématographique à travers les âges (2). On pouvait bien le réunir pour le quatre-vingt-dixième anniversaire. Les textes de Sadoul, publiés au début des années 60, ont été augmentés et révisés par Bernard Eisenschitz, d'après les manuscrits et les notes de l'auteur. Sadoul était un conteur qu'un historien. Cette nouvelle édition, bien présentée, définitive, en fait foi. Alors, bon anniversaire !

JACQUES SICLER.

(1) Prix d'entrée : 1 franc, comme en 1895 ! Ouverture de 12 heures à 20 heures.

(2) Lumière et Méliès, par Georges Sadoul. Éditions Lherminier, 280 pages, 140 illustrations, 136 francs.



Auguste à Montplaisir

## Des amendes pour sauver la langue française !

propose M. Jean Dutourd

A sept jours d'intervalle, le sort précaire de notre langue à de nouveau tenu la vedette sous la Coupole. Faut-il voir dans le discours de M. Jean Dutourd, terminant en faveur la séance annuelle de l'Académie française, une réplique à M. François Mitterrand annonçant la création d'un groupement d'intérêt public Jacques Amyot ? A en croire l'académicien, son siège était alors pratiquement fait, son texte aussi. Du moins les chiffres avancés par le président de la République lui ont sans doute suggéré quelque réticence évoquant « les treize ou quinze mille termes de la technique qui s'apprêtent à se jeter sur le dictionnaire, comme les Huns sur la civilisation gallo-romaine ». L'orateur, pour sa part, part en guerre contre « la science, l'industrie, la démocratie, la technique », qui « au lieu d'épanouir l'esprit humain, l'ont fait retomber en enfance ».

Même combat, en fin de compte, au-delà des divergences (il s'agit ici

d'un combat d'arrière-garde) contre l'invasion linguistique anglo-saxonne, encore que M. Dutourd n'accuse pas l'anglais, « qui a sa beauté », et qui fait également figure de victime. « La langue anglaise, c'est-à-dire ce qu'Etiemble appelle le sabir atlantique, a sauté sur la langue anglaise, et elle la dénature davantage qu'elle ne dénature le français... »

Tout comme pour le bâtiment (en ce qui le concerne, les pouvoirs publics l'ont compris depuis longtemps), la langue française est une affaire politique. « Malgré une ou deux lois votées naguère et dont tout le monde se moque, l'Etat n'a pas encore compris qu'il est nécessaire de sanctionner les spéculateurs qui sévissent dans ce domaine-là autant que dans celui du bâtiment. Car c'est de spéculation qu'il s'agit, et non point d'évolution normale. »

Contre le complot qui touche à la langue, on ne peut donc lutter que par des moyens politiques : « Quel gouvernement osera décréter des journées de bon langage, où l'on s'appliquerait à parler convenablement ? En est-il un qui sera assez intrépide, un jour, pour manifester cette sorte de patriotisme, qui touche aux racines mêmes de notre être ? Je crains qu'ils ne reculent tous, ceux de gauche comme ceux de droite, épouvantés à l'idée de provoquer ce qu'ils redoutent le plus au monde : les moqueries de trois douzaines d'intellectuels et de quelques petits journaux à la mode. »

Et de préconiser des mesures d'une outrance peut-être provocatrice : « Il ne faut que peu de chose pour arrêter l'assassinat de la syntaxe et le génocide du dictionnaire. Il ne faut qu'une petite décision du gouvernement. Et cette décision, un seul ministre peut la prendre, non pas celui de la culture ni celui de l'éducation, mais le ministre des finances avec son arsenal de taxes et d'amendes (...). Si les enseignes des magasins en français, en américain, en sabir, étaient taxées à 100 000 francs par an, elles disparaîtraient en un semaine. »

On n'est pas plus nuancé...

J.-M. D.

## LA « MISSA SOLEMNIS » à Pleyel et à Bercy

## Les foules de la Sixtine

Il faut un oscar de bronze pour s'attaquer à un monument aussi démesuré et poignant que la *Missa solemnis* de Beethoven. Wilhelm Furtwängler ne l'avait pas osé, c'est cependant à la mémoire du grand chef d'orchestre, pour son centenaire, que Daniel Barenboim l'a offert jeudi à Pleyel avec les Chœurs de l'Orchestre de Paris et l'offre à plus de vingt mille Parisiens, samedi et dimanche (à 17 h 30), dans la vaste enceinte du Palais omnisport de Bercy.

Avec des gestes d'une énergie formidable sans cesse renouvelée, Barenboim réalise, dans une tension constante, l'équilibre toujours instable entre les énormes forces en présence, l'insertion si touchante du quatuor des solistes dans les fres-

ques immenses des chœurs et de l'orchestre, toutes ces voix déferlantes comme les foules peintes sur les parois de la Sixtine, s'abaissant en une prière fraternelle d'une bouleversante humanité.

Interprétation d'un grand lyrisme visionnaire, même si elle plafonne un peu dans certains moments mystiques, comme le *Benedictus*, avec les admirables chœurs préparés par Arthur Oldham, l'Orchestre de Paris, souvent d'une divine harmonie, et quatre beaux solistes, les voix très pures et intenses de Nadine Denize et David Rendall, encadrées par le timbre extatique de Margaret Price et la basse frémissante de Matti Salminen.

J. L.

## A LA COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

## L'amour des découvertes

Les Musiciens amoureux, nous dit-on, n'aimaient plus le concert car ils avaient trop la musique... Ils ont donc tenté de trouver une autre façon de jouer et d'écouter, sous le signe du plaisir curieux : la saison dernière, dans le cadre insolite du Musée Grévin, cette année à la Comédie des Champs-Élysées, où il leur est plus difficile d'échapper à ce qu'ils voulaient fuir. Soirées à thème : Wien, Les plaisirs et les jours, Franck et ses disciples : récitals de chant : Rita Gorr, Isabel Garciasanz, Rachel Yakar, dédiées : Aimez-vous Brahms ? (le 13 janvier), Poulenc « moins et voyou », Berlioz inouï... Le spectre du vieux monstre n'en est pas moins présent, tapi dans l'ombre lorsqu'on fait le noir sur scène et dans la salle entre les œuvres, et que les briquets s'allument pour déchiffrer à la sauvette la suite du programme : un concert reste un concert.

Peu importe d'ailleurs car il y a un concert et concert : ce qui fait l'originalité de ceux-ci réside dans le choix des œuvres, non pas dicté, comme ailleurs, par le désir des in-

terprètes de montrer ce qu'ils peuvent faire de telle page bien connue — selon le principe des récitals de piano, adoptés par tous les virtuoses, y compris ceux de la baguette — mais par l'intérêt intrinsèque des partitions qu'on n'entend pas tous les jours. En contrepartie, le travail de répétition pour exécuter comme elles doivent l'être (et une seule fois) certaines pages hors répertoire peut sembler exorbitant, mais le pianiste David Abramowitz, responsable de la programmation, n'a s'en-tourer d'une pléiade de jeunes artistes encore enthousiastes et disposés à tenter l'aventure, en sorte que ce luxe paraît très naturel : naturel de découvrir, le 16 décembre, une suite de Milhaud ou de Bloch, le trio Vitsek de Copland, des pièces de Max Bruch à côté de son célèbre *Kol Nidre*, des mélodies hébraïques de Ravel, et d'un mouvement de quatuor de Mahler.

G.C.

\* Les Musiciens amoureux. Renseignements : tél. 47-20-42-12.

## « LE VOYAGE DANS LA LUNE » A GENÈVE

## Féerie pour Savary

Chaque Noël, Hugues Gall, qui dirige le Grand Théâtre de Genève, offre à son public une opérette à grand spectacle. Après *la Veuve joyeuse* par Savary, le *Barbe-Bleue* d'Offenbach par Daniel Schmid, c'est encore Offenbach et à nouveau Savary qui font chanter la fête, avec *le Voyage dans la Lune*, féerie inspirée de Jules Verne, créée en 1875, redécouverte par Savary, qui l'a montée à Berlin-Est une première fois en 1979.

La musique est entraînante, les airs charmants. Mais les dialogues plectinent lourdement sur une histoire simpliste : il s'agit d'un roi fatigué du pouvoir, qui désire abdiquer en faveur de son fils, lequel refuse. Grand voyageur, il veut aller sur la Lune. La famille s'embarque dans une fusée. Là-haut, les Terriens rencontrent un peuple de technocrates qui ignorent l'amour, mais ne tardent pas à l'apprendre. Dans la version originale, des baisers échangés sous le clair de Terre mettent le point final. Comme il trouvait ça banal, Savary a ajouté un retour au pays, très exactement dans le monde du théâtre et du french-canon (à ce propos : où existe-t-il des danseuses qui en possèdent à la fois la technique et l'agressivité sexy ?). En revanche, les scènes parées sont réduites, c'était nécessaire.

Savary joue à fond la féerie, dans un esprit à la Méliès, son dieu, dans une imagerie de dinguerie, de mauvais goût sublimé, grouillante de fillettes bouclées en crinolines, de garçonnets à col marin, de coquines en tutu, de savants noirs, de rois roses, de statues blanches qui font la pose en casse-croissant, fil de rouge à l'appui, de petits hommes verts, de figures grotesques ou romantiques.

Les costumes de Michel Dussarat, les décors de Michel Lebois sont éblouissants : tout, d'ailleurs, est affaire de décor, et de rythme. La machinerie du théâtre est utilisée à plein, dans un mouvement incessant que n'interrompt pas les perfor-

mances des chanteurs. Joseph Evans, le prince voyageur, malgré son aisance, sa voix, son physique blond de jeune premier de feuilleton, n'entre pas bien dans le style. Les autres y parviennent mieux : Marie Mac Laughlin, Michel Trempo, Christian Asse, Monique Bensch, tous, et surtout Michel Dussarat, merveilleux lutin de Lune.

« Je veux amuser le poulaitier autant que les fauconniers d'orchestre », aime déclarer Savary, à qui un peu de démagogie ne fait pas peur. Mais c'est vrai qu'il y réussit, que sa maîtrise du spectaculaire est effrayante. Et surtout, ce qui le distingue, ce qui fait son succès et nous touche, c'est la candeur sincère de sa jubilation, sa tendresse pour le théâtre, sa poésie naturelle.

COLETTE GODARD.

\* Grand Théâtre de Genève, jusqu'au 31 décembre à 20 h (soirées populaires les 26 décembre et 2 janvier).

**THEATRE DE LA VILLE**

20 h 45  
pour la première fois à Paris  
27-28 décembre  
2 représentations  
exceptionnelles

**DANSES CHHAU DE PURULIA**

dans le cadre  
de l'Année de l'Inde

LOC. 2, PLACE DU CHATELET  
42 74 22 77

## Réduction du temps d'émission à Radio-France Seine-et-Marne

Radio-France Seine-et-Marne (Melun) réduite à trois heures d'antenne par jour : la décision vient d'être prise par le PDG et le conseil d'administration de Radio-France. Elle avait été — sous le nom de Melun FM — l'une des trois premières radios locales expérimentales créées par Radio-France en 1980.

Elle ne conservera de façon autonome, d'ici quelques semaines, que la tranche entre 6 heures et 9 heures du matin. Le reste de la journée, la station devrait diffuser un programme musical avec des possibilités d'intervention des journalistes et animateurs. L'équipe, qui comptait quarante-trois personnes, sera réduite, mais le directeur, M. Philippe Duvoux, a précisé qu'il n'y aura pas de licenciements. Les studios pourraient servir de centre de formation des journalistes et animateurs des stations décentralisées de Radio-France.

Cette réduction d'activité est la conséquence des résultats de la station. L'antenne rouge des « décentralisées », la radio seine-et-marneaise lutte depuis cinq ans pour s'imposer, dans des conditions peu favorables : son spectateur n'a « droit » que la moitié du département, alors qu'elle se trouve en concurrence avec les grandes radios privées de la région Île-de-France. Le syndicat CFDT de la chaîne publique estime que « l'outil de travail de Radio-France est atteint » et déclare, dans un communiqué publié le vendredi 20 décembre, qu'elle a présenté devant le Comité central d'entreprise de Radio-France, un contre-projet qui permettrait, « si des négociations s'engageaient », de maintenir sept heures d'antenne sur la ville de Melun et les villes nouvelles proches. D'autre part, ce syndicat indique que le CEE a rejeté, après neuf heures de débats, le budget 1986 présenté par la présidence de la société.

## Le capital de la cinquième chaîne

Le conseil d'administration du groupe Chargeurs SA, qui préside M. Jérôme Seydoux, a décidé de prendre 52 % du capital de la Société d'études et de participation dans la communication (SEPC). Cette société dépendra par la suite 60 % de la société France 5, en cours de constitution, qui exploitera la cinquième chaîne de télévision, selon les termes de la concession de service public accordée par le gouvernement. Parmi les autres actionnaires de la SEPC devrait figurer

M. Christophe Riboud, PDG de l'IFOP. Les 40 % restant du capital de France 5 iront à une société italienne, filiale de la FININVEST, le groupe de M. Silvio Berlusconi.

Le capital de France 5, précise un communiqué de Chargeurs SA, devrait être porté à 500 millions de francs. Celui de la SEPC (qui sera présidée par M. Jérôme Seydoux) devrait atteindre 300 millions de francs.

سكرا من الامم







## RADIO-TÉLÉVISION

A VOIR

## Rhett Butler n'est pas mort

Il était grand, il avait des épaules de bûcheron, un sourire à fossettes, des cheveux bruns gominés, une moustache de danseur mondain. Il n'était pas vraiment séduisant comme d'autres stars hollywoodiennes, au début des années 30. Mais, peu à peu, sa virilité de coq de village devint un vrai charme, une force rassurante. Les spectateurs raffolaient de lui. Les hommes l'enviaient.

Clark Gable, qui doutait de son talent d'acteur, qui était mort de trac pendant les tournages, tourne pendant trente ans, pas loin d'une centaine de films, fut une de ces grandes figures masculines américaines de l'époque, à la fois de travail, de présence physique, d'intelligence. Sous contrat à la MGM, il eut pour partenaires les stars de la firme du lion : Greta Garbo, Joan Crawford, Jean Harlow, etc.

C'est un film Columbia, pourtant, une comédie, New-York Miami, qui lui valut un succès en 1934. Le cycle de FR3 nous le rend, des temps-ci, sous diverses faces : gangster dans Manhattan mélodrame, officier de marine dix-huitième siècle dans le Boudoir du Bonheur, patron de boîte de nuit, l'homme du tremblement de terre dans San Francisco (où il est vaincu par la vertu de Jeanette MacDonald), bagnard évadé de la Guyenne dans le Cargo maudit, étrange film d'aventures mystique (fin du cycle le 5 janvier).

Le dimanche 23, en plein milieu des fêtes, on le verra deux fois, pour faire bonne mesure. Chasseur de fauves dans Mogambo (sur TF1), il avait repris, à cinquante-deux ans, un rôle tenu déjà, en 1932, dans la Belle de Saigon. Ce même soir, FR3 donne Autant en emporte le vent et,

là, dispo! Clark Gable incarne Rhett Butler, le personnage du roman de Margaret Mitchell qu'il a rendu — et qui l'a rendu — en quelque sorte immortel. Cela ne lui plaît pas, pourtant. Il avait rêvé, il était mal à l'aise, il avait espéré que George Cukor — qui s'intéressait plus à Vivien Leigh et Olivia de Havilland qu'à lui — soit remplacé par Victor Fleming.

Le 15 décembre 1939, le soir de la première triomphale d'Autant en emporte le vent à Atlanta, la main dans la main de la belle Carol Lombard, qu'il avait épousée quelques mois plus tôt, Clark Gable put s'apercevoir qu'il était devenu un mythe. Aujourd'hui encore, lorsque Rhett paraît sur l'écran, les bêtises dans des cours de séminaire s'accroissent.

JACQUES SICIER.

## Samedi 21 décembre

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

**LES LONG-DRINKS ÉTONNANTS**

Pour connaître les recettes des cocktails à préparer avec Campari, écrivez à : CAMPARI FRANCE S.A. B.P. 415 92044 Nanterre Cedex

**CAMPARI**

20 h 40 **Série** : Les Colonnas du ciel. D'après l'œuvre de Bernard Clavel, dialogue J. Pratte. Avec J.-M. Richier, J. Philippe, G. Axel.

22 h 15 **Droit de réponse** : Les pieds dans la plat. Émission de Michel Potac.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20 h 35 **Variétés** : Dorian, c'est dimanche. Émission de G. Lourn, animé par les Charlots et Doriane Nobuch.

Autour de Mireille Mathieu : le groupe Aha, François Valéry, Renaud.

21 h 55 **Les histoires d'Ono Wilby** : Ivanhoé.

22 h 25 **Magazine** : Les enfants du rock.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR3

**ACTION**

LE MAGAZINE DU BIEN VIVRE PROPOSÉ PAR LA MUTUALITÉ FRANÇAISE

AUJOURD'HUI SUR FR3 À 13H00

20 h 4 **Disney Channel**.

Cocktail de dessins animés et de programmes de Disney Channel.

La grande soirée familiale : les aventures de Winnie l'ourson, Mickey, Zorro, Donald et, trésors de la soirée, les DTV, les vidéo-clips, montages inédits de dessins animés sur les plus grands « rubis » des vingt dernières années.

21 h 50 **Journal**.

Cette émission est diffusée avec **DES SOUS-TITRES ANTIOPE**

Renseignements : Antiope, B.P. 40 - 92122 Montrouge (revendeurs TV Antiope conseillés).

22 h 15 **Fouilleton** : Dynastie.

23 h 5 **Musichub**.

**FR3 PARIS-ÎLE-DE-FRANCE**

17 h 30 **Paris-Midi** : 18 h 55, La panthère rose ; 19 h 5, Aloué PIC ; 19 h 15, Informations ; 19 h 55, Ville nouvelle, nouvelle vie ; 19 h 55, Les recettes de Gil et Julia.

**CANAL PLUS**

20 h 30 **Football** : Toulon-Toulouse (championnat de France, en direct) ; 22 h 30, **Série** : Mike Hammer ; 23 h 20, Championnat du monde des mil-lions (en direct de Caspary) ; 0 h 35, **Scènes**, film de D. Kronsberg ; 2 h 20, le Grand bal de la mer, film de H. Toubi ; 4 h, les Aventures de Pussini Mann, film de H. Paris ; 5 h 10, L'après-midi de Pussini Mann, film de A. Mc Laglen.

**FRANCE-CULTURE**

20 h **Le Centre Pompidou** et la province : concert-débat, avec Mahon, P. Boulez, Adami, C. Pécqueur, piano, C. Fauré, compositeur, chœur (œuvres de Debussy et Berg) ; à 21 h, la face cachée du Centre Pompidou ; à 22 h, atelier Brancusi.

22 h 10 **Démarches avec** : Hélène Larroche (Objet industriel en question).

22 h 30 **Une visite à l'exposition** de 1889 du dossier Knusseau. Avec C. Nient, Y. Cliché, M. Epla, M. Régisier.

23 h 5 **Blas de la journée**.

0 h 5 **Clair de nuit**.

**FRANCE-MUSIQUE**

20 h 30 **Concert** (donné les 13 et 14 novembre à la salle Pleyel) : Musique funèbre, de Lutoslawski ; Concerto pour violon et orchestre n° 4, de Schmitt ; Symphonie n° 1 en ut mineur, de Brahms, par l'Orchestre de Paris, dir. C. von Dohnanyi, sol. G. Kravtsov au violon et en concertino de programme Quintette en ut majeur, de Schubert, par le Quatuor Alban Berg et Heinrich Schiff, violoncelle.

23 h **Les soirées de France-Musique** : le Zodiaque bien tempéré ; à 1 h, Bing Crosby et les Crooners.

Les programmes des trois chaînes de France-Culture et de France-Musique avant 20 h 30 se trouvent dans notre supplément (Le Monde du 21 décembre).

## Dimanche 22 décembre

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

**SOUS-TITRAGE ANTIOPE**

Lire ce que d'autres entendent à la télévision.

20 h 35 **Cinéma** : les Fourberies de Scapin. Film français de R. Coggio (1980), avec R. Coggio, M. Galabru, J.-P. Darras, M. Rich, F. Cottazou.

22 h 25 **Sport dimanche soir**.

23 h 25 **Journal**.

0 h 40 **C'est à lire**.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20 h 35 **Le grand échiquier** : Luciano Pavarotti. De J. Chancel.

Trois heures avec l'un des maîtres sacrés de l'Opéra.

23 h 40 **Journal**.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR3

20 h 35 **Macadam**.

Show Pascal Daniel, avec X. Bonafant, J.-P. Darras, C. Lahaye, N. Dren.

21 h 30 **Espace francophone**.

Magazine d'expression française de D. Gellet.

22 h 5 **Journal**.

23 h 30 **Cinéma de minuit** (cycle hommage à Clark Gable) : San Francisco.

Film américain de W.-S. Van Dyke (1936), avec C. Gable, J. MacDonald (v.a. sous-titré N.).

0 h 25 **Prélude à la nuit**.

## CANAL PLUS

21 h, les Charlots de feu, film de H. Hudson ; 23 h 10, Opéra : La Serva Padrona ; 0 h, l'Ami de la famille, film de J. Fontana ; 1 h 25, les Fesses, film de J.-L. Daniel.

## FRANCE-CULTURE

20 h 30 **Le son de choses** : portrait de Pierre Henry.

20 h 30 **Atelier de création radiophonique** : voyages jusqu'au bord de la glace de Nils Peter Larsen, par K. Mortley.

22 h 30 **Musique** : Pierre Henry et la musique des éléments.

0 h 5 **Clair de nuit**.

**FRANCE-MUSIQUE**

20 h 4 **Concert** (donné le 23 novembre au Théâtre des Champs-Élysées) : Suite pour violoncelle de J.-S. Bach ; Sonate pour orgue et piano, de Schubert ; Der Doppelgänger, Aufenhalt, Liane, de Schubert/Liszt ; La Légende gothique II, de Liszt ; les Tableaux d'une exposition, de Moussorgski ; Étude opus 25, n° 7, de Chopin/Glazunov ; Étude opus 8, n° 11, de Scriabine/Platigorski ; Vocalise, de Rachmaninov/Brandt ; Sonate pour violoncelle et piano en ut majeur, de Prokofiev, par B. Engerer au piano et M. Malicki, violoncelle.

23 h **Les soirées de France-Musique** : le Zodiaque bien tempéré ; à 1 h, Bing Crosby et les Crooners.

Les programmes des trois chaînes de France-Culture et de France-Musique avant 20 h 30 se trouvent dans notre supplément (Le Monde du 21 décembre).

## TRIBUNES ET DÉBATS

## DIMANCHE 22 DÉCEMBRE

— M<sup>me</sup> Simone Vell, députée européenne, répond aux questions des journalistes, au cours de l'émission « Forum » de RMC, à 12 h 30.

— M. François Doubin, président du Mouvement des radicaux de gauche, est l'invité du « Grand Jury RTL-Le Monde », sur RTL, à 18 h 15.

— Mgr Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris, est le grand témoin de l'émission « Sept sur sept », de TF1, à 19 heures.

— M. André Laignel, député PS de l'Indre, participe au « Club de la presse », d'Europe 1, à 19 heures (retransmis en clair sur Canal Plus à 19 h 45).

## LES SOIRÉES DU LUNDI

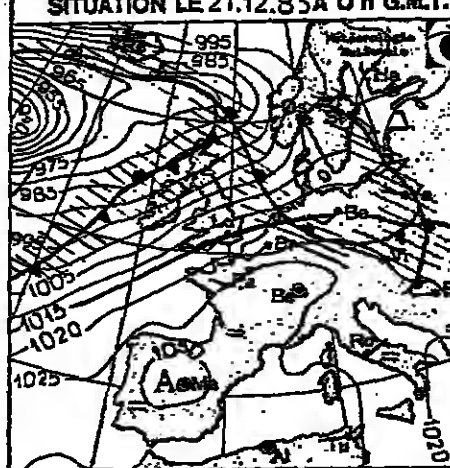
TF1 20 h 35, **Cinéma** : Heidi, de L. Camencini ; 22 h 10, Minnie-Rouge, de C. Fleuter ; 23 h 25, Boîte à jazz.

A2 20 h 35, **Série** : Hello Einstein ; 22 h 25, Michel Audiard, quarante ans de cinéma.

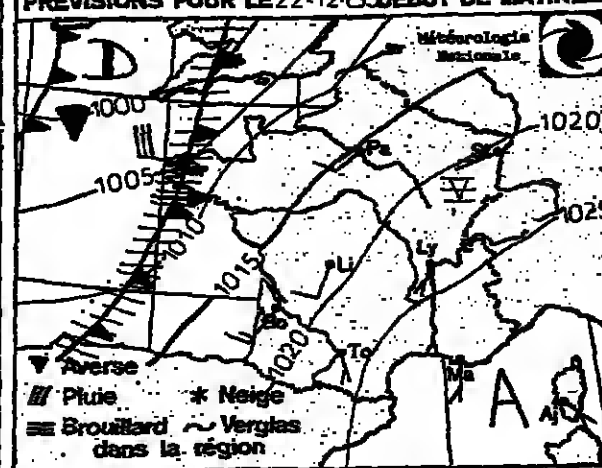
FR3 20 h 35, **Cinéma** : le Champion, de F. Zeffirelli ; 23 h, Théâtre : Sarah et le cri de la langouste.

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 21.12.85 À 0 h GMT.



PRÉVISIONS POUR LE 22.12.85 DÉBUT DE MATINÉE



Évolution probable du temps en France entre le samedi 21 décembre à 6 heures et le dimanche 22 décembre à minuit.

Une perturbation d'activité modérée sinuée actuellement sur le proche Atlantique balayera l'ensemble du pays dans la journée et la nuit de dimanche. Elle s'accompagnera de précipitations jusque dans le sud du pays. A l'arrière, équilibre d'un temps variable peu instable, accepté sur le quart sud-ouest où alternent averse et éclaircies.

Dimanche matin, les brouillards givrants se persisteront plus que dans le Centre-Est et le Nord-Est. Le ciel restera clair puis de la Méditerranée, tandis que les nuages recouvrent le reste du pays. Ils seront plus abondants des pays de Loire à la Normandie au passage d'une bande pluvieuse d'intensité modérée.

Un vent assez fort à fort de secteur sud-ouest, puis ouest, soufflera sur le quart nord-ouest de la nuit. Il restera modéré sur les autres régions.

Au cours de la journée, la bande pluvieuse progressera vers l'est, atteignant en soirée les Pyrénées occidentales, le Massif Central et les Ardennes. Les chutes de neige se produiront à partir de 1 800 mètres sur les Pyrénées, 1 500 mètres sur le Massif Central.

A l'arrière, le temps sera généralement nuageux avec quelques éclaircies. Les averse se limiteront sur la Bretagne, le Cotentin et la Normandie.

Les températures marqueront une légère baisse, avec des minima de 5 degrés dans le Nord, 10 degrés dans le Nord-Est, -1 degré dans le Nord-Ouest, -3 degrés dans le Centre-Est, localement -6 à -8 degrés dans le Massif Central, 1 à 3 degrés dans le Sud-Ouest, 5 degrés en Méditerranée. Les maxima évolueront entre 10 et 13 degrés sur la majeure partie du pays, 15 à 16 degrés en Méditerranée, localement 7 à 8 degrés dans le Centre-Est.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 19 décembre, le second le

minimum de la nuit du 19 au 20 décembre) : Ajaccio, 15 et 3 degrés ; Biarritz, 9 et -1 ; Bordeaux, 5 et -2 ; Brétail, 11 et 8 ; Brest, 11 et 10 ; Caen, 18 et 2 ; Cherbourg, 9 et 6 ; Clermont-Ferrand, 9 et -6 ; Dijon, 6 et -2 ; Dinard, 10 et 5 ; Embrun, 9 et -1 ; Grenoble-St-M-H., 0 et -5 ; Grenoble-St-Croix, 0 et -5 ; La Rochelle, 3 et 1 ; Lille, 10 et 3 ; Limoges, 8 et -1 ; Lorient, 10 et 9 ; Lyon, 2 et -2 ; Marseille-Mariagnan, 13 et -3 ; Nancy, 7 et 0 ; Nantes, 6 et 1 ; Nice-Aéroport, 18 et 6 ; Paris-Montsouris, 8 et 2 ; Paris-Orly, 7 et 1 ; Pau, 10 et -2 ; Perpignan, 19 et -2 ; Rennes, 9 et 3 ; Rouen, 8 et 2 ; Saint-Etienne, 8 et -7 ; Strasbourg, 8 et -1 ; Toulouse, 2 et -3 ; Tours, 3 et -1.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 17 et 6 ; Genève, 6 et -5 ; Lisbonne, 14 et 6 ; Londres, 12 et 10 ; Madrid, 3 et -1 ; Rome, 16 et 3 ; Stockholm, -7 et -13.

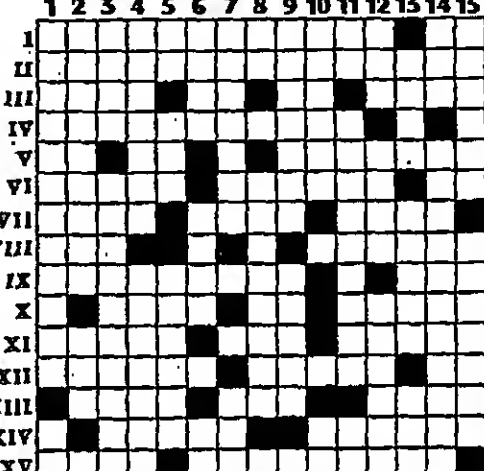
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## MOTS CROISÉS

## PROBLÈME N° 4123

## HORIZONTALEMENT

I. Il peut y avoir du beau monde parmi ses relations. Met un pied devant l'autre. — II. On l'habitude de tirer les rois. — III. Avait le feu au derrière. Revient à date fixe. Lettres de garantie. Passent sur les ondes. — IV. La preuve incontestable qu'on « digère » très bien l'huile. — V. N'est plus dans les affaires. Pronom. Sont bien incapables d'éclaircir autant que la lumière. — VI. Danche froide. Permet une récolte de fruits. Réfléchi. — VII. Eau courante. Fait le grand écart. Spécialiste de l'éclatage. — VIII. A un cœur de pierre. Sort parfois de la bouche. — IX. Mit au parfum. « Crif » qui vient du chœur. — X. Réserve d'eau chaude. Peut donc être défilé. N'est pas beau à voir. — XI. Ne casse pas que les pieds et les oreilles. On ne peut faire autrement que de fermer les yeux sur lui. On peut finir par détester sérieusement lorsqu'on se risque à la fouetter. — XII. Le noir lui va très bien. A peut-être de bons motifs pour qu'on s'attache à elle. Adverbe. — XIII. Est souvent à la rue. Souvent, il ne souhaite pas en avoir davantage. Pris en main. — XIV. A bénéficié de nombreuses promotions. C'est grâce à elle, entre



autres, qu'on a souvent les « pinches » bien remplies. — XV. Point d'eau. Là, il y a arguille sous roche.

## VERTICALEMENT

1. Spécialiste des contes et des tranchoirs. Souvent cité en premier. — 2. Un qui a du mal à avaler. Sont profitaires. — 3. On peut dire qu'il est un peu bête. Ne ressemblent ni à une gourde, ni à une cruche. — 4. Où l'on peut nous en faire voir de toutes les couleurs. N'hésitez pas à

faire une réflexion. — 5. Permet à certains d'avoir le beau rôle. Désaltère les clients d'un pub. Se termine en queue de poisson. — 6. Quelqu'un qui ne manque certes pas de dignité. Cela fait plaisir à voir. Visible sur un titre. — 7. N'a rien à cultiver. Preuve d'une certaine sensibilité. — 8. Se suivent en tournant. Une absence à signaler. — 9. Repoi toujours à bras ouverts. Pas comme ça. — 10. Nous aide à voir les choses en face. Note. — 11. Pronom. Le début du printemps. Ne changent pas du jour au lendemain. — 12. Endroit où l'on ne prend jamais de bûches. La précision y est de rigueur. Morceaux de trompette. — 13. Victimes d'un certain manque de reconnaissance. A la tête bien remplie. Occasionne un changement d'habitudes. — 14. Peut faire son apparition quand on se fend la pêche. Fini partie des choses dont on se passerait volontiers. — 15. Pas en position dominante. Une colle qui n'a qu'un effet provisoire.

## Solution du problème n° 4122

## Horizontalement

I. Poubelle. — II. Oisive. Ta. — III. Usure. Cor. — IV. R.E.R. Naine. — V. Petit. — VI. Etalage. — VII. Naitures. — VIII. Ré. Ah ! — IX. Amuseur. — X. Garc. Ruse. — XI. Et. Lu. Tir.

## Verticalement

1. Pourcentage. — 2. Oise. TO. Mat. — 3. Usurpateur. — 4. Bir. Ela. Sel. — 5. Eventaire. — 6. Le. Aigreur. — 7. Cite. Rut. — 8. Eton. SA. Si. — 9. Arête. Hier.

GUY BROUTY.

## ENFANTS MANNEQUINS

## Force ouvrière réclame un statut

Le gastronome en culotte courte vanté par les affiches publicitaires est à la recherche d'un statut. Il existe en effet actuellement plus de mille enfants de zéro à seize ans, mannequins professionnels et néanmoins négligés par le code du travail. Inscrits dans les fichiers des dix agences recensées aujourd'hui, ils sont payés environ 150 F l'heure.

Le syndicat FO dénonce les « aberrations » réglementaires dont ces enfants sont victimes. Les agences qui les recrutent n'ont pas de statut officiel, elles cotisent pour leur non pour le chômage, mais aussi pour la retraite, le veuvage, et les enfants cotisent également comme tout salarié.

D'autre part, la réglementation concernant les mannequins professionnels ne fixe pas d'âge pour l'emploi des enfants et on a vu des gamines de six ans poser huit heures par jour. Alors que le code du travail réglemente l'emploi des enfants dans les professions du spectacle, il n'a pas élaboré de charte des enfants mannequins. Enfin, ces derniers ne bénéficient pas d'un « droit à l'image » et ne touchent pas de royalties si leur frimousse s'étale sur tous les murs.

« Il existe un vide juridique », reconnaît-on au ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle. Un texte est en cours de préparation, d'autant plus nécessaire que la profession a de l'avenir : le nombre d'agences spécialisées dans l'emploi des enfants est passé de quatre à dix au cours des années passées.

M.-Ch.R.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 21 décembre :

UNE LOI

— N° 85-1352 du 20 décembre 1985 relative à la dotation globale d'équipement.

UN DÉCRET

— N° 85-1353 du 17 décembre 1985 relatif au code de la sécurité sociale (partie législative et parties décrets en Conseil d'Etat).

UNE CIRCULAIRE

— Du 29 novembre 1985 relative à la sensibilisation des personnels de maternité à l'accueil des enfants nés avec un handicap et de leur famille.

## PARIS EN VISITES

## LUNDI 23 DÉCEMBRE

« Cinquante rois et princes de France dans la basilique de Saint-Denis », 14 h 30, entrée.

« La seule forêt du quinzième siècle à Belleville », 14 h 30, métro Belleville (M. Banassat).

« Le château de Neuilly », 14 h, terre-plein face au Concorde La Fayette (C.A. Messier).

« La Glinne de Vietn Hug », 15 h 45, hall d'exposition du Grand Palais devant le bureau d'information. (M. Raguenau).

« L'Opéra », 13 h 30, entrée Opéra (M.-C. Lattier).

« Les appartements royaux du Louvre », 15 heures, 36, quai du Louvre.

« La Sainte-Chapelle et ses vitraux », 14 h 30, devant les grilles du Palais (Arcus).

« Hôtels et Cours de l'Île Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie).

« Le Marais, la place des Vosges », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du Passé).

« Les Filles », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville (G. Bouteau).



سكنا من الاما

## Le Monde REGIONS

### ALSACE

#### L'Europe à trois

A Fribourg-en-Brisgau, à une heure de voiture de Strasbourg, était organisé, la semaine dernière, un symposium intéressant à un double titre. Par son objet : comment organiser et améliorer les échanges entre les chercheurs universitaires et les industriels travaillant dans la technologie ? Par ses participants : des hommes politiques, des universitaires, des chercheurs français, allemands et suisses.

La coopération transfrontalière est le souhait et devrait être la règle de tous dans cette région où, si l'on rassemble les capacités de formation et de recherche des trois pays, pourrait être obtenu ce que René Ulrich, secrétaire général de la chambre de commerce de Strasbourg, appelle le « bassin d'innovation du Rhin supérieur », le « triangle d'or » de l'Europe technologique.

Cette première réunion s, en tout cas, donné lieu à des déclarations pleines de conviction et parfois de ferveur de Marcel Rudloff, président du conseil régional d'Alsace, de Lothar Späth, chef du gouvernement de Bade-Wurtemberg, de Kurt Jenny, membre du conseil municipal du canton de Bade-Ville, de Rolf Böhm, le maire très francophile de Fribourg.

Tous ont souligné que la condition préalable à tout renforcement des liens entre les trois régions est une amélioration des moyens de communication. Pour le reste, un groupe de travail composé des représentants des diverses collectivités locales intéressées a été constitué. On aura un premier aperçu de ses résultats au cours du prochain symposium à trois qui sera réuni, l'année prochaine, à Strasbourg.

### Auvergne

#### La poste aide les entreprises

La direction régionale auvergnate des postes propose un contrat original aux jeunes entreprises, où son intitulé : PAJE (Poste Auvergne - Jeune Entreprise). Cette « première » française doit être reprise dans les prochains mois par d'autres régions.

La poste offre aux jeunes créateurs la gratuité d'acheminement et de distribution de leur courrier de « publipostage » pour un montant équivalent aux dépenses d'affranchissement engagées par l'entreprise durant les deux premières années de son existence. Cette aide peut s'élever jusqu'à 165 000 F et s'agit d'un pli de prospection commerciale de moins de 20 grammes, ce qui représente l'accès à 155 000 destinataires.

Le principe de l'opération a été négocié avec le groupement local de créateurs d'entreprises à Clermont-Ferrand. En échange, les bénéficiaires du contrat s'engagent à faire transiter leur courrier national et international par la poste et à associer cette dernière à leurs manifestations commerciales.

● Clermont-Ferrand. — La sécheresse qui a sévi cet été en Auvergne présente maintenant des conséquences inattendues dans la région de Clermont-Ferrand, où des maisons d'habitation sont craque-

UNE centrale nucléaire sera-t-elle un jour construite en Bretagne ? Le vieux serpent de mer a brusquement fait surface. Il y a quelques jours, on a appris que François Jagodin, maire de Saint-Jean-du-Doigt, commune de six cent cinquante habitants près de Morlaix, s'était rendu, en compagnie de deux adjoints, à la centrale de Paluel, dans le Pas-de-Calais, sans que son conseil municipal en fût prévenu. Cette visite signifie-t-elle qu'il y a anguille sous roche ? « Ce n'est pas parce que l'on a demandé à s'informer que la décision est prise », répond le maire.

La candidature de Saint-Jean-du-Doigt pour la construction d'une centrale nucléaire n'est pas officielle, souligne-t-on à EDF. Elle l'est d'autant moins que François Jagodin se déclare « ni pour ni contre », et qu'il n'accepterait pas qu'on saccage une petite commune rurale ». C'est pourquoi il souhaite recueillir le témoignage de maires ruraux, confrontés à la construction d'une centrale chez eux.

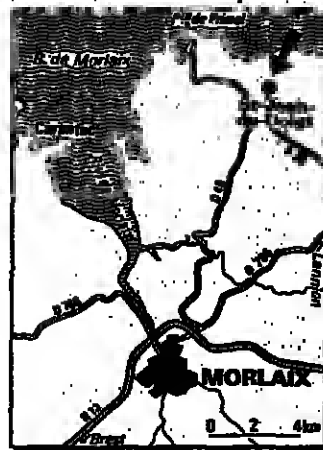
Mais l'éventualité de l'arrivée du nucléaire dans la région a fait surgir le syndrome de Plogoff. « Nucléaire ! Non merci. Pas de CRS à Saint-Jean-du-Doigt », lit-on sur des pancartes. Des attentistes n'ont pas tardé à se mobiliser, et le 17 décembre, le conseil municipal, qui devait se réunir à huis clos, a été envahi. Malgré la cohue, les élus ont décidé, par neuf voix contre six, de poursuivre les démarches pour information.

C'est la lettre adressée par le président de la République à Raymond Mercallin, président du conseil régional, en avril 1984, qui a permis de rouvrir le dossier. Les élus de l'opposition n'ont jamais abandonné l'idée de faire construire une centrale en Bretagne, et particulièrement dans la Finistère où le conseil municipal a

### Une centrale nucléaire en Bretagne ?

pris une délibération en janvier 1985 pour l'ouverture d'un chantier à Beg-er-Fry-en-Guinec, site préalablement retenu au moment du choix de Plogoff, en 1976.

« Je suis convaincu, comme vous, écrit François Mitterrand, que la réalisation d'une centrale électrique importante en Bretagne présenterait des avantages, à la fois pour la bonne répartition des moyens de production sur le territoire national et comme facteur d'animation de l'économie régionale. » Le président de la République émettait toutefois, en conclusion, une réserve : « J'insiste tout particulièrement pour que les études soient conduites avec le plus grand soin, en plein accord avec les élus et la population, de manière à ne pas aboutir aux situa-



Les pouvoirs publics ne veulent plus tomber dans les mêmes erreurs. En imposant le site de Plogoff, EDF avait déclenché un mouvement de révolte. Les germes étaient venus en pleine nuit, le 31 janvier 1976, installer les maires ennemis dans une commune qui ne voulait pas du nucléaire, et qui s'était littéralement bécotée.

Résultat : six semaines de guérilla farouche, entre opposants et forces de l'ordre, jets de pierres contre grandes lacrymogènes tous les jours, pendant la durée de l'enquête publique, et une finale en apothéose : une manifestation de cinquante mille personnes, le 16 mars, à la pointe du Raz.

La leçon a été retenue. Aujourd'hui, les communes sont

invitées à faire elles-mêmes acte de candidature. Le conseil régional conduit les opérations, et les chambres de commerce lui servent de relais.

Ainsi, la chambre de commerce de Brest a-t-elle fait parvenir à tous les maires des communes de son arrondissement un dossier confidentiel sur « les incidences économiques et sociales de l'implantation d'une centrale nucléaire ». Elle souhaite d'ailleurs que la centrale se fasse dans une circonscription. Mais la décision appartient désormais à la population.

Dans ce nouveau contexte, EDF est prête à étudier toutes les propositions de site à l'ouest d'une ligne Saint-Brieuc-Lorient. Mais il faut que certaines conditions soient réunies : un sol ne présentant pas de failles, un endroit relativement isolé de manière à ne pas avoir à déplacer beaucoup de population en cas d'incident, de bonnes conditions de refroidissement. A cet égard, Plogoff est un site idéal, mais il est aujourd'hui définitivement abandonné par décret.

De toute façon, si une centrale se construit en Bretagne, elle ne sera pas raccordée au réseau avant les années 2000 à 2005. Deux ans pour l'instruction du dossier et dix ans pour la construction sont nécessaires avant d'opérer les manœuvres de couplage.

On prévoit, dans une première étape, une mise en service de deux tranches de 1 400 mégawatts, ce qui correspondra, selon EDF, aux besoins de la Bretagne à cette époque, soit 3 000 mégawatts. Le site couvrira de 200 à 300 hectares. Il sera possible d'y construire deux nouvelles tranches.

EDF ne désespère pas que Saint-Jean-du-Doigt lui dise oui.

GABRIEL SIMON.

(BCR) dans le cadre d'aménagements hydro-agricoles confiés à une entreprise montpelliérine Bec Finares, et financée par le conseil général de l'Hérault.

L'ouvrage est constitué d'une digue de 70 mètres de long et d'une hauteur maximum de 7 mètres pour un volume de 2 000 mètres cubes de béton compacté.

Le matériau (mélange d'aggrégats, de liant et d'eau) est fabriqué sur le site de l'ouvrage, étalé en couches de faible épaisseur (une trentaine de centimètres) et compacté au rouleau lourd vibrant. Des techniques voisines ont été utilisées récemment au Japon et aux Etats-Unis pour des ouvrages importants.

### PAYS DE LA LOIRE

● Nantes. — Le gouvernement vient de donner son feu vert à la procédure de déclaration d'utilité publique concernant la future centrale nucléaire envisagée sur le site du Carnet, proche de l'embouchure de la Loire, sur la rive sud du fleuve. C'est un chantier qui représente des travaux d'une valeur de 15 milliards de francs pour les deux tranches de 1 400 Mw prévues et l'emploi d'environ 1 700 personnes pendant les deux années de pointe. Si tout va bien, cette centrale pourrait être mise en service dans dix ans.

Pour l'immédiat, cette construction constitue un ballon d'oxygène pour la base Loire, cruellement marquée par des pertes d'emplois industriels dans la navale et la mécanique. La construction d'un pont à Cheviré, en aval de Nantes, dont on attend également la décision, est un élément complémentaire pour l'équipement de cette région.

### PICARDIE

#### Entre voisins

Max Lejeune et Jean Lecanuet (UDF) se sont rencontrés au centre culturel de l'abbaye de Saint-Riquier près d'Abbeville. Le premier est président du conseil général de la Somme, le second de la Seine-Maritime, deux départements limitrophes, qui ont des intérêts communs.

Les deux départements se sont mis d'accord pour insister sur la nécessaire amélioration des communications routières. Ils estiment qu'il est indispensable de favoriser les relations entre les ports de Rouen et du Havre d'une part, et l'ensemble du nord de la France d'autre part, en direction de la Belgique, et de l'Allemagne, ainsi qu'avec le secteur de Boulogne et de Calais. « La perspective d'un lien fixe à travers la Manche », affirme un communiqué commun, « rend désormais urgente la réalisation de ces routes afin d'assurer la liaison vers l'ouest et le sud de la France ».

Cette page a été réalisée par nos correspondants : Edouard Bauret, Roger Becchi, Michel Curie, Christiane Duret, Yves Rochecouart, Robert Tarrag.

### BOURGOGNE

#### A chacun son inauguration

La cohabitation parfois difficile entre l'Etat et les collectivités locales, surtout lorsqu'elle se trouve compliquée d'arrières-pensées politiques, vient de connaître un nouvel épisode cocasse dans la Saône-et-Loire avec la double inauguration de la déviation « Bois Clair-Prissé » de la RN 79 à l'ouest de Mâcon.

Il était normalement prévu que ce tronçon long de 9,5 kilomètres du futur axe Centre Europe Atlantique soit, comme toute opération de voirie nationale, inauguré par Pierre Joux, ministre de l'Intérieur, le 14 décembre. Mais les présidents (UDF) du conseil régional et du conseil général, MM. Lucotte et Beaumont, mécontents que M. Pierre Joux, sans le consulter, ait pris l'initiative de fixer la date et les modalités de l'inauguration, alors que leurs collectivités ont participé financièrement à cette réalisation, ont décidé d'organiser leur propre inauguration... le 13 décembre.

### HAUTE-NORMANDIE

● Rouen. — Il manquait au nouveau pont Mathilde inauguré en 1980 des débouchés routiers, singulièrement sur la rive droite. Les 5 kilomètres de voirie urbaine qui viennent d'être ouverts entre Rouen et la ville de banlieue Darnétal comblent ce vide. En même temps a commencé l'enquête publique préalable au démarrage d'un chantier encore plus audacieux : le percement d'un tunnel de 1 500 mètres de long dans une des collines qui entourent Rouen. Vers 1990, l'axe routier qui relie le nord au sud-ouest de la France ne passera plus par le centre de Rouen.

● Le Havre. — André Duroménil (maire communiste) et Mgr Michel Sautreau (évêque) se sont retrouvés dans les jardins du prieuré de Gravelle, au Havre, pour inaugurer la statue rénovée de la Vierge noire chère aux cours des Havrais. Cette statue avait été élevée en 1975 par les Havrais soucieux de manifester leur reconnaissance parce qu'ils n'avaient pas eu à subir la botte prussienne cinq ans auparavant. Elle a été rénovée par les Fondations de Coubertin, à Saint-Rémy-lès-Chevreuses.

### LANGUEDOC-ROUSSILLON

● Montpellier. — Un sondage, organisé par les patrons de Montpellier (Union patronale, Femmes chefs d'entreprise, Centre des jeunes dirigeants, Jeune chambre économique, Dégustants commerciaux de France et Convergences), sur trois cents entreprises des environs montre que le maire, Georges Frêche (PS), est considéré par 58,47 % des patrons comme un chef d'entreprise.

A la question : quelles sont les réalisations qui valent l'appellation de « Montpellier l'entrepreneuse » ? 21,05 % des chefs d'entreprise placent en tête la semaine d'Euro Méditerranée, qui évoque pour eux les entreprises de Bichet, et 16,45 % la venue d'IBM. A noter le mauvais score obtenu par les fêtes organisées à l'occasion du millénaire de la cité (5,82 %).

● Montpellier. — Au pied du pic Saint-Loup, à 25 kilomètres au nord de Montpellier, un barrage a été édifié en moins de dix jours grâce à une technique nouvelle, appelée « béton compacté au rouleau ».

### RÉÉDITION DES ALBUMS DU DUC DE CROY

LE conseil régional Nord-Pas-de-Calais s'est associé depuis quelques années à un vaste et ambitieux projet élaboré par le Crédit communal de Belgique : la publication de l'ensemble des reproductions des 2 500 gouaches constituant les albums du duc Charles de Croy, qui fit peindre, entre 1596 et 1612, les villes et villages des provinces sur lesquelles il exerçait son autorité.

Cette édition, qui commence avec la publication de trois premiers volumes, en comportera vingt-six au total. Elle permettra de découvrir les trésors de cette iconographie aujourd'hui dispersés dans le monde, tout en préservant les albums originaux, qui ne peuvent être consultés qu'exceptionnellement.

Charles de Croy appartient à l'une des grandes familles qui, sous les ducs de Bourgogne et les rois d'Espagne, jouèrent un rôle considérable dans la vie économique et politique des Pays-Bas. Né au château de Beaumont en 1560, il y mourut cinquante-deux ans plus tard, laissant un trésor que l'on peut aujourd'hui redécouvrir.

Ce fastueux prince de la Renaissance entreprit en effet, à partir de 1596, de faire peindre, sur des feuilles de parchemin réunies en albums, les villages dont il était le seigneur, puis toutes les localités des provinces des Pays-Bas méridionaux où il exerçait une fonction dirigeante.

Tout un territoire est ainsi répertorié, depuis les anciennes principautés d'Artois, de Hainaut, de Namur jusqu'au duché

d'Aarschot, en passant par les vallées de l'Escaut, de la Lys et de la Sambre et les châtellenies de Lille, Douai, Orchies...

Le duc avait confié ce travail à un peintre originaire de Valenciennes, Adrien de Montigny. « Il devait parcourir, explique Jean-Marie Duvoisnel, chef du département culturel du Crédit communal de Belgique, toutes les régions que son maître voulait voir figurer dans sa collection, et dresser sur papier un croquis coloré de chaque ville, village, château, abbaye et couvent ».

#### Vingt-six volumes

Il voyageait à la bonne saison, se réservant l'hiver pour reproduire en atelier son modèle sur parchemin, non sans l'enjoliver au gré de sa fantaisie.

Pour donner une allure somptueuse à ces tableaux, il les encadrait d'un décor fait d'ornements architecturaux, de fleurs, de fruits, d'oiseaux ou d'animaux domestiques.

La vie quotidienne à cette époque apparaît à travers ces vues cavalières dans des scènes croquées sur le vif, scènes bucoliques aux tons et couleurs chatoyants. Magnifique trésor.

Mais, au décès du duc de Croy, les albums furent expédiés à Bruxelles pour y être mis en vente publique, le 19 août 1614. Commença alors la dispersion. Aujourd'hui, on a retrouvé la quasi-totalité des gouaches en Belgique, en France, en Tchécoslovaquie, en Allemagne, aux Etats-Unis.

Elles vont être éditées en vingt-six volumes d'une centaine

de planches commentées, par des historiens. L'édition se fera au rythme de quatre volumes par an, l'ordre de parution ne suivant pas le plan de la collection pour des raisons techniques.

Les trois premiers volumes publiés concernent le Brabant, le comté d'Artois et les châtellenies de Lille, Douai et Orchies.

Le Crédit communal de Belgique, éditeur, assure la conception et la réalisation matérielle des volumes. La région Nord-Pas-de-Calais s'associe au projet, notamment en acquérant 1 500 exemplaires de chaque volume. Elle y a consacré pour 1985 la somme de 1 200 000 F. (La distribution en France est assurée par les Editions des Belfrois, 23, rue Vauban, 59140 Dunkerque. Prix : 640 F le volume).

Jean-René LORE.



# Économie

## REPÈRES

### Commerce extérieur : recul des exportations en RFA

Les exportations ouest-allemandes ont, pour la première fois depuis de nombreux mois, diminué en novembre, pour se situer à 44,212 milliards de deutschemarks (un deutschemark vaut environ 3 francs). Toutefois, les importations ont également reculé à 37,130 milliards, l'excédent commercial a atteint 7,022 milliards de deutschemarks (8,65 milliards de francs). En octobre, ce surplus représentait 85,3 milliards de deutschemarks, contre 54 milliards de janvier à novembre 1985. Pour sa part, durant la même période, la balance des paiements courants enregistre un excédent de 32,3 milliards de deutschemarks.

### Croissance : 2,4 % seulement en 1985 aux Etats-Unis

L'économie américaine a enregistré, cette année, son taux de croissance le plus faible depuis 1982, soit 2,4 %, a annoncé le département du commerce. Ce résultat, décevant pour l'administration Reagan, s'accompagne d'une mauvaise nouvelle sur le front des prix. En novembre, les prix de détail ont progressé de 0,6 %, contre 0,3 % en octobre. Cette hausse, égale à celle du mois de janvier, est attribuée à une forte augmentation des prix alimentaires et du carburant. En rythme annuel, la hausse des prix se situe malgré tout dans des limites modestes, soit 3,6 % depuis le début de l'année, après avoir atteint 4 % en 1984.

### Balance courante : forte contraction de l'excédent britannique

L'excédent de la balance des paiements courants britannique a diminué de près de moitié en novembre, pour représenter 259 millions de livres. Cette contraction reflète la dégradation du commerce extérieur : les exportations ont diminué, pour revenir à 8,299 milliards de livres, alors que les importations progressaient à 8,440 milliards. La balance commerciale, qui avait été, exceptionnellement, en équilibre en octobre, est ainsi redevenue déficitaire de 141 millions de livres. Les analystes de la City prévoient une chute de moindre ampleur de la balance commerciale.

## ENTREPRISES

### Volvo rachète les parts de Renault dans Volvo Car Corporation

Le groupe industriel suédois Volvo a racheté la participation (9,4 %) que Renault détenait dans Volvo Car Corporation, sa filiale automobile. Cette participation datait d'un accord de coopération technique et financier conclu en 1979 entre les deux firmes. La transaction actuelle porterait sur une centaine de millions de couronnes suédoises (autant de francs français). Selon Volvo, ce rachat ne remet pas en cause la coopération technique aux Pays-Bas et en France (sur les moteurs de camions en collaboration avec Peugeot) ni la distribution de la R5 en Scandinavie par la firme suédoise.

### Magnétoscope : l'Europe se protège

Les gouvernements membres de la CEE ont décidé, vendredi 20 décembre, de relever (de 8 % à 14 %) à partir de l'année prochaine les droits de douane perçus sur les importations de magnétoscopes. A titre de compensation les Dix réduiront, à la même date, les tarifs (de 17 % à 14 %) appliqués aux semi-conducteurs et accorderont la franchise de douane pour les achats de calculatrices électroniques, les radios portatives, les lecteurs de cassettes et les radiorecepteurs. Les responsables européens ont entamé, en septembre dernier, des négociations avec la Japon, le principal fournisseur du marché communautaire pour ces produits, afin que ce pays accepte les mesures envisagées par les Dix. A ce jour, les pourparlers n'ont pas abouti. Aussi les Etats membres ont-ils été conduits à prendre une décision unilatérale. — (Corresp.)

### Usinor perdra 2 milliards de francs en 1985

Le groupe sidérurgique Usinor devrait enregistrer en 1985 une perte consolidée de 2 milliards de francs (contre 7,6 milliards en 1984) et réduire cette perte à 1 milliard en 1986, a déclaré son PDG, M. Loubert, devant l'assemblée générale des actionnaires réunie, le vendredi 20 décembre. Le chiffre de 1985 ne prend pas en compte les pertes d'Unimetal et d'Ascometal, les deux filiales communes à Sacyr et Usinor (respectivement actionnaires à 51 % et 49 %), qui devraient s'élever à 4,2 milliards (le Monde du 1<sup>er</sup> décembre 1985).

(Publicité)

## CHEFS D'ENTREPRISES NE RATEZ PAS LE DECOLAGE DE VOTRE INFORMATIQUE

Une journée pour tout savoir avant, pendant, après :

Qu'est-ce que la micro-informatique ? Comment marche un ordinateur ? A quoi sert un système d'exploitation ? Que fera un micro-ordinateur dans mon entreprise ? Quels seront les problèmes avec mon personnel ? Et moi, responsable, vais-je être démis "subitement" de mes prérogatives par la "machine" ? Comment choisir l'ordinateur ? Chez qui l'acquies ? Quels seront les problèmes ou dommages ? En fonctionnement normal ? Communications avec un réseau ? Comment me protéger des pannes et m'assurer que je ne me retrouverai pas dans quelques années avec un équipement dépassé ? Comment garantir mon entreprise dans le cas d'une catastrophe survenant à l'ordinateur ? Comment choisir les logiciels ? Qui assurera la formation ? Et quels seront les coûts ? Etc.

Rencontrez des professionnels chaque mardi de 9 h 30 à 17 h. Prix 1100 F.T. Inscrivez-vous dès à présent aux sessions de Janvier et Février 86.

### AIDE INFORMATIQUE

13 rue Séguier 75006 Paris Tél. 43.29.72.02 Poste 20

## LA CAPITALE PARALYSÉE PAR LA GRÈVE DU MÉTRO

### Paris des mille naufrages

La grève surprise des conducteurs de métro et du RER, le 20 décembre, s'est achevée dans la soirée. Le trafic a repris progressivement à partir de 18 heures, après que les grévistes eurent obtenu satisfaction lors de la négociation qui s'était ouverte entre les organisations syndicales et la direction en fin de matinée : pas de retenus sur salaire pour les heures de grève, engagement de la direction

de faire appel du jugement condamnant un conducteur à six mois de prison avec sursis (après un accident qui avait fait un mort sur le RER en novembre 1984). Sans lever l'avertissement infligé à cet agent, la RATP a indiqué qu'elle « se cantonnerait à la décision que prendraient les prud'hommes sur cette question ». Des négociations seront engagées, lundi 23 décembre, sur la sécurité.

Et toute la ville, soudain, se dégringola. Étrangement, ce fut Paris des mille naufrages. Dès l'aube, les groupes de bandiersards s'étaient heurtés aux portes closes des stations du RER et, jusqu'au soir, une interminable manifestation, sans banderoles ni slogans, dévorant les trottoirs, prit d'assaut les gares (belle soit la SNCF non gréviste !) réinventant des itinéraires piétonniers.

De petits groupes pressés de bidasses en permission glissaient

quarts d'heure d'attente, qui s'exclamaient : « Il est inadmissible de voir les agents d'un service public se venger sur nous chaque fois qu'ils ont un problème. Nous, nous n'avons pas cette possibilité ». « C'est ça, le socialisme », a dit-t-on, il s'en faut, il voyage en hélicoptère, entendait-on ça et là, au long des quais, sans que nul ne se soucie d'objecter que le régime était pour peu de chose dans les tracas du jour.

Toute la journée, ce fut Paris des mille naufrages. Dès l'aube, les groupes de bandiersards s'étaient heurtés aux portes closes des stations du RER et, jusqu'au soir, une interminable manifestation, sans banderoles ni slogans, dévorant les trottoirs, prit d'assaut les gares (belle soit la SNCF non gréviste !) réinventant des itinéraires piétonniers.

De petits groupes pressés de bidasses en permission glissaient dans la soirée, portant à bras-le-corps leur gros sacs-saucisses et se guidant de la gare du Nord à la gare Montparnasse grâce aux passereaux Decaux, comme dans une ville étrangère : des vieilles dames hâlant sans espoir les taxis occupés, et des cadres prêts à s'étriper pour quelques centimètres carrés d'autobus, et cette jeune femme ébrie rencontrée décollée, au bord des larmes, faisant de l'auto-stop au milieu de la chaussée de l'avenue de l'Opéra.

D'une grève l'autre. La veille, on s'était battu au téléphone avec les renseignements d'Air Inter : le vol serait-il maintenu pour aller passer Noël en famille ? Pas question de décaler, fut-ce d'un jour, l'exode de cette ville devenue folle. Ces bêtes, ces désespoirs croisés rue de Rivoli ou avenue de l'Opéra, le disaient assez : il fallait, sur-le-champ, fuir cet enfer.

D. S. et M.-C. R.

## La double exaspération

(Suite de la première page.)

Le réseau était paralysé presque totalement et une incompréhensible colère montait chez les usagers. Il fallait arrêter la grève au plus vite. Ce qui ne pouvait se faire glorieusement à moins d'accepter le risque d'une longue épreuve de force et de miser alors sur l'usage d'un mouvement impopulaire.

Cette « victoire » se retourne, une fois encore, contre le syndicalisme par l'image qu'il donne à une opinion publique exaspérée. Elle risque d'apporter de l'eau au moulin des partis politiques qui ont fait de la lutte contre les « privilèges » syndicaux un de leurs objectifs prioritaires.

Alors que la mobilisation, malgré les tentatives répétées de la CGT, est nulle dans le secteur privé, les syndicats donnent le sentiment que, là où les salariés n'ont rien à craindre pour leur emploi, ils n'hésitent pas à faire jouer à fond un réflexe corporatiste. Le syndicalisme ne serait-il donc efficace que lorsqu'il tombe dans un certain « parajudisme » ? La pagaille est-elle une arme syndicale ?

Voilà le personnel d'une entreprise, la RATP — qui va créer

deux cents emplois nouveaux en 1986, — qui, pour protester contre une condamnation, justifiée ou non, d'un agent, prive les usagers, en majorité des salariés, d'un service public essentiel. Une action pour le moins disproportionnée qui montre, comme à la SNCF en octobre, que, derrière une apparente résignation, les salariés sont plus sensibles aux thèmes de la sécurité et de la dignité qu'à la défense de leur pouvoir d'achat.

Faire peser un soupçon général sur les capacités des agents de la RATP ou de la SNCF à assurer la sécurité des passagers, serait inadmissible. Mais peut-on décréter qu'il n'y a jamais la moindre faute et que, s'il y a une faute ou erreur, les responsables ne peuvent être poursuivis. Où va-t-on si un jugement ne peut être rendu sans que, avant même que les procédures de recours aient été utilisées, les agents d'un service public se mettent en grève ? Devraient-ils être au-dessus des lois de la République ? Il y a là un réel abus ou une déviation inquiétante de l'usage du droit de grève.

Une action surprise où les syndicats, en rattrapant le mouvement,

nat affiché, même s'ils ont pris soin de faire porter la responsabilité à une direction qui, par son attitude, a mis des centaines de milliers d'usagers dans une situation insupportable, un certain mépris de l'usager. L'association de consommateurs ASSECO-CFDT ne s'y est pas trompée. Condamnant le mouvement, elle estime que, « même si les motivations de cette grève sont fondées, la recherche d'une coopération avec les usagers devrait être la règle première à respecter ».

Déjà, des syndicalistes ont réitéré à de nouvelles modalités d'action dans les services publics, estimant par exemple qu'une journée de transports gratuits à la SNCF ou à la RATP serait plus populaire — et non moins efficace — qu'un arrêt des trains. Pour l'heure, ce sont les usagers qui ont payé la victoire syndicale à la RATP, alors que les grévistes n'ont même pas respecté la loi du 31 juillet 1963 qui impose le dépôt d'une préavis motivé cinq jours francs avant la grève. Une victoire obtenue sur les décomptes du droit est, pour le moins, un fâcheux précédent.

MICHEL NOBLECOURT.

## Les comptes

### de la Sécurité sociale

### M. BARROT MET EN CAUSE LA « LOURDE RESPONSABILITÉ » DU GOUVERNEMENT

Les comptes du régime général de sécurité sociale, présentés le vendredi 20 décembre (le Monde du 21 décembre), ont été accueillis avec un très grand scepticisme. M. André Bergeron, secrétaire général de FO, a réaffirmé, à Valence, que le « déficit réel » de la Sécurité sociale sera « de l'ordre de 4 milliards et demi, alors que le gouvernement parle d'un excédent de 5 milliards ». Le déficit pour l'année prochaine se situera sans aucun doute entre 25 et 30 milliards. « Je ne comprends pas », a ajouté M. Bergeron, pourquoi le gouvernement présente les choses comme il le fait. Je le comprends d'autant moins qu'il n'est pas coupable. Il a, manifestement, le souci de montrer, de présenter à l'opinion publique une situation qu'il souhaite la moins mauvaise possible. »

Pour M. Jacques Barrot, président du conseil général de Haute-Loire, vice-président du CDS et ancien ministre de la santé, le gouvernement « prend une lourde responsabilité en brouillant délibérément les comptes de la Sécurité sociale ». Selon M. Barrot, le gouvernement « présente l'année 1985 en baptisant excédents des gains de trésorerie non renouvelables. Ils réduisent artificiellement le déficit prévisible de 1986 en majorant certaines recettes et en minorant surtout certaines dépenses. Il émet certaines hypothèses, comme celle prévoyant une augmentation de la pharmacie de 3 % alors que le rythme de ses dépenses a été, ces dernières années, de 10 % à 15 %. Il n'est pas honnête, en masquant la réalité, de différer des efforts indispensables et de laisser au gouvernement futur une bombe à retardement. »

Le CNPF et trois syndicats signent un accord sur les retraites complémentaires. — Le CNPF, FO, la CGC et la CFTC ont signé le 20 décembre un accord sur l'association des régimes de retraites complémentaires (ARRCO), qui maintient pour l'année 1986 le « rendement net » actuel des retraites (14,7 %) et le taux des cotisations actuelles (16,10 % du 20 décembre). Le texte remplace l'accord conclu le 27 avril 1982, qui arrivait à expiration le 31 décembre. Il prévoit, en outre que les signataires « se réuniront au cours du deuxième trimestre 1986 (en fait le 3 avril) pour examiner les dispositions à prendre pour 1987 et les années suivantes ». Pour 1986, l'ARRCO prendra sur ses réserves pour, en cas de besoin, payer les retraites. Mais le texte ne mentionne plus le « rendement brut » de 13,33 % prévu par l'accord antérieur, ce qui a motivé le refus de signer de la CGT. La CFDT se prononcera le 23 décembre.

### Un arrêt du Conseil d'Etat

### L'OFFICE INTERPROFESSIONNEL DES CÉRÉALES NE PEUT PERCEVOIR DE TAXES PARAFISCALES

Le Conseil d'Etat vient d'annuler, par une décision du 6 décembre, un décret du 24 septembre 1980 instituant au profit de l'Office national interprofessionnel des céréales (ONIC) deux taxes parafiscales applicables aux céréales pendant la campagne 1980-1982.

L'ordonnance du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances réservait la perception des taxes parafiscales à ceux des établissements publics, de l'Etat ou des collectivités locales qui n'ont pas un caractère administratif. Le Conseil d'Etat a jugé que l'ONIC présentait le caractère d'un établissement public administratif, nonobstant le fait que certaines des activités auxquelles cet organisme se livre a un caractère industriel et commercial et, par voie de conséquence, a annulé le décret comme étant intervenu en violation du texte de 1959.

Cette décision n'est pas sans révéler une certaine importance pratique dans la mesure où elle prive l'ONIC (ainsi que d'autres établissements administratifs qui viendraient à se trouver dans la même situation) de l'essentiel de ses ressources prévues sous la forme de prélèvements obligatoires sur les producteurs et les négociants céréaliers. Désormais, ces ressources ne pourront provenir que d'un impôt attesté voté par le parlement et non d'une taxe parafiscale fixée par le gouvernement.



## ALGERIE - الجزائر

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET  
DES INDUSTRIES CHIMIQUES ET PÉTROCHIMIQUES  
ENTREPRISE NATIONALE DES TRAVAUX AUX PUITES

### AVIS D'APPEL A LA CONCURRENCE

OUVERT N° 7152/1 J/MEC.

L'Entreprise nationale des travaux aux Puits lance un avis d'appel à la concurrence ouvert national et international pour la fourniture du matériel suivant :

— Pièces de rechange pour GRUES BANTAM.

Les soumissionnaires intéressés par cet avis d'appel peuvent retirer le cahier des charges contre paiement d'une somme de 400 000 DA à l'adresse suivante :

ENTREPRISE NATIONALE DES TRAVAUX AUX PUITES - 16, ROUTE DE MEFTAH - OUED SMAR EL HARRACH - ALGER/ALGERIE - DIRECTION DES APPROVISIONNEMENTS à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions établies en cinq (05) exemplaires devront parvenir sous double pli cacheté et recommandé au secrétariat de la Direction Approvisionnement à l'adresse sus-indiquée.

L'enveloppe extérieure strictement anonyme, sans en-tête, portera la mention « APPEL A LA CONCURRENCE NATIONAL ET INTERNATIONAL » N° 7152/1 J/MEC. « CONFIDENTIEL A NE PAS OUVRIR ».

Les soumissions devront parvenir au plus tard 45 jours après la première parution de cet avis d'appel.

Le délai d'option sera de 180 jours à la date de clôture de cet appel à la concurrence.

صكنا من الامل



صكنا من الامل

# Revue des valeurs

## BOURSE DE PARIS

**ETROITEMENT** encadré par Laurent Fabius et Edith Cresson, qui tiennent à distance Michel Grand, le président (RPR) du conseil régional de l'Ile-de-France, Michael Eisner, le patron de Walt Disney appose - enfin - son paraphe sur le document permettant à l'Assemblée d'attribuer, dans cinq ans, le plus vaste parc d'attractions d'Europe. Le cliché a fait le tour des salles de rédaction, mais les boursiers, peu sensibles à l'émotion perceptible lors de cette cérémonie de signature, se sont empressés de sortir leur calculatrice. Disneyland, planté à 30 kilomètres de Paris, c'est mathématiquement 500 hectares à bâtir en attractions de toutes sortes, des hôtels destinés à accueillir 10 millions de visiteurs par an, 300 000 mètres carrés de bureaux et, accessoirement, plus de 20 000 salariés à la clé en comptant les emplois induits.

Assez mot 10 à 15 milliards de francs pour ce contrat indique. Qui plus est, avec cette générosité que seuls peuvent se permettre les grands de ce monde, les promoteurs américains ont promis de confier à des entreprises françaises 90 % de la construction des bâtiments, 80 % de l'architecture et 60 % des dépenses d'énergie et d'entretien (le Monde du 20 décembre). Bref, Mickey Mouse, c'est le pactole, et la Bourse de Paris s'est prise d'une passion soudaine, cette semaine, pour la petite souris aux grandes oreilles. Dès jeudi, exception faite de la SCREG, qui pâtit d'une situation financière sans doute plus lourdement déficitaire que prévu, les autres valeurs du bâtiment et des travaux publics ont joué les fustes. Pochela, Colas, Bony, Ciments français, Lafarge-Coppée, tous les « rois du béton » étaient de la partie. Un mouvement qui devait se confirmer vendredi à tel point que l'Auxiliaire d'Entreprises et Pôles était initialement réservée à la hausse sous l'effet d'une demande de titres jugée excessive. Tiré à hue et à dia par les futurs bâtisseurs de l'Enrodisoeyland, l'indicateur instantané s'ajoutait une hausse de 1,03 % ce jour-là (consacré aux opérations de liquidation, il s'achève sur une hausse de 4,50 % pour le mois boursier), pratiquement identique à celle de l'ensemble de la semaine.

## Mickey Mouse à la corbeille

Voilà qui porte à près de 45 % l'envoie des valeurs françaises au palais Brongniart depuis le début de l'année. Celui-ci figure en bonne place parmi les marchés européens, incostable volée de ce qui 1985. En un an, Milan aura grimpé de près de 100 % : les Bourses allemande de 65 %, leurs homologues suisses de 44 %, la Finlande, les Pays-Bas, la Norvège et l'Espagne se tassent dans un mouchoir de poche (30 % à 40 % de hausse), seule la Suède faisant relativement grise mine avec une progression de 20 % en douze mois.

A Paris, les grands magasins et la distribution en général ont fortement contribué à la progression de la cote. Avec des gains de 14 % et 11 % respectivement, Les Nouvelles Galeries et Le Printemps se sont encore échappés cette semaine, la preuve étant faite que les investisseurs parient sur une reprise de la consommation grâce aux prochains allègements d'impôts. Dans ce compartiment, Casino a fait l'objet d'un important volume d'affaires et on prête au succès de ses ventes sur un groupe de la distribution qui pourrait bien être l'Alcatraz de supermarchés.

Lola derrière La Parisienne de récompte, qui a gagné 22 %, Générale des eaux et Lyonnaise des eaux sont toujours en vue tandis que Béghin Say, en phase de « dégrassement » (la suppression de 500 emplois doit être annoncée) est également très autonome. Nord-Est, qui escompte pour 1985 une hausse de 20 % de ses résultats courants par rapport à l'année précédente, refuse obstinément de décrocher, tandis qu'OPFI-Paribas cherche à tout prix à se hisser sur le podium des plus fortes hausses de la semaine. Quand on connaît les ambitions à présent clairement affichées par le groupe de la rue d'Antin à l'égard de La Providence, toujours sous le coup d'une double OPA (voir ci-dessous), on comprend l'intérêt des opérateurs pour OPFI-Paribas, dont l'actif net, évalué à 6 ou 7 mil-

Semaine du 16 au 20 décembre 1985

Bords de francs, s'est récemment enrichi de 500 millions de francs après la vente de la compagnie Le Secours; sans compter les rentrées consécutives aux introductions en Bourse des sociétés Expans et Sema-Metra effectuées par Paribas.

Dans ce compartiment de logements, on est enclin à signaler le redressement opéré par le secteur pétrolier, très éprouvé la semaine précédente après la nouvelle politique de défense des parts de marché adoptée par l'OPEP. ELF-Aquitaine et Total ont bénéficié d'un courant d'achat qui d'aucuns rapprochent des permis de recherche dans le sous-sol parisiens octroyés à un consortium de « renifleurs » regroupant ces deux compagnies mais également le britannique British Petroleum.

Mis sur la sellette depuis l'accord conclu entre son patron, Jérôme Seydoux, et le groupe italien Berlusconi sur la création de la cinquième chaîne « France 5 », le titre Chargeurs SA est devenu une valeur « sensible ». Les informations que vient de communiquer le conseil d'administration du groupe Chargeurs SA à l'issue de sa dernière réunion intéressent au plus haut point la communauté financière. Il est notamment précisé que cette entreprise détient 52 % du capital de la SPEIC (Société d'études et de participations dans la communication), créée à cet effet, les 40 % restants étant alloués au groupe Berlusconi. Le capital de la SPEIC (cette société étant présidée par Jérôme Seydoux) sera prochainement porté à 300 millions de francs grâce à certains apports en numéraire.

Malgré son engagement dans Franco 5, qui dégradera en 1986 des pertes entrant pour 30 % environ dans son résultat consolidé, Chargeurs SA devrait réaliser cette année-là un résultat net consolidé supérieur à celui de 1985, tient à indiquer la firme qui se lance dans une nouvelle aventure audiovisuelle. Sans que l'on sache vraiment si le délai fixé pour le lancement de la cinquième chaîne commerciale - la fin février 1986 - puisse être respecté, compte tenu des chasses-trappes tendues par les opposants au projet.

SERGE MARTI.

## BOURSES ÉTRANGÈRES

### NEW-YORK

Plus irrégulier

Après avoir d'entrée de jeu battu tous ses précédents records, Wall Street a par la suite reperdu une partie du terrain gagné pour se redresser un peu à l'approche du week-end. Vendredi, l'indice des valeurs industrielles, qui avait atteint lundi son plus haut niveau historique (1 533,10) s'inscrivait à 1 543 contre 1 533,20 le 13 décembre.

D'une façon générale, le sentiment était toujours au beau fixe autour du « Big Board ». Les investisseurs, tout en ajustant leurs positions, continuaient de jouer une baisse des taux d'intérêt. Le sentiment d'une détente monétaire est proche d'un renouveau à la veille du week-end sur la publication des estimations du FNB pour le quatrième trimestre (+ 3,2 %) et pour l'année (+ 2,4 %). Ce dernier taux est le plus bas depuis 1982, année de récession, après la révision en baisse pour le troisième trimestre (3 % au lieu de 4,3 %). L'expansion se révèle donc « molle » et beaucoup estiment que le FED sera contraint de faire un geste pour favoriser une reprise.

|                    | Cours 13 déc. | Cours 20 déc. |
|--------------------|---------------|---------------|
| Alcoa              | 38 1/2        | 39 3/8        |
| ATT                | 24 1/8        | 25 1/8        |
| Bell               | 51 7/8        | 52 3/4        |
| Chase Manhattan    | 49 1/8        | 49 3/4        |
| Du Pont de Nemours | 64 1/4        | 65 3/4        |
| Eastman Kodak      | 52 1/2        | 53 1/4        |
| Exxon              | 52 3/4        | 54 1/2        |
| Ford               | 57 1/4        | 57 1/2        |
| General Electric   | 70 7/8        | 71 1/4        |
| General Motors     | n.c.          | n.c.          |
| Goodyear           | 20 1/8        | 20 3/4        |
| IBM                | 150           | 150 3/4       |
| ITT                | 36 3/4        | 36 1/2        |
| Mobil Oil          | 30            | 30 1/2        |
| Pfizer             | 55 1/2        | 55 3/4        |
| Schlumberger       | 32            | 34 3/4        |
| Texas              | 29 5/8        | 30 1/4        |
| U.S. Steel         | 52 1/2        | 53 1/4        |
| Union Carbide      | 49 3/4        | 50 1/2        |
| US West            | 44 1/4        | 45 1/8        |
| Westinghouse       | 44 1/4        | 45 1/8        |
| Xerox Corp.        | 59 3/4        | 58 1/2        |

### LONDRES

Reprise en fin de semaine

Après avoir baissé, le London Stock Exchange s'est redressé en fin de semaine. Mais il n'a pas toutefois conservé la totalité du terrain regagné.

Les inquiétudes restent vives au sujet des prix du pétrole, et l'espoir d'une réduction des taux d'intérêt d'ici l'automne. Les sociétés concernées par des OPA ou initiatives potentielles de telles opérations ont de nouveau retenu l'attention, comme Boots, Beecham, Unilever. La notation de Westland, suspendue il y a quelques jours, a repris après la publication de projets de restructuration du capital avec la participation de Sikorsky de Fiat.

Indice « FT. » du 20 décembre : 1 086,6 (contre 1 059,9) ; indice de 254,4 (contre 260,3) ; fonds d'Etat, 82,85 (contre 83,15).

### Mines d'or, diamants

|                 | 20-12-85 | Diff.  |
|-----------------|----------|--------|
| Anglo-American  | 81,50    | - 5    |
| Anglo           | 418      | - 20   |
| Bull. Gold      | 181      | - 1    |
| De Beers        | 33,40    | - 1,35 |
| Drief. Cons.    | 102,30   | - 1    |
| Free State      | 104      | - 11   |
| Gold Fields     | 45,20    | - 5,50 |
| Gold Reef       | 45,20    | - 2,50 |
| Harmony         | 68       | - 4,60 |
| President Brand | 110,10   | - 8    |
| Randfontein     | 517      | - 16   |
| Sain-Holmes     | 91       | - 5,20 |
| Western Deep    | 224,60   | - 3,90 |
| Wend. Held      | 254      | - 21   |

### Filatures, textiles, magasins

|                    | 20-12-85 | Diff.   |
|--------------------|----------|---------|
| André Rouiller     | 258,20   | - 10,10 |
| Agence Wille       | NC       | NC      |
| BEV                | 482      | - 10    |
| CFAO               | 1,350    | - 19    |
| Dunant-Serviposte  | 1,930    | -       |
| Dary               | 1,870    | - 10    |
| DMC                | 309,80   | - 2,30  |
| Galeries Lafayette | 946      | - 20    |
| La Redoute         | 1,930    | - 1     |
| Novel-Galeries     | 318      | - 39    |
| Pintemps           | 412      | - 40    |
| SCOA               | 130      | - 3     |

### LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES

| Valeurs       | Hauss. % | Valeurs       | Baiss. % |
|---------------|----------|---------------|----------|
| Paris-Rhône   | +22,4    | SCREG         | -12,5    |
| Pochela       | +15      | Maurille      | -9,5     |
| Nov. Galeries | +14      | Syndicat      | -7,3     |
| OFFI          | +14      | Gérald        | -7       |
| Industrie     | +13,1    | Sid. Roubaix  | -6,8     |
| Orla          | +13,1    | Surgip        | -6,7     |
| Lyon des Baux | +12,6    | Francq        | -5,8     |
| Alpi          | +12,1    | Cr. de Guyane | -5,7     |
| Pintemps      | +11,8    | Comet         | -5,6     |
| Vallée        | +11,1    | Bailly        | -5,4     |
| Alchim        | +10,1    | Ar. Duval     | -5,3     |
| Ena           | +10,1    | Compt. mod.   | -5,3     |

### Banques, assurances

#### sociétés d'investissement

|                 | 20-12-85 | Diff.   |
|-----------------|----------|---------|
| Bell Equipement | 374      | + 2     |
| Boucaire (Cie)  | 844      | + 26    |
| Cetelcom        | 385      | + 7     |
| Chargeurs SA    | 731      | - 4     |
| CFI             | 336      | - 41    |
| CFI             | 336      | - 9     |
| Eurafrance (1)  | 1 890    | + 4,50  |
| Hélin (La) (2)  | 261      | + 20,50 |
| Ima             | 162      | - 1     |
| Localfrance     | 462      | - 8     |
| Locidip         | 865      | - 14    |
| Mid             | 3 980    | - 18    |
| PL-Moscou       | 909      | - 5     |
| O.P.F.          | 1 225    | + 14    |
| Paris-Rhône     | 1 385    | -       |
| Préfin          | 1 245    | + 46    |
| Sid. Roubaix    | 1 131    | - 4     |
| Surgip          | 402      | + 11    |
| UCB             | 402      | + 11    |

(1) Compte tenu d'un coupon de 23,50 F.  
(2) Compte tenu d'un coupon de 13,50 F.

### VALEURS LES PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (%)

| Nbre de titres | Val. en cap. (F)    |
|----------------|---------------------|
| Paris de Rhône | 248 836 333 487 130 |
| Pintemps       | 652 700 307 148 735 |
| Mid (1)        | 116 043 265 518 046 |
| Royal Dutch    | 422 937 197 121 117 |
| TRT (1)        | 78 897 177 078 880  |
| Mid (1)        | 41 875 164 439 705  |
| RSN (1)        | 41 153 122 027 537  |
| L'Air Liquide  | 175 133 110 103 797 |
| Lafarge (1)    | 144 352 102 047 537 |
| Carrefour (1)  | 33 919 98 479 087   |
| Sagep (1)      | 51 196 98 464 787   |
| Michelin (1)   | 50 001 80 175 190   |
| Pochela (1)    | 844 019 79 937 642  |

(\*) De 12 au 19 décembre inclus.  
(1) Séance du 20 décembre comprise.

### MARCHÉ LIBRE DE L'OR

|                     | Cours 13 déc. | Cours 20 déc. |
|---------------------|---------------|---------------|
| Or fin en barre     | 76 800        | 80 800        |
| Pièces d'or (20 g.) | 821           | 810           |
| Pièces d'or (10 g.) | 401           | 472           |
| Pièces d'or (5 g.)  | 801           | 804           |
| Pièces d'or (20 g.) | 401           | 472           |
| Pièces d'or (10 g.) | 801           | 804           |
| Pièces d'or (5 g.)  | 401           | 472           |
| Or fin en barre     | 76 800        | 80 800        |
| Pièces d'or (20 g.) | 821           | 810           |
| Pièces d'or (10 g.) | 401           | 472           |
| Pièces d'or (5 g.)  | 801           | 804           |

### LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en millions de francs)

|            | 16 déc.   | 17 déc.   | 18 déc.   | 19 déc.   | 20 déc.   |
|------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| RM         | 947 459   | 999 679   | 965 523   | 1 025 730 | 1 222 579 |
| Comptant   | 5 124 640 | 5 586 130 | 4 995 093 | 4 862 836 | 6 800 368 |
| R. et obl. | 538 300   | 221 124   | 155 591   | 172 391   | 177 842   |
| Actions    | 538 300   | 221 124   | 155 591   | 172 391   | 177 842   |
| Total      | 6 610 399 | 6 806 933 | 6 116 207 | 6 060 959 | 8 200 789 |

### INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1984)

|            |       |       |       |       |
|------------|-------|-------|-------|-------|
| Françaises | 134,8 | 135,3 | 134,8 | 134,3 |
| Etrangères | 99,5  | 99,6  | 98,9  | 99,5  |

### COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 28 décembre 1984)

|          |       |     |       |       |       |
|----------|-------|-----|-------|-------|-------|
| Tendance | 146,7 | 147 | 145,5 | 145,5 | 147,3 |
|----------|-------|-----|-------|-------|-------|

### (base 100, 31 décembre 1982)

|             |       |       |       |     |       |
|-------------|-------|-------|-------|-----|-------|
| Indice gén. | 252,9 | 253,4 | 252,9 | 251 | 252,4 |
|-------------|-------|-------|-------|-----|-------|

### SECOND MARCHÉ (base 100, 28 décembre 1984)

|        | 20 déc. | 13 déc. | Variat. % | Plus haut | Plus bas |
|--------|---------|---------|-----------|-----------|----------|
| Indice | 113     | 112,8   | + 0,2     | 117,9     | 99,7     |

## COUP DE THÉÂTRE DANS L'AFFAIRE DE LA PROVIDENCE

### Paribas entre dans la danse

Un nouveau coup de théâtre s'est produit dans l'affaire de La Providence SA, groupe d'assurances contrôlé par M. Claude Bébér, président d'AXA, qui a lancé sur lui une OPA, et par M. Bernard Pagezy, président de la Compagnie du Midi, qui, il y a huit jours, annonçait le dépôt imminent d'une offre publique concurrente, dont les modalités devaient être précisées au tout début de 1986.

Interrogé, en fin de semaine, sur cette affaire et sur cette surchère, M. Jean-Yves Haber, président du groupe Paribas, principal actionnaire (25 %) de La Providence SA, a clairement fait connaître qu'il « étudiait l'éventualité d'une OPA » sur cette société, pour son propre groupe et

d'autres actionnaires, qui détiennent ensemble 52 % du capital de La Providence SA, ceci pour calmer le jeu et à réfléchir tranquillement au développement de cette participation.

Manifestement, M. Haber semble avoir été agacé par les ambitions s'agitant autour de La Providence : l'assurance l'intéresse toujours et il est urgent d'attendre. Donc, fort de sa position dominante, qui lui assure le succès d'une OPA éventuelle, et jouant celui qu'on n'attendait pas, il renvoie dos à dos MM. Bébér et Pagezy. L'ultime et les pleurs...

F. R.

### Un entretien avec M. Haber

« Quelle est votre opinion d'ensemble sur le bataillon boursier qui s'engage pour La Providence depuis le projet de contre-OPA de M. Pagezy ?

— La Providence est un groupe d'assurances bien géré, profitable, et plein de promesses. Il est donc normal que des groupes plus puissants aspirent à s'en saisir. Cela n'est pas contraire aux intérêts des actionnaires, qui voient ainsi leur investissement valorisé et pour certains, leur fidélité récompensée. Encore faut-il vérifier si c'est conforme aux intérêts de l'entreprise. Il est assez probable que La Providence aura dans l'avenir un problème de dimension. Je ne crois pas qu'il doive être réglé à coup d'OPA, mais plutôt à froid, dans la sérénité, en étudiant attentivement les meilleures opportunités.

— Il semble que M. Pagezy a besoin d'un agrément de La Providence pour mener à bien son OPA, alors que M. Bébér a traversé cette barrière défensive en achetant une société agréée. Ne trouvez-vous pas que cette dissymétrie est un peu choquante ?

— Rien n'interdit à M. Pagezy d'en faire autant. Mais il est bien vrai que cette procédure de l'agrément et quelque chose d'anachronique et d'étrange pour un titre coté et d'inefficace, puisqu'une société actionnaire agréée le reste même si elle change de propriétaire. Je trouve, pour ma part, très fortes et très

sensées les recommandations de la Commission des opérations de Bourse visant les dix ou douze sociétés ayant encore cette clause statutaire.

— Cela veut-il dire que la Compagnie du Midi aura sans difficultés cet agrément ?

— A mes yeux, elle devrait l'obtenir aisément dès lors qu'elle aura défini et expliqué ses mobiles et ses intentions. Mais, pour l'instant, elle ne l'a pas fait, en tout cas auprès du groupe majoritaire des actionnaires, qui alimenterait bien savoir à quelle sauce on veut les manger, avant de dire s'ils ont l'intention de donner leur accord. Cette symétrie en vaut bien une autre !

— Mais le groupe AXA avait-il fait cet effort d'information ?

— Oui, il l'a fait, et même plus que nécessaire. Il n'a d'ailleurs pas convoqué le conseil d'administration de La Providence, qui a émis unanimement un avis négatif. Car l'agrément ne commande en rien l'avis à donner selon le procédé de l'OPA.

— Cela veut-il dire que Paribas ne vendra pas ses titres ?

— Dans l'étrange société qu'est La Providence, le conseil n'est pas composé seulement par le groupe majoritaire des actionnaires. C'est donc en dehors du conseil que nous déterminons notre ligne, en fonction de nos engagements. Paribas ne vendra ni à

1 100 F, ni à 1 200 F, ni à 1 300 F !

— Mais allez-vous rester passifs dans la partie qui se joue, comme fait le mort au bridge ?

— Non, ce n'est pas l'habitude de notre maison. Beaucoup de raisons nous conduisent à prendre une initiative. D'abord, l'esprit de nos engagements, qui ont créé depuis longtemps une solidarité amicale des actionnaires majoritaires. Ensuite, le souci de réfléchir tranquillement, sans aucune urgence, au développement du groupe Providence-Secours, en y associant naturellement et le personnel. Enfin, l'énorme avantage de la position de départ pour des actionnaires qui, ensemble, ont déjà un peu plus de la moitié du capital, alors que les assaillants n'ont rien. A un prix similaire, une OPA nous coûterait à nous, beaucoup moins cher qu'à d'autres !

— Allez-vous donc, à votre tour, faire une OPA ?

— Oui, nous étudions une telle éventualité pour le groupe Paribas, accompagné par d'autres actionnaires de La Providence SA. Cela pourrait calmer le jeu une bonne fois. Mais je ne peux en dire plus aujourd'hui, du fait des contraintes de la procédure.

— Et si vous réussissiez, y aurait-il quelque chose de changé ?

— A La Providence, peu de chose. Mais le marché a déjà remarqué à quel niveau peuvent être situés les valeurs d'assurances. Cela ne sera pas oublié !



## L'euro-marché

## En l'an 2016

Des deux côtés de l'Atlantique, l'année 1985 tire vers sa fin dans une atmosphère de grand optimisme. La hausse persistante du marché américain des capitaux depuis plusieurs semaines, qui, encore qu'à un moindre degré, s'est repercutée sur le marché international a permis aux eurobanquiers d'alléger leurs portefeuilles préalablement surchargés. Elles ont pu, enfin, soulever plusieurs milliards de dollars de papier initialement émis à des conditions trop basses. La baisse des taux d'intérêt a ainsi sauvé bien des établissements qui se trouvaient engagés dans des transactions antérieurement invendables sous l'effet de l'intense concurrence à laquelle elles se sont livrées toute l'année.

L'extraordinaire fermeté dont fait preuve New-York, qui se traduit par une baisse parallèle du coût de l'argent, continue de tenir les emprunteurs éloignés du marché international. En conséquence, l'euro-activité primaire est faible. Toutefois, parmi le petit nombre d'euro-émissions nouvelles qui ont vu le jour cette semaine, trois d'entre elles, dont deux provenant de débiteurs français, retiennent plus particulièrement l'attention.

Vendredi, la Banque mondiale a lancé une euro-emission de 300 millions de dollars qui verra à échéance en l'an 2016. Offerte au pair, elle portera un intérêt annuel de 9,75 %. La commission bancaire totale s'élève à 2,375 %. C'est la première fois qu'un emprunt euro-obligataire à taux fixe d'une durée de treize ans voit le jour sur le marché international des capitaux. A ce jour, seul New-York pouvait se permettre ce genre d'exercice. La Deutsche Bank, qui dirige le consortium bancaire, chargé du placement de l'émission a réussi un joli coup. Le choix d'une si longue échéance lui a permis de surmonter un lourd handicap dont est actuellement affecté le marché international par rapport à son concurrent new-yorkais. Dans le même temps, le marché euro-obligataire va bénéficier d'une nouvelle dimension.

Préalablement, le Crédit lyonnais était venu proposer mardi soir 150 millions de dollars par le truchement d'un euro-emprunt à taux variable. Il sera émis au pair, s'étendra sur sept ans, et portera un intérêt semestriel qui sera le « *sec* », c'est-à-dire sans aucune marge additionnelle, du Libor à six mois. Le tout est noté d'une commission bancaire de 10 points de base. Il s'agit là des conditions les plus basses jamais accordées à une euro-emission à taux flottant de type classique d'une banque française. Pour cette raison et pour être certain de réussir son coup, le Crédit lyonnais a

utilisé la technique qui, huit jours plus tôt, avait si bien réussi à la Banque mondiale. La banque américaine Shearson Lehman Brothers International s'est elle-même chargée du placement de la totalité de l'émission et en assure aussi exclusivement la direction. Cette

## Prestigieux « AAA » pour le Crédit lyonnais

Apparavant, la banque française avait demandé à Moody's, l'une des deux principales agences américaines spécialisées en la matière, de classer la qualité de sa dette. C'est ainsi que Moody's a attribué la plus haute note au Crédit lyonnais, le prestigieux « AAA ». L'agence américaine a fondé son jugement sur le fait que le Crédit lyonnais avec l'équivalent de 83,3 milliards de dollars d'actifs est la seconde banque française dans ce domaine et un établissement de stature internationale implanté dans tous les grands centres financiers du monde.

Sa rentabilité et ses ratios de fonds propres sont comparables à ceux des autres grandes banques françaises mais en revanche sont peu élevés par rapport à la plupart des autres établissements de classe internationale dans le monde. Cet élément est, en revanche, compensé par le fait que son actionnaire est la République française et qu'elle bénéficie du soutien de ses autorités de tutelle. Cette approche est nouvelle chez Moody's qui a également attribué un « AAA » à la BNP pour ses diverses émissions aux Etats-Unis.

Il est intéressant de noter que, sur ce point, Standard and Poor's, l'autre agence du même type, adopte une attitude moins affirmative. Ainsi que nous l'avons rapporté il y a deux semaines, elle s'est contentée de pratiquer la BNP et la Société générale d'un « AAA » seulement, parce qu'elle estime que l'ampleur des nationalisations en France depuis 1981 a dissous en partie l'impact de l'actionnariat étatique et a, en même temps, éliminé les risques des engagements de l'Etat français. Sur ces bases, il est quasi certain que si le Crédit lyonnais s'était adressé à Standard and Poor's il aurait été traité de la même manière que les deux autres. Quoi qu'il en soit, le « AAA » de Moody's va désormais ouvrir au Crédit lyonnais les portes du marché américain des capitaux, de l'euro-yen et de tous ceux qui réclament impérativement que la dette des emprunteurs déseigneurs de la sollicité bénéficie préalablement d'un bon classement.

Pour sa part, le Crédit foncier de France a préféré jeudi faire appel au marché de l'euro-yen présentant

méthode de distribution permet de contrôler étroitement le placement d'un emprunt obligataire et d'éviter les effets pervers des banques co-chefs de file qui s'empressent de brader le papier dont elles sont garanties. Très bien reçue, l'émission se traitait vendredi à 99,93 - 99,94.

stimulé par la perspective d'une baisse prochaine des taux d'intérêt pouvant aller jusqu'à 0,50 %. Quel sera l'effet d'une telle détente sur la valeur de la devise japonaise sur les marchés des changes ? Là tout n'est encore qu'incertitude. Les Américains veulent un renforcement supplémentaire du yen mais, dans ce domaine, les autorités nipponnes n'en font en général qu'à leur tête. Sous la garantie de la République française, le Crédit foncier de France a donc offert 15 milliards de yens sur dix ans à partir d'un coupon annuel de 6,50 % et d'un prix d'émission de 101,50 afin de donner à échéance un rendement de 6,33 %.

L'opération est basée sur un swap en francs suisses à taux fixe. Il permettra au Crédit foncier d'obtenir dans la devise helvétique des capitaux dont le coût sera inférieur de quelque 50 points de base à celui qu'aurait nécessité le lancement direct en Suisse d'un emprunt obligataire classique. Coup de chapeau au dernier coup frappé cette année par l'équipe Forge-Petit.

L'absence totale d'euro-émissions nouvelles en ECU et la fin pour cette année de celles libellées en francs français ont profité à ces deux secteurs. Si le ciel n'est pas encore revenu au beau fixe, le climat ne s'en est pas moins beaucoup amélioré sous l'effet de cette double pause. De toute manière 1985 aura été une période extrêmement active dans les deux cas. Le marché de l'ECU a battu tous les précédents records d'activité avec 127 émissions représentant 9 milliards d'ECU, soit l'équivalent de 6,8 milliards de dollars. En 1984, soixante-quatre emprunts totalisaient seulement 3,5 milliards d'ECU (2,7 milliards de dollars) avant le jour.

Paribas aura donc dominé cette année en ayant, et de loin, dirigé le plus large volume d'emprunts en ECU. Le secteur de l'euro-franc français a retrouvé depuis le printemps dernier une certaine naissance à vingt et une émissions représentant un peu plus de 9,6 milliards de francs (1,1 milliard de dollars). Le CCF s'est avéré le leader en la matière, émettant chef de file, suivi par la BNP.

CHRISTOPHER HUGHES.

## Les devises et l'or

## Hausse générale du mark

Ca y est ! Le mark a « démarré », emporté par la « force » des marchés. Cette semaine, il a monté par rapport à toutes les monnaies européennes, les fortes comme les moins fortes ou les faibles, le franc suisse et le franc français comme la couronne suédoise, le franc belge et la lire italienne. Pas le dollar : c'était déjà fait.

Le phénomène devait bien se produire un jour, après avoir été longtemps « musqué » par la surévaluation du dollar. Il tradirait tout simplement la remontée en puissance de l'Allemagne, locomotive de l'Europe, riche de ses énormes excédents (bilan commercial et balance des paiements), de son expansion retrouvée, de son inflation maîtrisée. Les milieux financiers internationaux, étonnés par la « force » du dollar, ont trop longtemps voulu ignorer ces données fondamentales pour qu'il ne change pas brutalement de comportement. Le yen ne montera pas dans l'immédiat par rapport au dollar (« il se situe à un cours raisonnable », a déclaré cette semaine M. Satoshi Sumita, gouverneur de la Banque du Japon). Le mark pourrait le faire, lui, mais c'est surtout son retard par rapport aux monnaies européennes qu'il est en train de combler, trop rapidement, et trop brutalement sans doute, pour que ses partenaires puissent durablement le suivre, à l'imitation du florin, soudé à lui depuis longtemps.

On avait prédit que la baisse du dollar ébranlerait le système monétaire européen en renfermant le mark. Eh bien, c'est fait ! Le franc belge d'abord, le lire italienne ensuite, et maintenant le franc français en font les frais, à des degrés divers, il est vrai. La Belgique a fait

de louables efforts pour rééquilibrer sa balance des paiements. Son inflation est faible, mais elle reste encore très endettée, à l'intérieur et à l'extérieur, et son déficit budgétaire atteint encore 10 % de son PNB : c'est beaucoup. Le gouvernement de M. Cressy, un des plus solides qu'ait connus l'Italie, n'a pratiquement pas pris de véritables mesures d'économie de la dévaluation de 8 % de la lire en juillet dernier, et l'inflation est restée à 9 %. Le déficit commercial est toujours voisin de 100 milliards de francs, et la monnaie italienne, hors d'état de suivre le mark, est probablement vouée à un nouvel ajustement l'année prochaine.

Quant à la France, son cas est différent, et sa situation nettement comparable à celle, très défavorable, qui était la sienne fin 1982, avant la dévaluation du franc du 21 mars 1983. Sa balance des paiements est déficitaire de 72 milliards de francs, est devenue équilibrée, et son inflation a été ramenée à moins de 5 %, sur une pente de 3 % à 4 % en rythme annuel. De là, tout de même, à vouloir absolument que le franc suive le mark, comme on en caresse le rêve Rue de Rivoli, c'est vraiment trop gros. Sans doute avancera-t-on en haut lieu que la « contrainte monétaire » stimule la productivité et les efforts des industriels. Mais qu'on demande donc à ces derniers quelles marges ils dégagent sur les marchés allemands, où les coûts de production depuis deux ans ont, quand même, moins progressé qu'en France, malgré les gains incontestables de productivité réalisés chez nous.

L'accusation de vouloir « dévaluer » le franc, vigoureusement

repoussée par le pouvoir, apparaît assez comique : notre monnaie, en un an, vient de se révaluer de 20 % par rapport au dollar, de 10 % par rapport à la lire et de 11 % par rapport à la peseta espagnole. Reste le mark, éternel problème depuis trente ans... Les tensions au sein du SME ont, évidemment, donné lieu aux déclarations, assurances et propos dilatoires : « Pas de réajustement pendant le week-end ». En fait, il est encore trop tôt pour cela, bien qu'entre-Rhin on n'exclue pas qu'un tel réajustement, prophétisé par le ministre des finances, M. Stöckelberg, puisse éventuellement se produire avant les élections françaises.

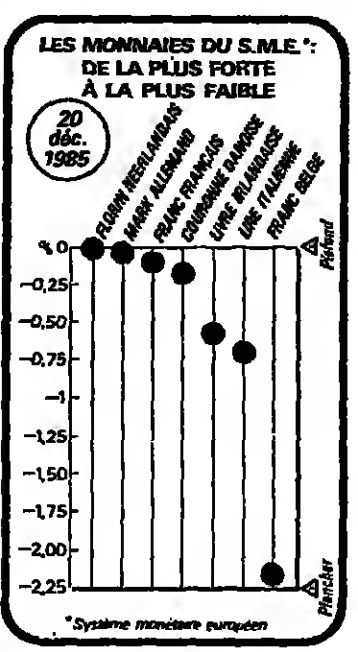
Sans doute, le cours du mark à Paris est passé au-dessus de son cours-pivot de 3,066 F pour la première fois depuis le 13 décembre 1984, après avoir glissé jusqu'à 3,034 l'été dernier. Mais la Banque de France a pu le stopper au niveau de 3,07 F sans trop intervenir, et, de toute façon, elle en a les moyens, avec des réserves camouflées pour une bonne part dans les banques commerciales françaises. Qu'on le veuille ou non, il ne faut pas, toutefois, se cacher que, désormais, l'idée du fameux réajustement est présente sur le marché des changes où règne maintenant le « régime du week-end », avec des crises et des accalmies. La mèche de la bombe à retardement est allumée, mais, tout de même, soupirez un officiel en fin de semaine, « on n'attendait pas cela si tôt... ».

FRANÇOIS RENARD.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 16 DÉCEMBRE AU 20 DÉCEMBRE  
(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

| PLACE        | Libre  | SEIL   | Franc suisse | Franc belge | D. mark | Franc suisse | Franc belge | Libre  |
|--------------|--------|--------|--------------|-------------|---------|--------------|-------------|--------|
| Londres      | 1,4230 | 1,4230 | 1,4230       | 1,4230      | 1,4230  | 1,4230       | 1,4230      | 1,4230 |
| New-York     | 1,4230 | 1,4230 | 1,4230       | 1,4230      | 1,4230  | 1,4230       | 1,4230      | 1,4230 |
| Paris        | 1,4230 | 1,4230 | 1,4230       | 1,4230      | 1,4230  | 1,4230       | 1,4230      | 1,4230 |
| Zurich       | 1,4230 | 1,4230 | 1,4230       | 1,4230      | 1,4230  | 1,4230       | 1,4230      | 1,4230 |
| Frankfurt    | 1,4230 | 1,4230 | 1,4230       | 1,4230      | 1,4230  | 1,4230       | 1,4230      | 1,4230 |
| Braunschweig | 1,4230 | 1,4230 | 1,4230       | 1,4230      | 1,4230  | 1,4230       | 1,4230      | 1,4230 |
| Amsterdam    | 1,4230 | 1,4230 | 1,4230       | 1,4230      | 1,4230  | 1,4230       | 1,4230      | 1,4230 |
| Milan        | 1,4230 | 1,4230 | 1,4230       | 1,4230      | 1,4230  | 1,4230       | 1,4230      | 1,4230 |
| Tel-Aviv     | 1,4230 | 1,4230 | 1,4230       | 1,4230      | 1,4230  | 1,4230       | 1,4230      | 1,4230 |

A Paris, 100 francs étaient cotés, le vendredi 20 décembre, 3,0805 F contre 3,0622 F le vendredi 13 décembre.



## Les matières premières

## Café : niveaux records

La flambée des cours du café sur tous les marchés a continué le fait marquant de la semaine. En l'espace de trois mois, la hausse a atteint 50 % et même un peu plus aux Etats-Unis, mais avec un dollar plus faible. De tels niveaux n'ont pas été touchés depuis huit ans. Le mouvement de reprise s'est confiné sur certains métaux (zinc et aluminium). Mais la crise prolongée de l'étalement pourrait amener les grands producteurs à mettre en pratique de nouveaux mécanismes de fixation des prix de manière à s'affranchir du Metal Exchange de Londres.

MÉTAL. — De timides progrès semblent avoir été enregistrés pour essayer de dénouer la crise de l'étalement. Mais il ne faut toutefois pas s'attendre d'une prochaine reprise des cotations... peut-être vers la mi-janvier, au plus tôt. Le Conseil international de l'étalement vient de constituer un groupe informel qui sera chargé de dénouer l'impasse financière. La dette porte sur 900 millions de livres sterling. Les producteurs thaïlandais offrent leur métal à 6000 livres la tonne, prix inférieur au plancher de 8 500 livres.

Les cours du zinc n'ont pas se maintenir au-dessus de 500 livres la tonne à Londres. Une firme privée britannique estime la consommation mondiale de métal en 1986 à 4,68 millions de tonnes, soit 400 000 tonnes de plus qu'en 1985. Les réductions de production mises en pratique durant le second semestre n'ont pas été suffisantes pour ramener l'offre mondiale à un niveau inférieur à celle de 1984.

Après avoir poursuivi leur progression, le disponible frôle les 800 livres la tonne à Londres, les cours de l'aluminium ont ensuite fléchi en conservant qu'une partie de leur hausse initiale. Malgré les récentes augmentations de capacité décidées, l'offre mondiale de métal a peu varié par rapport à 1984 : 12,25 millions de tonnes contre 12,46 millions de tonnes. Les prix

de l'aluminium devraient se revaloriser l'an prochain, prévoit le directeur de la division aluminium de Pechiney.

Nouvelle et lente progression des cours du cuivre au Metal Exchange de Londres.

DENRÉES. — D'après par des craintes, peut-être excessives, de rareté des variétés de café de bonne qualité, les cours de cette denrée se sont envolés sur toutes les places avec le soutien des achats de convertisseurs de négociants. La sécheresse qui a sévi au Brésil depuis quatre mois dans les régions productrices est responsable de l'emballement du marché.

Il paraît d'ailleurs fort probable que, si la spéculation ne désarmait pas, les quotations d'exportation prévues par l'accord international cesseraient d'exister. La récolte de l'Etat de São Paulo ne représenterait que le quart de la récolte précédente. Dans l'Etat de Paraná,

elle serait réduite de moitié. Bref, la récolte brésilienne de café de la saison 1986-1987 n'est plus évaluée qu'entre 13 et 16 millions de sacs contre 36 millions de sacs pour la saison 1985-1986. En revanche, la Colombie, second important producteur mondial, disposerait de 12 millions de sacs disponibles.

CÉRÉALES. — Les cours du blé ont été soutenus sur le marché aux grains de Chicago. De mauvaises conditions climatiques pour le blé en 1985-1986. En Argentine, la qualité du blé laisserait à désirer en raison de pluies persistantes. La récolte canadienne serait plus importante, en augmentation de près de 2 millions de tonnes, offerte toutefois par un temps humide.

## LES COURS DU 19 DÉCEMBRE 1985

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

MÉTAL. — Londres (en sterling par tonne) : cuivre (high grade), comptant, 985 (969,50) ; à trois mois, 1006,50 (991,50) ; étain comptant (8 458) ; à trois mois (8 460) ; plomb, 213,50 (208) ; zinc, 496 (472) ; aluminium, 748 (730,50) ; nickel, 2 945 (2 810) ; argent (en once par once troy), 411 (402). — New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 63,25 (60,83) ; argent (en dollars par once), 15,84 (15,84) ; or (en dollars par once), 342,25 (342,25). — Pérou (en ringgit par kilo), 125 (125).

TEXTILES. — New-York (en cents par livre) : coton, mars, 61,66 (60,83) ; mai, 61,27 (60,65). — Soie (en cents par kilo), laine peignée à sec, mars, 612 (616). — Rouleaux (en francs par kilo), laine, inch, (49,50).

CAOUTCHOUC. — Kuala Lumpur (en cents par kilo) : RSS (comptant), 180 (179,50).

DENRÉES. — New-York (en cents par lb) : café pour le cacao, en dollars par tonne) : cacao, mars, 2 214 (2 249) ;

mai, 2 251 (2 290) ; sucre, janvier, 4,97 (5,08) ; mars, 5,92 (6,07) ; café, mars, 225,50 (189,96) ; mai, 221,65 (193,60). — Londres (en livres par tonne, sauf pour le sucre en dollars) : sucre, mars, 155 (159) ; mai, 159,60 (163,20) ; café, janvier, 2 475 (2 080) ; mars, 2 530 (2 121) ; cacao, mars, 1 745 (1 749) ; mai, 1 756 (1 759). — Paris (en francs par quintal) : cacao, mars, 1 915 (1 929) ; mai, 1 910 (1 940) ; café, mars, 2 702 (2 287) ; mai, 2 719 (2 350) ; sucre (en francs par tonne), mars 1 325 (1 389) ; mai 1 360 (1 410). — Taux de change : Chicago (en dollars par tonne) : janvier, 145,50 (143,50) ; mars, 148,00 (145,50). — Londres (en livres par tonne), février, 127,80 (127,60) ; avril, 130,50 (128,80).

CÉRÉALES. — Chicago (en cents par boisseau) : blé, mars, 342,75 (345,25) ; mai, 323,25 (331,50) ; maïs, mars, 249 (247) ; mai, 252,50 (250,25).

INDICES. — Moody's, 937,90 (937,90) ; Reuters, 1 793,20 (1 778,70).

## Marché monétaire et obligataire

## Dans l'attente d'une nouvelle baisse des taux

L'année 1985 est pratiquement terminée sur le marché obligataire français où le montant des émissions brutes aura, à nouveau, battu tous ses records à 310 milliards de francs environ, en tenant compte de 8 milliards de francs de titres partiellement, contre 244,6 milliards de francs en 1984. La dernière émission de quelque importance a été celle de la Compagnie nationale du Rhône (CNR) pour 700 millions de francs à dix ans, 11 % de taux nominal et 10,24 % de rendement actuariel. Cet emprunt a été très bien accueilli, bien qu'il soit coté à Lyon, où la liquidité est, tout de même, moins abondante qu'à Paris. Les investisseurs institutionnels font des provisions d'émissions à taux élevé avant la nouvelle baisse des taux qu'ils prévoient pour janvier (sauf si, entre-temps, la Banque de France se voit contrainte de maintenir ou même de relever son taux d'intervention en cas d'attaque sur le franc).

En tout cas, au cours de ce mois de janvier, le marché sera richement alimenté en liquidités, plus de 50 milliards de francs, avec le remboursement de l'emprunt d'Etat de janvier 1980 (12,5 milliards de francs), celui de l'emprunt obligataire de juin 1983 (18 milliards de francs), dont une partie pourrait être réinvestie par les contribuables qui en sont bénéficiaires, les coupons et amortissements semestriels des obligations indemnitaires (CNI, CNB, etc.) les coupons du 41/2 % 1973 et du 7 % 1973, plus d'autres coupons et, fin janvier, le produit des primes d'assurances, abondant en début d'année.

Une lourde charge pour le Trésor (plus de 40 milliards de francs) mais une aubaine pour les emprunteurs, notamment ce même Trésor, qui pourrait en profiter pour émettre sans tarder un nouvel emprunt, les choses risquant de se gâter en février et mars, période électorale peu favorable aux opérations financières. Ajoutons que la période s'étendant après le 16 mars 1986 pourrait elle aussi être plus très favorable, au cas où la cohabitation serait difficile et le climat social trop lourd.

La semaine qui vient de s'écouler a vu le très vif succès des premiers « billets de trésorerie » nom français du Commercial Paper américain, lancés officiellement le mercredi 18 décembre après la promulgation de loi leur donnant une existence juridique. Les « billets » ont une durée comprise entre dix jours et six mois avec un montant minimum qui a été ramené de 10 millions de francs, envisagés initialement, à 5 millions de francs, montant auquel sont fixés désormais les certificats de dépôts émis par les banques au lieu de 10 millions de francs précédemment, les bons des institutions financières spécialisées (Crédit foncier de France, Crédit national, CEPME, SDR) et les bons du Trésor en compte courant. On sait que le prélèvement fiscal sur les revenus de ces divers instruments financiers est uniformément fixé à 33 %.

Le succès des billets de trésorerie est dû essentiellement à leur courte durée et à leur souplesse pour les émetteurs dispensés, pour une part, de recourir aux crédits des banques, qui doivent, toute-

fois, consentir à ces émetteurs des « lignes de substitution » couvrant le risque de non-renouvellement des billets à l'échéance si le marché est trop défavorable.

Cette semaine, on a vu se manifester Pechiney (300 millions de francs avec la Société générale), Total (100 millions de francs avec la BAFIP), Fiat France (50 millions de francs avec Uni-Crédit-Crédit agricole), Mercedes France (40 millions de francs avec la Société générale), Pernod-Ricard (20 millions de francs avec le Crédit lyonnais), Peugeot (pour 100 millions de francs). Les taux pratiqués se sont établis légèrement au-dessous du taux du marché monétaire (9 % à 91/8) pour des durées de dix jours à un mois.

Ce nouvel instrument permet aux entreprises d'accéder directement au marché monétaire, réservé d'ordinaire aux banques (marché interbancaire), du moins à ses taux, sans être obligés de passer par les SICAV court terme, pour placer leur trésorerie, ou d'obtenir des banques des crédits « spot », accordés, il est vrai, à des taux très « tirés » : TMM + 1,8 % ou même 1/16<sup>e</sup> de point.

Pour les banques, il y a là un risque de « désintermédiation », bien que, dans l'immédiat, le montant des billets de trésorerie doit être limité à 10 ou 15 milliards de francs d'en-cours, comparés à 1 000 milliards de francs de crédits à court terme. En Suède, depuis sa création en avril 1983, le papier commercial en est venu à représenter 15 % de tous les crédits accordés aux particuliers et aux entreprises.

F. R.



سكنا من الامم

# Le Monde

SELON LA SOFRES

## La défiance des Français à l'égard de la politique s'accroît

Les Français se montrent de plus en plus attachés aux valeurs traditionnelles, mais font de moins en moins confiance aux institutions et aux discours politiques. C'est ce qu'indique un sondage réalisé par la SOFRES pour *Le Nouvel Observateur* et TF1.

D'après cette enquête effectuée du 2 au 5 décembre auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes, les valeurs auxquelles les Français accordent le plus volontiers leur confiance sont : la famille (92 %), les études (85 %), le travail (84 %), le progrès (83 %), le mariage (74 %), l'avenir (69 %) et la patrie (67 %). Et toutes ces valeurs sont en hausse par rapport à une précédente enquête de la SOFRES réalisée en 1982. L'idéal politique, en revanche, est une valeur en perte de vitesse : elle recule de 3 points, et seulement

30 % des personnes interrogées affirment avoir confiance en elle contre 47 % qui émettent le sentiment contraire.

Les institutions politiques, les partis et les syndicats ne sont pas épargnés par cette baisse. Seuls, le maire, les conseils municipaux, généraux et régionaux, les institutions de la V<sup>e</sup> République, l'administration, bénéficient encore de la confiance de la majorité des Français, en dépit de baisses variant de 1 à 5 points. Le président de la République (49 % de confiance, 37 % de défiance) et le premier ministre (45 % de confiance, 37 % de défiance) perdent respectivement 11 et 9 points. Quant aux hommes et aux partis politiques, en général, en recul de 4 points, ils ne jouissent de la confiance que de 25 % et 18 % des personnes interrogées.

## M. Mitterrand en meeting chez MM. Fabius et Mauroy

M. François Mitterrand participera, le 17 janvier, à une réunion publique au Grand-Quevilly, commune située près de Rouen, dont le premier adjoint au maire est M. Laurent Fabius. Le président de la République, qui sera accueilli par son premier ministre (lequel conduit la liste socialiste aux élections législatives en Seine-Maritime), devra

prononcer un discours de politique générale. Le chef de l'Etat se rendra d'autre part à Lille (Nord), ville dont M. Mauroy est le maire, à deux reprises. Il y fera connaître, le 20 janvier, sa campagne de M<sup>rs</sup> Thatcher, lequel des projets de loi transmanche aura été retenu par les deux pays.

M. DOUBIN

ET LES DIFFICULTÉS DU MRG

M. François Doubin a troqué sa casquette de numéro 2 du géant Renault pour la présidence de plus modeste MRG il y a près d'un an. L'expérience des négociations à la Région avec les parlementaires sociaux lui a servi dans les discussions qu'il a eues avec le PS pour préparer les scrutins de mars.

Toutefois l'accord signé avec son partenaire traditionnel ne recueille pas un assentiment général dans les rangs des radicaux de gauche : la dissidence de M. Bernard Charles, député sortant du Lot, qui entend mener sa propre liste face à celle du PS conduite par M. Martin Malvy, secrétaire d'Etat chargé de l'énergie, a provoqué la démission de M. Jacques Lévy de ses fonctions de président de la fédération sud du MRG, qui regroupe l'ensemble des départements du Grand-Sud-Ouest, région où le MRG a sa plus forte implantation.

Outre ses difficultés internes, M. Doubin doit affronter la féroce des socialistes locaux, qui lui contestent la tête de liste que les accords nationaux prévoient de lui donner.

M. FRANÇOIS DOUBIN

invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. François Doubin, président du Mouvement des radicaux de gauche, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde », dimanche 22 décembre, de 18 h 15 à 19 h 30.

M. Doubin, qui a été désigné pour conduire une liste commune PS-MRG dans l'Orne aux élections législatives et qui avait conduit la liste ERE aux élections européennes de 1984, répondra aux questions d'André Fassin et d'Anne Chassagnon, du Monde, et de Dominique Fassequin et d'Isabelle Torre, de RTL, le débat étant dirigé par Henri Marquet.

## SESSION EXTRAORDINAIRE DU PARLEMENT

La dernière session extraordinaire de la législature a, constitutionnellement, pris fin le vendredi 20 décembre à minuit. Mais l'Assemblée nationale comme le Sénat ont poursuivi leurs travaux, le président de la République ayant, dans l'après-midi même, signé un décret convoquant le Parlement en session extraordinaire.

A l'ordre du jour de celle-ci, figurent tous les projets qui, faute de temps, n'ont pu être adoptés définitivement, à l'exception de celui concernant la biologie vétérinaire, de celui créant des chambres d'appoint au Conseil d'Etat et de celui sur l'aménagement du temps de travail. M. André Labarrière, ministre délégué aux relations avec le Parlement, n'a pas exclu la possibilité d'une autre session extraordinaire consacrée à ce dernier projet, qui oppose si durement socialistes et communistes.

En Roumanie

## Les étranges gesticulations de M. Ceausescu

Il n'a jamais été très facile de s'y retrouver à travers les méandres de la politique personnelle de M. Nicolae Ceausescu, mais son comportement et ses décisions actuelles incitent à une perplexité plus grande encore.

La semaine dernière, son ministre de la défense, le général Otanu, était reçu à Moscou avec des égards tout particuliers. Quelques jours plus tard, il était relevé de ses fonctions, et l'agence officielle Agencepres vient d'annoncer sa nomination comme administrateur de la capitale, Bucarest. Cette affectation illustre apparemment la soudaine détermination du président Ceausescu d'accroître le rôle de l'armée dans « la vie sociale et politique et le développement économique » du pays. Mais, dans la même semaine, le président Ceausescu a lancé un appel, plutôt inattendu de sa part, à une collaboration accrue avec les armées du pacte de Varsovie et une « amélioration constante de la capacité combattive de l'armée (roumaine) », tant que subsistera le danger d'une « agression impérialiste ».

Les Roumains, depuis au moins une vingtaine d'années, n'ont pourtant pas cessé de traîner les pieds dans le peloton des alliés de Moscou, ils se sont constamment opposés à ce que

des manœuvres communes se déroulent sur leur territoire, n'ont participé aux exercices communs qu'en envoyant des officiers d'état-major et, l'hiver dernier, ils ont pleidé (sans succès) pour que le traité de Varsovie ne soit renouvelé que pour dix ans. Surtout, ils ont toujours proclamé leur volonté de voir réduire les dépenses militaires du pacte.

Dès 1983, M. Ceausescu avait proclamé un « gel » des dépenses militaires roumaines, et le budget 1986, qui vient d'être rendu public à Bucarest, prévoit une réduction symbolique des dépenses de défense (12,2 milliards de lei contre 12,3 pour l'année qui s'achève). Ces chiffres n'ont certes qu'une valeur très relative, les budgets militaires des pays socialistes le reflétant que très approximativement leurs dépenses réelles. Mais — toujours symboliquement — l'URSS a, elle, augmenté cette année son budget militaire.

Que fait donc, dans la réalité, M. Ceausescu ? Qui paie-t-il de mots ? Ses alliés, par un discours vigoureusement unitaire, au moment même où il recevait le secrétaire d'Etat soviétique, M. Gouge Stoultz ? Les Occidentaux, qui prêtent d'ailleurs un intérêt fabuleux aux « incar-

nações » plus ou moins savamment contrôlées de l'ex-tribun du bloc soviétique ? Ou, plus certainement, son propre peuple, qui, malgré sa légendaire capacité à encaisser les coups, a de plus en plus de mal à supporter les résultats de vingt années de « brillantes réalisations » ? Selon des informations recueillies par le Frankfurter Allgemeine Zeitung, des paysans du Banat ont récemment tenté de s'emparer de magasins de blé de l'Etat, et il y aurait eu des fusillades et des morts.

Cela n'est, en tout cas, pas empêché le maître du pays — que l'on dit gravement malade, mais qui déplace à nouveau, depuis quelques semaines, une imposante activité — d'exalter les remarquables réalisations des pays de l'Est, « qui constituent des arguments perpétuellement convaincants de la supériorité du socialisme par rapport au capitalisme ». Il l'a fait à l'occasion d'une récente rencontre à Bucarest des secrétaires du parti chargés de la propagande et de l'idéologie dans les divers pays du bloc. M. Ceausescu en a profité pour recommander une « propagande plus agressive à l'égard de l'Occident ».

J. K.

Place de la Madeleine, à Paris

## INCENDIE CHEZ FAUCHON : la présidente de la société et sa fille brûlées vives

Paris, vendredi 20 décembre, 13 heures. — Chez Fauchon, PDG de cette épicerie de luxe, et sa fille Nathalie, déjeunent de leur appartement, à proximité de la caserne du personnel, rue Vigon. Soudain, des cris et une fumée opaque : le feu vient d'enflammer tous les étages. Un cuisinier s'enfuit par une fenêtre, en équilibre sur le rebord. « Ne sautez pas ! », hurlent des passants et une partie des deux cents salariés massés dans la rue. Les pompiers — et leurs échelles — du premier groupement, sous l'autorité du lieutenant-colonel Jean-Marie Rosier, viennent d'arriver.

L'immeuble de la rue Vigon est sinistré : plus d'escaliers, plus de combles. Du rez-de-chaussée, les flammes ont gagné la toiture à une rapidité folle. Le foyer est né sous un porche intérieur, au pied de la moto appartenant au responsable de la gastronomie, à côté de la colonne de conduite de gaz, en plomberie. Effet de torche immédiate, et panique. Au bout du drame, deux victimes : la présidente, âgée de soixante ans, et sa fille, âgée de vingt-deux ans ; dix blessés, dont l'un gravement intoxiqué, et un autre brûlé. Trois pompiers également ont été blessés.

Trois autres sinistres

Il y a huit ans, presque jour pour jour, le 19 décembre 1977, Fauchon était victime d'un attentat à la bombe. Mais ce 20 décembre 1985, mille explosions et mille traces de bombe. C'est du moins le premier constat des enquêteurs. Une coïncidence troublante ? L'attention. Ce même jour et dans le même périmètre, à proximité de la place de la Madeleine, trois incendies se sont déclarés en une demi-heure. En effet, au 4, rue Richer, à 12 h 36, au 7, rue Vigon, à 12 h 56, et au 14, rue Castiglione, à 13 h 12, les pompiers de Paris ont dû intervenir. Plus tard, à 16 h 37, un quatrième feu a éclaté dans ce quartier, au 18, rue Godot-de-Mauroy. Fait-il voir la venue d'un pyromane qui aurait rôdé pendant l'après-midi aux alentours de la Madeleine ?

D. R.

## EXPLOSION DANS UNE RAFFINERIE A NAPLES : DEUX DISPARUS SOIXANTE-DIX BLESSÉS

Une très violente explosion a ravagé, ce samedi 21 décembre à 5 h 10, une raffinerie située dans la banlieue de Naples. Le premier bilan fait état de deux disparus et de près de soixante-dix blessés.

Selon les premières constatations des pompiers, l'explosion pourrait être accidentelle. L'incendie s'est rapidement propagé, enflammant les hydrocarbures contenus dans les vingt-quatre réservoirs. Cette raffinerie appartient à la firme AGIP, dépendant de l'ENI, holding pétrolier d'Etat. — (AFP.)

## NOUVELLES BRÈVES

Un journaliste palestinien assassiné. — Le corps de Hassan Abdel Halim, journaliste palestinien disparu en octobre dernier, a été retrouvé, le vendredi 20 décembre, en Cisjordanie, non loin de Ramallah. Agé de trente-sept ans, reporter au quotidien *Al-Fajr*, Abdel Halim enquêtait sur des ventes frauduleuses de terres à des colons israéliens lorsqu'il a disparu. Selon des journalistes palestiniens, le corps aurait été trouvé « mutilé ». — (AFP.)

Le conflit budgétaire européen. — Le conseil des ministres des Dix a décidé de porter devant la Cour de justice européenne de Luxembourg le conflit qui l'oppose au Parlement de Strasbourg à propos du projet de budget communautaire pour 1986 (*le Monde* des 14 et 20 décembre). Il considère, en effet, le budget voté par le Parlement comme trop élevé et illégal. Le vote du conseil des ministres a été acquis par 7 voix (France, RFA, Royaume-Uni, Belgique, Danemark, Luxembourg et Pays-Bas) contre 3 voix (Italie, Irlande et Grèce).

Le numéro de « Monde » daté 21 décembre 1985 a été tiré à 470 870 exemplaires.

Relèvement des retraites des cadres. — Le conseil d'administration de l'Association générale des institutions de retraites des cadres (AGIRC) a décidé, le vendredi 13 décembre, de porter la valeur du « point » (les retraites sont calculées en points dont le nombre dépend du salaire et de la durée de cotisation) à 1,367 F au 1<sup>er</sup> janvier 1986 et à 1,385 F au 1<sup>er</sup> juillet, ce qui représentera pour l'année prochaine une augmentation de 3,4 % par rapport à 1985, correspondant à la hausse des prix prévue.

Accord des Douze sur les quotas de pêche pour 1986. — Les douze pays de la CEE-élargie se sont mis d'accord, dans la nuit du vendredi 20 au samedi 21 décembre à Bruxelles, sur les quantités de poissons à pêcher en 1986 dans les eaux communautaires, après de longues négociations. Les ministres de la pêche ont fixé pour la première fois des quotas pour l'Espagne et le Portugal, dont l'entrée dans le Marché commun sera effective le 1<sup>er</sup> janvier 1986. Les discussions ont été rendues ardues par la baisse du total des poissons qui pourraient être capturés (sauf pour le hareng) en raison de la diminution des stocks. — (AFP.)

Les actionnaires de l'Agence centrale de presse (ACP) ont approuvé, jeudi 19 décembre, lors d'une assemblée générale extraordinaire, une nouvelle augmentation de capital associant à l'AGEFI, editrice du quotidien *la Tribune de l'économie*. Un protocole d'intention ce sens avait été signé le 7 novembre dernier (*le Monde* daté 10-11 novembre).

Le montant de cette augmentation, qui s'élève à 1,04 million de francs et porte désormais le capital de l'ACP à 6252000 F, est réservé à la Société d'édition économique, financière et politique (SEFEP), principal actionnaire de l'AGEFI. La SEFEP acquiert ainsi 20,28 % du montant total du nouveau capital de l'ACP. MM. Bruno Bortez et François Reingold, respectivement PDG et directeur général adjoint du groupe AGEFI-Tribune de l'économie-Vie française, ont été cooptés comme administrateurs.

Le nouveau capital de l'ACP se répartit ainsi : presse écrite, 62,7 % (dont la SEFEP 20,28 %), RTL, 14,4 % ; RMC, 14,4 % ; Caisse des dépôts et consignations, 8,3 %.

A C D E F G H

## FOURRURES DU NORD

dimanche 22 décembre

NOS 2 MAGASINS SERONT OUVERTS exceptionnellement de 10h. à 19h.

115 à 119, rue La Fayette PARIS 10<sup>e</sup> près Gare du Nord 100, Av. Paul-Doumer (angle rue de la Pompe) PARIS 16<sup>e</sup> m<sup>o</sup> Muette